

#### IV. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR

##### 1) APERÇU GÉNÉRAL<sup>1</sup>

1. Depuis le dernier examen, l'Australie a maintenu le caractère relativement ouvert de son régime commercial. Mais, malgré certains changements de politique, elle a tout de même continué d'apporter un soutien général et sectoriel sous différentes formes aux mêmes secteurs. Un certain nombre d'activités, dont le transport de ligne maritime de marchandises, de même que ses installations infrastructurelles essentielles (dont certaines sont des monopoles naturels), telles que les réseaux électriques, les voies ferrées et les gazoducs, de même que l'eau, les communications, les terminaux portuaires, les aéroports et la poste, bénéficient toujours de régimes spéciaux ou d'exemptions qui limitent la concurrence. Le fait que certains secteurs continuent d'être plus protégés ou aidés que d'autres constitue un obstacle potentiel à une réallocation efficace des ressources dans l'ensemble de l'économie.<sup>2</sup> Par conséquent, il n'y a eu aucune amélioration majeure de la productivité multifactorielle, donc de la compétitivité internationale, pendant la période considérée.

2. Malgré sa contribution relativement modeste au PIB (2,3%), l'agriculture australienne, qui est axée sur le marché et orientée vers l'exportation, reste d'une importance fondamentale. L'évolution de la politique sectorielle a concerné dans une grande mesure l'aide en cas de sécheresse, la gestion des ressources en eau et des sols, la biodiversité et le changement climatique. Le niveau moyen de protection tarifaire NPF appliqué dans le secteur (à l'exclusion de la sylviculture) est resté stable et négligeable à 1,4% contre 4,2% pour le secteur manufacturier. Quelques produits sensibles (les fromages, certains légumes, certaines huiles et graisses, par exemple) continuent de faire l'objet d'une protection tarifaire, et des contingents tarifaires sont appliqués à certains types de fromages. Le régime strict de quarantaine et d'inspection qui repose sur une évaluation rigoureuse et scientifique des risques à l'importation (mais pas sur une analyse du rapport coûts/avantages) et correspond au niveau de protection approprié de l'Australie est toujours en place. Les exportations et/ou la production de certains produits de base (certains produits laitiers, céréales, produits de l'horticulture, produits de l'élevage et vins/raisins, par exemple) font encore l'objet de prélèvements destinés principalement au financement de la recherche-développement. Des accords de guichet unique continuent d'être appliqués aux exportations de riz; des arrangements réglementaires similaires pour les céréales, le blé et le sucre ont été abrogés pendant la période considérée, mais les entités qui étaient chargées de leur application existent encore. Un nouvel accord bilatéral sur le commerce des vins a été conclu avec l'UE. Malgré une large gamme de programmes d'aide, le niveau global de soutien à ce secteur, mesuré par différents indicateurs, est resté bas, équivalant à 0,1% du PIB, et la majorité des aides ont été fournies sous la forme de dépenses budgétaires n'ayant pas d'effets de distorsion du commerce (catégorie verte) plutôt que sous la forme d'incitations fiscales; les MGS par produit et autre que par produit sont restées dans les limites des engagements *de minimis* pris par l'Australie à l'OMC. Depuis 2009, aucun soutien sectoriel n'a été institué dans le secteur laitier. Les aides budgétaires à la pêche commerciale ont peu à peu diminué et ciblent de plus en plus la recherche-développement; une politique a été adoptée pour assurer la rentabilité et la durabilité du secteur australien de la pêche et lutter contre la pêche illicite.

3. Les industries extractives, qui opèrent dans un environnement commercial concurrentiel sans restrictions sectorielles évidentes des investissements étrangers et avec peu de soutien du

<sup>1</sup> Ce chapitre fait référence à plusieurs indicateurs utilisés par la Commission de la productivité (chapitre II) pour évaluer le soutien fourni à différentes activités économiques. Pour des renseignements détaillés sur la définition, la méthodologie et le champ d'application de ces indicateurs, voir Commission de la productivité (2010b).

<sup>2</sup> Les autorités ont indiqué que les aides pourraient chercher à remédier à des défaillances du marché et à des problèmes d'information, ce qui améliorerait la répartition des ressources.

gouvernement par rapport à d'autres secteurs, restent d'une importance cruciale pour l'économie australienne, malgré la baisse prononcée de la productivité multifactorielle<sup>3</sup> du secteur. Les industries extractives ont beaucoup contribué à l'amélioration des termes de l'échange de l'Australie.

4. Malgré les réformes visant à créer un marché de l'énergie à l'échelle du pays et à renforcer les signaux de prix en direction des consommateurs, la production, le transport et la distribution de l'électricité en Australie demeurent soumises à une fragmentation géographique; le gouvernement possède ou contrôle en grande partie la capacité de production, et les plafonds appliqués aux tarifs de l'électricité au détail sont encore en vigueur. Une stratégie nationale pour l'efficacité énergétique a été mise en œuvre et la production d'énergies renouvelables a été au centre de la politique du gouvernement et des aides publiques à ce secteur. Les gouvernements de certains États ont accordé des subventions au niveau du commerce de détail pour faire baisser le prix du sans plomb et du diesel; les producteurs nationaux d'éthanol et de biodiesel utilisés dans les transports reçoivent également une subvention du gouvernement.

5. La politique relative au secteur manufacturier s'est largement concentrée sur l'amélioration des possibilités d'innovation comme moyen, entre autres, d'accroître la productivité, et partant la compétitivité internationale, afin de tirer parti de la rapide expansion économique sur les marchés extérieurs. Le taux de droit NPF moyen appliqué aux importations de produits manufacturés a légèrement diminué en raison des réductions tarifaires unilatérales appliquées à certains produits des industries du textile, du vêtement et de la chaussure, ainsi qu'aux véhicules automobiles et à leurs pièces/composantes. D'après les estimations, le soutien budgétaire au secteur manufacturier en proportion du PIB est resté stable à 0,1%, bien qu'il ait augmenté en valeur. Les industries du textile, du vêtement, de la chaussure et du cuir, ainsi que le secteur des véhicules et pièces automobiles ont continué de bénéficier de taux de protection effective particulièrement élevés qui sont deux fois supérieurs à la moyenne du secteur manufacturier et les plus élevés de tout le secteur des marchandises. Des éléments complémentaires ont été ajoutés à certains programmes intéressant le secteur automobile, ce qui reflète une approche interventionniste persistante de l'ajustement dans ce secteur; en particulier, certains aspects du programme de transformation du secteur automobile compris dans le nouveau plan automobile pourraient susciter certaines préoccupations par rapport à l'OMC.

6. Le secteur des services continue d'être le secteur le plus grand de l'économie et celui qui enregistre la croissance la plus rapide. Le soutien budgétaire au secteur, qui prend surtout la forme de dépenses fiscales, a considérablement augmenté et a représenté 0,28% du PIB en 2008/09, contre 0,1% dans d'autres secteurs. Les engagements pris par l'Australie au titre de l'AGCS et d'ACR bilatéraux restent inchangés; les ACR conclus par l'Australie prévoient généralement des engagements plus importants concernant le commerce des services que ceux pris au titre de l'AGCS. Les réformes ont été poursuivies dans plusieurs domaines des services financiers (les règles prudentielles et Bâle II, par exemple), et les politiques adoptées pour amortir l'impact de la crise financière mondiale ont permis aux banques en Australie de résister à la tourmente financière. Des mesures sont actuellement mises en place pour éliminer les obstacles qui empêchent à l'Australie d'être un centre de services financiers dans la région Asie-Pacifique. Dans les télécommunications, la société Telstra, qui appartenait à l'État, est arrivée à conserver une position de force sur le marché, ce qui est préoccupant dans plusieurs domaines, notamment en ce qui a trait aux services à large bande; des efforts sont en cours pour remédier à cette situation. Les producteurs nationaux de publicité et de films ont continué de bénéficier d'un soutien, sous la forme de prescriptions relatives à la teneur en produits locaux pour les programmes de télévision et d'un financement pour la production de films.

---

<sup>3</sup> Les autorités ont indiqué que l'accroissement de l'investissement dans les industries extractives réduisait la productivité multifactorielle mesurée pour le secteur en raison des longs intervalles qui s'écoulaient avant que ne démarre la production générée par les nouveaux investissements.

Depuis 2008, l'Australie s'efforce de mettre au point une approche coordonnée à long terme et à l'échelle nationale pour la planification et les investissements infrastructurels et de déterminer quels projets d'infrastructure sont prioritaires pour remédier aux insuffisances diverses de la gestion du fret et de la coordination des responsabilités du gouvernement fédéral, des États et des Territoires et du secteur privé dans ce domaine. Un nouveau cadre politique global a été mis en place pour le développement de l'industrie aéronautique. Une nouvelle stratégie a été élaborée et un soutien additionnel a été fourni pour promouvoir l'innovation, le développement des infrastructures et la croissance dans le secteur du tourisme.

## 2) AGRICULTURE, ELEVAGE, SYLVICULTURE ET PECHE

### i) Caractéristiques

7. Le secteur agricole australien est l'un des plus fortement axés sur le marché parmi les pays de l'OCDE.<sup>4</sup> Malgré leur contribution relativement faible au PIB et les séquelles de la grave sécheresse et de l'appréciation du taux de change de ces dernières années (section 2 ii)), la production et le commerce agricoles restent d'une importance fondamentale pour l'Australie, pays exportateur net concurrentiel de produits agricoles.<sup>5</sup> Le secteur a des liens importants avec d'autres activités. Entre 2006/07 et 2009/10, sa part du PIB est restée relativement stable, entre 2,3% et 2,4% (pêche incluse) (tableau I.2) et il a employé 3,3% environ de la population active.<sup>6</sup> Les principaux produits agricoles (par ordre de leur valeur brute) restent le bétail bovin, le blé, le lait et le bétail ovin.<sup>7</sup> L'Australie exporte environ 60% (en volume) ou 67% (en valeur brute) de sa production agricole totale.<sup>8</sup> La part du secteur dans les exportations totales a continué de baisser en 2009 et a été de 15,3% (contre 16,1% en 2007), en raison de l'augmentation de la part du secteur des ressources et de l'appréciation de la monnaie nationale.<sup>9</sup> Les principales exportations agricoles en valeur brute restent le blé, la viande, le vin, les produits laitiers, la laine et le sucre brut.<sup>10</sup>

8. Près de 93% de l'approvisionnement alimentaire de l'Australie est assuré par la production nationale; les importations alimentaires, qui sont essentiellement composées de produits transformés (fruits et légumes transformés, huiles et graisses végétales, racines féculentes, poissons et fruits de mer), représentent 7,5% de la valeur totale des ventes de détail de produits alimentaires sur le marché intérieur.<sup>11</sup> L'augmentation de la production agricole a été presque entièrement due à des améliorations de productivité. Toutefois, la croissance moyenne annuelle de la productivité multisectorielle dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche a chuté et est passée de 3,4% (1998/99 à

---

<sup>4</sup> OCDE (2010a).

<sup>5</sup> La compétitivité des exportations des produits de l'élevage et de la pêche a été affectée par la récente appréciation de la monnaie nationale (Renseignements en ligne du Département des affaires étrangères et du commerce extérieur. Adresse consultée: [http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/trade\\_in\\_agriculture.html](http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/trade_in_agriculture.html) [3 août 2010]).

<sup>6</sup> En novembre 2008, 317 730 personnes étaient directement employées par des exploitations agricoles – 90 000 de moins qu'avant la sécheresse; 1,6 million de personnes vivent de l'agriculture, dans les exploitations agricoles et dans d'autres activités connexes, telles que transformation, emballage, transport, commerce alimentaire de détail, hôtellerie, cafés, restaurants (Fédération nationale des agriculteurs, 2009).

<sup>7</sup> Renseignements en ligne du Bureau australien des statistiques. Adresse consultée: <http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/mf/7501.0> [3 août 2010].

<sup>8</sup> Fédération nationale des agriculteurs (2009).

<sup>9</sup> DSNU, base de données Comtrade.

<sup>10</sup> Département des affaires étrangères et du commerce extérieur, base de données STARS.

<sup>11</sup> Fédération nationale des agriculteurs (2009).

2003/04) à -1,4% (2003/04 à 2007/08)<sup>12</sup>; c'est essentiellement la conséquence directe d'une grave sécheresse, du fait que la contraction de la production a été plus rapide que celle de l'emploi. Bien que l'on s'attende à une certaine reprise avec la diminution de la sécheresse, les changements nécessaires dans la politique relative à l'eau et les conséquences que pourrait avoir le changement climatique pourraient ralentir la reprise de la croissance de la productivité agricole, ce qui pourrait avoir des répercussions dans toute l'économie.<sup>13</sup> Une croissance plus élevée de la productivité sera nécessaire pour maintenir la compétitivité internationale du secteur et la viabilité des exploitations agricoles.

## ii) Principales évolutions

9. Les producteurs agricoles australiens, dont l'activité est essentiellement tournée vers l'exportation, fondent leurs décisions de production principalement sur les signaux venant des marchés mondiaux.<sup>14</sup> Une productivité relativement élevée dans le secteur, donc sa compétitivité internationale, de même que sa performance environnementale restent des priorités importantes pour les politiques actuelles. Le pays a recours à divers instruments pour répondre aux questions liées à la gestion de l'eau et des terres, à la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique.

10. Un nouvel élément important de la politique pendant la période considérée a été la mise en œuvre, en juillet 2008, de l'initiative "Prenons soin de notre pays", un ensemble de programmes visant à financer des améliorations dans la gestion environnementale des ressources naturelles.<sup>15</sup> Cet ensemble de programmes apporte une aide aux communautés, aux agriculteurs et aux autres gestionnaires des terres, afin de protéger l'environnement et d'assurer une production d'aliments et de fibres dans des conditions de durabilité. L'initiative "Prenons soin de notre pays" a remplacé ou inclut les programmes du Fonds de protection du patrimoine national, le Programme national de protection des terres, le Programme de gestion de l'environnement ainsi que les programmes relevant de l'initiative "Travaillons pour notre pays", qui ont pris fin en juin 2008.

11. L'orientation politique de la lutte contre la sécheresse a changé, et le pays est passé de la gestion des catastrophes naturelles, à la reconnaissance du fait que la sécheresse est l'une des caractéristiques normales de son climat variable.<sup>16</sup> Pendant la période considérée, l'Australie a entrepris un vaste examen national de sa politique de lutte contre la sécheresse. Donnant suite à cet examen, les autorités mettent actuellement en œuvre, dans certaines zones d'Australie-Occidentale, des mesures de réforme pilotes liées à la lutte contre la sécheresse et se chiffrant à 23 millions de dollars australiens; ces mesures sont destinées à assurer le passage d'une approche fondée sur la gestion des crises à la gestion des risques. Ces mesures de réforme pilotes seront passées en revue en 2011.

12. Pendant la période considérée, il y a eu des modifications réglementaires concernant les arrangements de commercialisation à l'exportation du blé, la législation régissant la pêche, le secteur des substances chimiques à usage agricole et vétérinaire et la mise en œuvre nationale de l'Accord Australie/Communautés européennes (CE) sur le commerce des vins (voir ci-dessous). Des

<sup>12</sup> La sécheresse a causé une chute de quelque 18% de la valeur ajoutée du secteur en 2006/07 et la croissance de la productivité multifactorielle est tombée à -19,4% la même année (Commission de la productivité, 2009c et Commission de la productivité, 2008a).

<sup>13</sup> Nossal et Gooday (2009).

<sup>14</sup> OCDE (2010a).

<sup>15</sup> OCDE (2010a).

<sup>16</sup> Ce programme et d'autres programmes dont il est question ci-dessous (section concernant le soutien interne) ont été notifiés dans le document G/AG/N/AUS/77, 13 juillet 2010 (Commission de la productivité, 2009).

changements institutionnels majeurs ont été apportés à l'Agence australienne d'aménagement des pêches, à la Direction australienne des pesticides et médicaments vétérinaires et à l'Administration des exportations de blé appelée maintenant Exportations de blé d'Australie (Wheat Exports Australia, WEA). Le Département de l'agriculture, des forêts et de la pêche (DAFF) est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques et programmes sectoriels.

13. Les accords bilatéraux et plurilatéraux conclus par l'Australie dans le domaine de l'agriculture portent sur une série de questions concernant le commerce des produits agricoles, y compris l'échange de renseignements scientifiques, les protocoles relatifs au commerce d'animaux vivants, la coopération agricole, le dialogue sur la politique commerciale, la reconnaissance mutuelle, la facilitation des échanges et d'autres questions touchant spécifiquement le commerce bilatéral.

14. En 2008/09, l'Australie a fourni 94 912 tonnes (158 592 tonnes équivalent blé) d'aide alimentaire, d'une valeur de 102 millions de dollars australiens aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (une augmentation par rapport au 132 687 tonnes – 216 726 tonnes équivalent blé – fournies en 2007/08); en même temps, 98,5 millions de dollars australiens ont été accordés à des programmes destinés à aider ces pays à améliorer leur sécurité alimentaire (253,4 millions de dollars australiens en 2007/08).<sup>17</sup> L'aide alimentaire accordée par l'Australie est fournie intégralement à titre de don.

a) Mesures à la frontière

15. Pendant la période considérée, le niveau moyen de la protection tarifaire effective dans le secteur (hormis la sylviculture) est resté stable et négligeable à 1,4% (tableau III.1). Si la plupart des produits sont admis en franchise, certains produits sensibles tels que les fromages (soumis à un droit spécifique) et certains légumes (champignons), les noix, les fruits, les huiles et les graisses (soumis à un taux de 5%) continuent de bénéficier d'une certaine protection tarifaire. L'Australie a maintenu, pour certains types de fromages, des contingents tarifaires compatibles avec ses engagements en matière d'accès aux marchés dans le cadre de l'OMC et ses accords préférentiels (section iii) c), chapitre III). Les importations de tous les produits agricoles (et alimentaires) restent soumises à un régime strict de quarantaine et de sécurité; les produits alimentaires produits dans le pays et importés doivent être conformes aux prescriptions du Code des normes alimentaires de FSANZ (Food Standards Australia/New Zealand – Normes alimentaires Australie/Nouvelle-Zélande).

16. Les exportations et/ou la production de certains produits alimentaires, céréaliers, de l'horticulture, de l'élevage, viticoles (raisins) font toujours l'objet de prélèvements.<sup>18</sup> Le riz est la seule denrée soumise aux accords de guichet unique comportant une exemption aux dispositions relatives à la politique de la concurrence. La commercialisation à l'exportation du blé en vrac a été déréglementée de manière effective dès 2008 (section 2) iii) b)). Le 24 octobre 2009, le gouvernement de l'État d'Australie-Occidentale a déréglementé les exportations d'orge, de canola et de lupins.<sup>19</sup> L'autorisation accordée à la Société du sucre du Queensland (Queensland Sugar Limited (QSL)) pour négocier des arrangements contractuels de commercialisation à l'exportation avec les entreprises et les coopératives sucrières est arrivée à expiration le 30 septembre 2009 (section 2) iii) a)). En 2009, l'Australie a notifié qu'elle n'avait accordé aucune subvention à l'exportation pour les produits laitiers pendant la période 2001/02 à 2007/08 ou pour les poires entre

<sup>17</sup> Document de l'OMC G/AG/N/AUS/75 du 8 décembre 2009.

<sup>18</sup> Voir les renseignements en ligne du Département de l'agriculture, des forêts et de la pêche (DAFF). Adresse consultée: [http://www.daff.gov.au/agriculture-food/levies/other\\_levis](http://www.daff.gov.au/agriculture-food/levies/other_levis).

<sup>19</sup> Avant le 23 octobre 2009, Grain Pool Pty Ltd détenait la principale licence d'exportation en vrac d'orge, de lupins et de colza produits dans l'État d'Australie-Occidentale.

2004 et 2007.<sup>20</sup> Un nouvel accord sur le commerce des vins, comprenant de nouvelles règles sur la protection et l'utilisation des indications géographiques, ainsi que des prescriptions relatives aux procédés de vinification et à l'étiquetage, est entré en vigueur entre l'UE et l'Australie en septembre 2010, remplaçant l'Accord de 1994.<sup>21</sup>

b) Mesures de soutien interne

17. On estime à 22% la part de l'agriculture dans l'aide budgétaire totale (dépenses plus avantages fiscaux) accordée à tous les secteurs de l'économie en 2008/09; cette aide représente 0,1% du PIB (tableau IV.1).<sup>22</sup> Le soutien interne à l'agriculture reste le deuxième le plus faible des pays de l'OCDE; en 2009, l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) était évaluée à 3% à peine des recettes agricoles brutes, représentant juste un peu plus du septième de la moyenne de l'OCDE, ce qui signifie que les agriculteurs australiens comptent parmi les plus efficaces, donc parmi les moins aidés du monde.<sup>23</sup> Selon les estimations de l'OCDE, entre 2007 et 2009, l'estimation du soutien total de l'Australie à l'agriculture (EST) en pourcentage du PIB est tombée de 0,3% à 0,1%, le niveau le plus faible de tous les pays de l'OCDE.<sup>24</sup> En 2008/09, les secteurs des céréales et de l'élevage ovin et bovin, ainsi que l'horticulture et la culture fruitière faisaient partie des activités bénéficiant des taux effectifs d'aide (aides combinées) les plus élevés dans la production primaire (tableau AIV.1).<sup>25</sup> Les prix aux producteurs et aux consommateurs nationaux sont restés plus ou moins alignés sur les prix mondiaux; selon l'OCDE, le coefficient nominal de protection de l'Australie est de 1,00 depuis 2001.<sup>26</sup>

18. Le secteur de l'agriculture a continué de recevoir des aides par le biais d'un large éventail de programmes publics, essentiellement sous la forme de dépenses budgétaires (tableau IV.1) destinées surtout à la lutte contre la sécheresse, bien que ce type de soutien ait diminué en 2008/09. Les programmes financés par le budget sont principalement utilisés pour l'ajustement structurel, la recherche rurale (avec des contributions identiques de la part de l'industrie) et la gestion des ressources naturelles et de l'environnement.<sup>27</sup> Les dépenses allouées à la recherche-développement

<sup>20</sup> L'Australie a contracté des engagements en matière de subventions à l'exportation concernant le beurre et l'huile de beurre, le fromage, le lait écrémé en poudre et d'autres produits laitiers (par exercice financier) et les poires (par année civile) (document de l'OMC G/AG/N/AUS/72 du 24 mars 2009).

<sup>21</sup> L'Accord prévoit, entre autres, la reconnaissance par l'UE de 16 procédés additionnels de vinification australiens, des mécanismes plus simples pour l'approbation des procédés de vinification à l'avenir, des prescriptions simplifiées en matière d'étiquetage pour les vins australiens vendus dans l'UE et des règles révisées pour la protection des 112 indications géographiques enregistrées de l'Australie et de l'UE. Les producteurs australiens n'utiliseront pas plus de 2 500 appellations européennes telles que "Champagne", "Porto", "Sherry", "Chablis", "Bourgogne" et "Tokay". Les autorités ont versé 500 000 dollars australiens pour aider les producteurs australiens de vins enrichis affectés à renommer leurs produits (Renseignements en ligne du Ministre de l'agriculture, des forêts et de la pêche (MAFF). Adresse consultée: [http://www.maff.gov.au/media/media\\_releases/2008/december/european\\_deal\\_improves\\_trade\\_access\\_for\\_australian\\_wines](http://www.maff.gov.au/media/media_releases/2008/december/european_deal_improves_trade_access_for_australian_wines) [3 août 2010], et <http://www.daff.gov.au/agriculture-food/hort-wine/wine-policy> [10 novembre 2010]; et OCDE, 2009a).

<sup>22</sup> Commission de la productivité (2010c).

<sup>23</sup> L'ESP était de 4% en 2008; cette diminution est principalement due à des versements budgétaires moins importants (OCDE, 2010a; et Fédération nationale des agriculteurs, 2009).

<sup>24</sup> OCDE (2010a).

<sup>25</sup> Les aides aux secteurs des céréales et de l'élevage ovin et bovin ont été fournies presque entièrement par le biais de mesures non sectorielles, en particulier pour ce qui est des aides en cas de circonstances exceptionnelles (bonification d'intérêts, versements à titre d'aide) (Commission de la productivité, 2010b).

<sup>26</sup> Le coefficient nominal de protection est le rapport entre le prix moyen perçu par les producteurs au départ de l'exploitation et le prix à la frontière, mesuré au départ de l'exploitation (OCDE, 2009a).

<sup>27</sup> OCDE (2009a).

sont cofinancées par des fonds prélevés sur l'industrie, complétés par des fonds du budget fédéral. L'estimation du soutien aux services d'intérêt général en pourcentage de l'estimation du soutien total (EST) est passée de 38,8% en 2007 à 46,8% en 2009<sup>28</sup>; la plus grande partie du soutien aux services d'intérêt général est allée à la recherche-développement, principalement à l'Organisation de recherche scientifique industrielle du Commonwealth (CSIRO).<sup>29</sup> Le carburant diesel utilisé dans la production agricole donne droit à une remise sur les taxes indirectes spécifiques, dans le cadre d'un plan d'allègement de la fiscalité sur le diesel consommé dans un certain nombre de secteurs, notamment les activités du secteur primaire.<sup>30</sup> En 2008/09, les dépenses budgétaires sous forme de bonification d'intérêts en cas de circonstances exceptionnelles ont représenté 27,4% de l'aide budgétaire totale, soit deux fois plus que la totalité du soutien sous forme de dépenses fiscales.<sup>31</sup>

**Tableau IV.1**  
**Aide budgétaire au secteur primaire, 2005-2009**  
(en % et en millions de \$A)

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
<b>Part dans l'aide budgétaire totale (en %)</b>				
Élevage de troupeaux laitiers	9,5	11,3	13,3	7,4
Céréales, élevage ovin et bovin	41,5	42,8	46,3	55,3
Horticulture et culture fruitière	9,3	7,0	5,9	10,7
Autres cultures	16,2	10,7	8,2	4,1
Élevage d'autres animaux	2,1	1,8	1,7	1,8
Pêche	5,8	16,2	8,9	5,8
Sylviculture et exploitation forestière	5,3	2,2	1,4	-4,2
Autres activités de production primaire <sup>a</sup>	1,8	1,4	1,4	1,4
Production primaire non attribuée <sup>b</sup>	8,5	6,7	12,9	17,7
<b>Dépenses totales (en millions de \$A)</b>	1 097,5	1 554,9	1 878,1	1 440,0
<b>Dépenses fiscales totales (en millions de \$A)</b>	299,1	201,8	292,2	228,8
<b>Aide budgétaire totale (en millions de \$A)</b>	1 396,6	1 756,6	2 170,2	1 668,8
<b>Part de l'aide budgétaire totale dans le PIB (en %)</b>	0,14	0,16	0,18	0,13

a Les autres activités de production du secteur primaire comprennent les "services à l'agriculture" (y compris la chasse et la capture d'animaux à l'aide de pièges) et l'aviculture.

b Comprend les programmes généraux pour lesquels des renseignements sur les bénéficiaires font défaut.

Source: Commission de la productivité (2010), *Trade & Assistance Review 2008-2009*, 22 juin, Canberra. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0007/98998/tar0809.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0007/98998/tar0809.pdf) [23 août 2010].

19. Outre l'ensemble de programmes de l'initiative "Prenons soin de notre pays" (voir ci-dessus)<sup>32</sup>, pendant la période considérée, l'Australie a mis en œuvre un nouveau programme de

<sup>28</sup> OCDE (2010a).

<sup>29</sup> En février 2010, la CSIRO a lancé une initiative-phare pour une agriculture durable se chiffrant à 70 millions de dollars australiens afin d'augmenter la productivité et de réduire l'intensité des émissions de carbone dans l'ensemble des secteurs agricole et forestier de l'Australie. (Commission de la productivité, 2010c).

<sup>30</sup> OCDE (2009a).

<sup>31</sup> Commission de la productivité (2010c).

<sup>32</sup> L'initiative "Prenons soin de notre pays" est un ensemble de programmes intégrés destinés à promouvoir: une approche des investissements fondée sur des critères commerciaux; des résultats et des priorités clairement formulés; et une plus grande responsabilisation. Un investissement initial de 2,25 milliards de dollars australiens pendant les cinq premières années (du 1<sup>er</sup> juillet 2008 au 30 juin 2013) sera essentiellement consacré à six domaines prioritaires nationaux: i) le système de réserves nationales, ii) la biodiversité et les hauts-lieux du patrimoine naturel, iii) les environnements côtiers et les habitats aquatiques vitaux, iv) les

cessation d'activité dans le bassin Murray-Darling, affecté par la sécheresse et le changement climatique.<sup>33</sup> Depuis 2008/09, l'Australie met en œuvre une initiative d'une valeur de 130 millions de dollars australiens sur quatre ans, "Avenir de l'agriculture de l'Australie", comprenant des programmes nationaux pour aider le secteur primaire à s'adapter et s'ajuster au changement climatique mondial et gérer la pollution causée par les émissions de gaz à effet de serre. Cette initiative comprend le programme de recherche sur le changement climatique (juin 2009) se chiffrant à 46,2 millions de dollars australiens et des programmes concernant le carbone du sol (22 millions de dollars australiens), l'hémioxyde d'azote (10,8 millions de dollars australiens) et la réduction des émissions du cheptel (28,7 millions de dollars australiens).<sup>34</sup> Un régime de réduction de la pollution par le dioxyde de carbone (CPRS) basé sur un système de plafonnement et d'échange de droits d'émission, qui n'est plus envisagé, aurait augmenté progressivement les dépenses fiscales dans le secteur, étant donné que l'agriculture et la déforestation auraient été exemptées de ce régime; cette exemption est due à des considérations pratiques liées à la comptabilisation des sources d'émission réparties de manière diffuse dans l'ensemble du secteur.<sup>35</sup> Depuis 2007, les autorités investissent 12,9 milliards de dollars australiens dans un programme intitulé "De l'eau pour l'avenir", une initiative sur dix ans destinée à assurer à long terme l'approvisionnement en eau des zones rurales et urbaines; plusieurs des programmes compris dans cette initiative concernent l'eau utilisée pour l'irrigation dans l'agriculture, y compris l'utilisation efficace de l'eau par les exploitations agricoles, le rachat des droits sur l'eau des propriétaires pour préserver l'environnement et l'octroi de subventions à ceux qui souhaitent abandonner la production rurale basée sur l'irrigation.

20. En 2008/09, la MGS totale est tombée à zéro; dans la MGS par produit, les dépenses allouées aux mesures de soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges sont principalement celles qui ont servi au financement des aides aux secteurs du lait et, dans une mesure beaucoup moins grande, du sucre, du blé et des bovins; la MGS par produit de même que la MGS autre que par produit se situent dans la limite des engagements *de minimis* de l'Australie.<sup>36</sup> Les mesures de soutien de la catégorie verte ont représenté environ 93,4% du soutien total notifié à l'OMC.

### iii) Quelques sous-secteurs

#### a) Sucre

21. Le sucre reste l'un des principaux produits agricoles d'exportation. L'Australie produit du sucre à faible coût et est le troisième exportateur mondial de sucre brut; elle exporte 80% environ de sa production totale. Les producteurs de sucre dépendent directement de l'évolution du marché mondial de sucre brut; par conséquent, la compétitivité internationale est de la plus haute importance.<sup>37</sup> L'industrie sucrière est encore très présente dans beaucoup de villes, en particulier dans

---

pratiques culturelles durables, v) la gestion des ressources naturelles des zones reculées d'Australie du nord et vi) les qualifications, les connaissances et l'engagement des collectivités (OCDE, 2009a).

<sup>33</sup> Les programmes conçus pour aider les exploitants dans la gestion des conséquences du changement climatique, y compris les aides à la réinstallation pour ceux préférant quitter leur activité agricole, doivent aussi améliorer la santé financière à long terme du secteur (OCDE, 2009a).

<sup>34</sup> Pour plus de renseignements sur le programme "L'avenir de l'agriculture de l'Australie", voir les renseignements en ligne du DAFF. Adresse consultée: <http://www.daff.gov.au/climatechange/australias-farming-future>; et OCDE (2009a) et OCDE (2010a).

<sup>35</sup> Département du Trésor (2010e).

<sup>36</sup> Documents de l'OMC G/AG/N/AUS/73 du 13 juillet 2009 et G/AG/N/AUS/76 du 13 juillet 2010.

<sup>37</sup> Depuis 2006, l'Australie maintient sa participation à un mécanisme quadripartite de contrôle du sucre auquel participent également la Thaïlande, le Brésil et l'UE, pour donner suite aux recommandations de l'Organe de règlement des différends de l'OMC dans l'affaire des subventions de l'UE au sucre. Renseignements en ligne de l'OMC. Adresse consultée: [http://www.wto.org/french/tratop\\_f/dispu\\_f/cases\\_f/ds265\\_f.htm](http://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds265_f.htm). En



le Queensland, qui produit 95% environ de la production totale de sucre brut. Après la déréglementation de 2006 et l'expiration le 20 septembre 2009 de l'exemption portant sur la Loi sur les pratiques commerciales qui s'appliquait à QSL, le commerce du sucre ne fait plus l'objet d'aucun arrangement réglementaire (section 2 ii) a)).<sup>38</sup> Bien que le droit d'importation sur le sucre soit nul, la protection tarifaire d'autres édulcorants, tels que le sucre d'érable, le fructose et leurs sirops, sont relativement élevés à des taux de 4% ou 5%. La culture de la canne à sucre a bénéficié d'un soutien sectoriel et non sectoriel (section 2 ii) a) et b)). Le programme de réforme de l'industrie sucrière adopté pour cinq ans a pris fin en 2009 et les dépenses totales se sont chiffrées à 334,7 millions de dollars australiens. Ce programme a eu pour effet: de réduire les coûts à long terme grâce à l'amélioration des pratiques de production, des transports et des technologies; d'améliorer l'efficacité et la production grâce à de meilleures infrastructures; de renforcer les réseaux de production; et d'assurer une planification plus efficace des activités des sucreries à long terme. Le prélèvement sur les ventes de sucre réalisées sur le marché intérieur, y compris de sucre d'importation, destiné à financer partiellement le programme de réforme de l'industrie sucrière, a été supprimé en novembre 2006 pour compenser la hausse du coût des intrants pour les raffineurs.<sup>39</sup> Entre 2004/05 et 2008/09, le montant estimatif de l'aide budgétaire destinée au programme de réforme de l'industrie sucrière a chuté, passant de 129,4 millions de dollars australiens à 4,5 millions de dollars australiens; une aide similaire accordée pour la recherche-développement par l'intermédiaire de la Société de recherche-développement dans l'industrie sucrière est passée, selon les estimations, de 3,8 millions de dollars australiens à 6,1 millions de dollars australiens.<sup>40</sup> D'après les estimations de l'OCDE, entre 2007 et 2009, les transferts aux producteurs au titre d'un seul produit (TSP aux producteurs) ont chuté, passant de 5 millions de dollars australiens à zéro.<sup>41</sup>

b) Blé

22. L'Australie est un petit producteur de blé (3% en moyenne de la production mondiale; elle exporte 70% du blé récolté et compte pour 12% dans le commerce mondial de blé.<sup>42</sup> Le blé est la culture la plus importante de par la superficie emblavée, le volume et la valeur de la production. Celle-ci reste fortement concentrée. La moitié des producteurs de blé représentent moins de 10% de la production et 10% des producteurs représentent près de la moitié de la production du secteur. La protection à la frontière et le soutien interne ont été quasiment nuls pendant la période considérée; entre 2006/07 et 2008/09, les seules mesures sectorielles de soutien interne ont été les subventions "non attribuées" au titre du Programme de subventions au transport du blé vers la Tasmanie<sup>43</sup> s'élevant à 1,8 million de dollars australiens pour toute la période, ainsi que les 2 millions de dollars australiens supplémentaires accordés à l'Administration des exportations de blé en 2007/08.<sup>44</sup> En 2008, les autorités ont déréglementé la commercialisation à l'exportation du blé en vrac en abolissant le régime de guichet unique (c'est-à-dire les droits d'exportateur unique) géré par AWB (International) Limited (section 2 ii) a)). Wheat Exports Australia (WEA), un organisme public relevant du DAFF, a été

février 2010, l'Australie s'est dite préoccupée par la décision de l'UE d'augmenter de 500 000 tonnes ses exportations de sucre hors contingent.

<sup>38</sup> Document de l'OMC G/STR/N/13/AUS du 13 septembre 2010.

<sup>39</sup> OCDE (2007).

<sup>40</sup> Commission de la productivité (2010c).

<sup>41</sup> Le TSP est la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, mesurés au départ de l'exploitation, découlant des mesures liées à la production d'un produit particulier et subordonnant le versement du paiement au producteur à la production du produit désigné (OCDE, 2010a)).

<sup>42</sup> Commission de la productivité (2010d).

<sup>43</sup> L'expression "non attribuée" désigne les programmes généraux pour lesquels des renseignements sur les bénéficiaires font défaut.

<sup>44</sup> Commission de la productivité (2010c).

établi en vertu de la Loi de 2008 sur la commercialisation à l'exportation du blé pour administrer le programme d'accréditation des exportations de blé adopté en 2008 pour l'accréditation des exportateurs de blé en vrac. Depuis juillet 2008, tout commerçant désireux d'exporter du blé en vrac doit être agréé par le WEA qui détermine s'il est "apte et compétent". Les entreprises de manutention du vrac, qui gèrent également des terminaux portuaires, sont tenues de satisfaire à un critère d'accès additionnel pour garantir aux exportateurs rivaux l'accès aux ports dans des conditions justes et transparentes; au 30 juin 2010, 28 exportateurs étaient accrédités.<sup>45</sup> Les sociétés étrangères peuvent présenter une demande d'accréditation à condition de passer par une filiale australienne, donc soumise à la loi australienne.<sup>46</sup> Ce programme, qui reçoit des aides d'une valeur totale de 9,4 millions de dollars australiens, a facilité une transition harmonieuse d'un marché fortement règlementé à la déréglementation à mesure que les exportations de blé en vrac s'ouvraient à la concurrence.<sup>47</sup> La déréglementation a stimulé la productivité et l'innovation dans le secteur des exportations de blé en vrac de l'Australie. La concurrence a déjà eu pour effets une augmentation de la demande de blé australien, la mise au point de nouveaux produits et services, l'expansion des marchés internationaux existants et l'ouverture de nouveaux marchés étrangers au blé australien.<sup>48</sup>

c) Produits laitiers

23. La position de l'Australie sur le marché mondial des produits laitiers reste inchangée depuis le dernier examen; elle représente environ 2% de la production mondiale de lait et occupe le quatrième rang (derrière la Nouvelle-Zélande, l'UE et les États-Unis) dans le commerce mondial de produits laitiers, avec une part de 11%.<sup>49</sup> Le volume des exportations de produits laitiers varie en fonction de la production de lait cru; ces dernières années, la production a été stable ou en baisse, et 55% environ de la production de lait cru a été consommée dans le pays et les 45% restants ont été exportés.<sup>50</sup> Pendant et après les neuf années de mise en œuvre du programme fédéral d'ajustement du secteur laitier (2000-2009)<sup>51</sup>, la productivité multifactorielle a augmenté avec la réduction du nombre d'exploitations laitières, les investissements dans la recherche-développement et l'augmentation du rendement laitier par vache. En outre, le degré de concentration des marchés intérieurs de détail et de gros a augmenté, ce qui a modifié la dynamique des prix entre les producteurs, les transformateurs et les détaillants.<sup>52</sup> La protection tarifaire reste à zéro pour les produits laitiers, à l'exception d'un droit de 4% sur les pâtes à tartiner laitières et d'un taux de droit spécifique associé à des contingents tarifaires appliqué au fromage et à la caillebotte (chapitre III). Depuis 2009, aucun soutien sectoriel n'est en place pour les industries laitières. Devant les préoccupations suscitées par les réductions des prix au départ de l'exploitation dans cette organisation plus concentrée de la production, et suite à des allégations d'abus de position dominante dont auraient souffert les producteurs laitiers de Tasmanie, le Comité du Sénat chargé de l'examen des questions économiques a ouvert une enquête sur la concurrence et la fixation des prix dans le secteur laitier australien; dans son rapport de mai 2010, il analyse les défaillances perçues dans la politique nationale de la concurrence, le rôle de la Commission australienne de la concurrence et de la consommation (ACCC) et les dispositions de la Loi sur les pratiques commerciales. En novembre 2010, les autorités étudiaient les recommandations du Comité.

<sup>45</sup> Wheat Exports Australia (2009).

<sup>46</sup> APEC (2009).

<sup>47</sup> Commission de la productivité (2010d).

<sup>48</sup> Wheat Exports Australia (2009).

<sup>49</sup> Renseignements en ligne de Dairy Australia. Adresse consultée: <http://www.dairyaustralia.com.au/Our-Dairy-Industry/Industry-Statistics/Export-Summary.aspx>.

<sup>50</sup> Dairy Australia (2010).

<sup>51</sup> Pour des renseignements détaillés concernant le programme fédéral d'ajustement du secteur laitier, voir le document de l'OMC WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1<sup>er</sup> mai 2007.

<sup>52</sup> Sénat (2010).

**iv) Sylviculture**

24. La récolte du bois se fait essentiellement sur 26% environ des 149,4 millions d'hectares de zones forestières de l'Australie, et moins de 1% des forêts naturelles sont abattues chaque année.<sup>53</sup> Le programme "Vision 2020" de l'Australie a pour but de tripler la superficie plantée d'ici à 2020, par rapport à celle de 1996, en développant des structures appropriées et en améliorant l'information de façon à maintenir la confiance des investisseurs étrangers et locaux dans la sylviculture de plantations.<sup>54</sup> La propriété privée des plantations a augmenté, passant d'environ 30% en 1990 à plus de 64% en 2008.<sup>55</sup> Le commerce australien de produits forestiers et de bois a toujours eu tendance à être déficitaire, surtout en ce qui a trait aux produits en bois et au bois de sciage, ce qui a amené les autorités à étudier les moyens d'améliorer la compétitivité internationale du secteur. En mai 2008, une initiative de 20 millions de dollars australiens sur trois ans a été lancée – "Préparons l'industrie sylvicole australienne de demain". Dans le cadre de cette initiative, une enveloppe de 9 millions de dollars australiens a été allouée au Fonds de développement des industries forestières, un programme de subventions destiné à encourager des investissements accrus dans des activités de nature à ajouter de la valeur aux ressources forestières. Il s'agit notamment d'encourager de nouvelles utilisations du bois et de nouvelles initiatives concernant la transformation du bois, et de créer des emplois dans le secteur.<sup>56</sup> Les subventions au titre de ce fonds représentent 30% au plus du coût total des projets et ne dépassent généralement pas 500 000 dollars australiens. Cette initiative en faveur de l'industrie forestière comprend, en outre, un fonds de 5 millions de dollars australiens pour la recherche sur les changements climatiques affectant le secteur forestier qui a été créé en août 2009, pour subventionner à hauteur de 500 000 dollars australiens ou moins des projets de recherche sylvicole innovants axés sur l'adaptation au changement climatique et l'atténuation des effets de celui-ci, ainsi que des initiatives visant à développer des bioénergies durables. Le 6 novembre 2009, le Plan d'action national 2009-2012 sur le changement climatique et la foresterie commerciale a identifié des lacunes dans les connaissances et a proposé des mesures pour aider les industries forestières à répondre au changement climatique.<sup>57</sup> En novembre 2010, le Parlement examinait une législation réprimant l'importation de tous les produits fabriqués à partir de bois d'œuvre provenant d'arbres abattus illégalement, et comprenant un code de conduite faisant obligation aux fournisseurs par lesquels le bois d'œuvre entre sur le marché australien pour la première fois d'effectuer des essais appropriés pour s'assurer que le bois entrant dans le pays ne contrevient pas à la loi. Ces mesures s'appuieront sur une appellation commerciale pour que les consommateurs puissent s'assurer que le bois qu'ils achètent est conforme à la loi.

25. Une licence est requise pour l'exportation de volumes de 2 tonnes ou plus de copeaux destinés à être transformés après avoir été exportés ainsi que pour les exportations de bois de santal (provenant du Queensland et de l'Australie-Occidentale).<sup>58</sup> Les exportations de matériels provenant de plantations pour lesquelles un code de pratiques a été adopté (à l'exception des plantations du Queensland et du Territoire du Nord) ou des dix régions pour lesquelles des accords régionaux en matière d'exploitation forestière<sup>59</sup> ont été conclus ne sont pas assujetties aux prescriptions relatives aux licences d'exportation. Il est interdit d'exporter les copeaux de bois de feuillus venant de forêts naturelles hors des régions visées par un accord régional en matière d'exploitation forestière.

<sup>53</sup> Bureau des sciences rurales (2010) et (2007).

<sup>54</sup> Plantations 2020 (2002).

<sup>55</sup> Renseignements en ligne du DAFF. Adresse consultée: <http://www.daff.gov.au/forestry>.

<sup>56</sup> Renseignements en ligne du DAFF. Adresse consultée: <http://www.daff.gov.au/forestry>.

<sup>57</sup> Renseignements en ligne du Département de l'agriculture, de la pêche et des forêts (2009).

<sup>58</sup> Renseignements en ligne du DAFF. Adresse consultée: <http://www.daff.gov.au/forestry>.

<sup>59</sup> Pour en savoir plus sur les accords régionaux en matière d'exploitation forestière, voir le document de l'OMC WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1<sup>er</sup> mai 2007.

26. Entre 2006/07 et 2008/09, le taux effectif des aides (combinées) (tableau AIV.1) à la sylviculture et à l'exploitation forestière est passé de 5,1% à -2,4%<sup>60</sup>; ce taux négatif est dû au fait que le régime d'amortissement accéléré dont ont bénéficié les investissements subventionnés dans le secteur forestier n'est plus dans la phase 2007/08 où l'aide était positive (phase de l'amortissement accéléré) mais plutôt dans la phase de fiscalité accrue (phase du remboursement). La raison en est que l'abattage a commencé dans les forêts dans lesquelles ces investissements subventionnés ont été effectués, et des taxes sont perçues sur les produits de ces forêts.

**v) Pêche**

27. La pêche et l'aquaculture<sup>61</sup> demeurent le cinquième secteur d'activité rurale de l'Australie et se caractérisent principalement par la production pour l'exportation d'un faible volume d'espèces à valeur élevée, ceci notwithstanding les effets négatifs d'un certain nombre de variables importantes, telles que la hausse des prix du carburant, l'appréciation du dollar australien et la concurrence accrue sur le marché intérieur de produits importés de faible valeur.<sup>62</sup> L'Australie a été un exportateur net de produits halieutiques en valeur, mais un importateur net en volume, puisqu'elle a surtout exporté des produits à valeur élevée. La récente appréciation du dollar australien a fait monter le coût des prises débarquées destinées à l'exportation, comblant ainsi l'écart entre la valeur des importations et la valeur des exportations; depuis 2007/08, l'Australie est importateur net de produits de la pêche, en valeur.

28. Toutes les composantes du programme "Garantir l'avenir de la pêche", notamment l'aide à la cessation d'activité, la fourniture de conseils commerciaux, les aides aux capitaines et aux équipages, l'aide aux entreprises à terre, l'aide aux communautés vivant de la pêche et la taxe de péréquation appliquée par l'Agence australienne d'aménagement des pêches ont cessé le 30 juin 2010.<sup>63</sup> Cent quarante-quatre projets ont été exécutés dans le cadre de l'initiative "Garantir l'avenir de la pêche", ce qui a permis au secteur de mieux s'ajuster, de s'adapter, de se développer à nouveau, de se restructurer, d'améliorer ses processus, d'introduire de nouvelles lignes de produits et, d'une manière générale, d'aller de l'avant après le rachat des concessions de pêche. L'aide à l'ajustement n'a été utilisée que dans des circonstances spéciales, au cas par cas (par exemple le rachat de 100% des droits de pêche dans le Détroit de Torres) pour faciliter l'adoption de nouveaux arrangements de gestion de la pêche. De 2007/08 à 2009/10, une enveloppe de 48,549 millions de dollars australiens a été allouée à l'initiative "Garantir l'avenir de la pêche" pour 144 projets approuvés et le rachat de concessions de pêche. Ainsi, entre 2006/07 et 2008/09, l'aide budgétaire à la pêche commerciale a peu à peu diminué et s'est concentrée de plus en plus sur la recherche-développement (tableau IV.1).<sup>64</sup> En novembre 2007, les autorités ont approuvé 17 millions de dollars australiens sur quatre ans pour un

<sup>60</sup> Commission de la productivité (2010c).

<sup>61</sup> L'aquaculture représente le tiers environ de la valeur brute de la production des pêcheries australiennes, ce qui est largement dû à l'adoption continue de pratiques aquacoles novatrices et durables ainsi qu'à un effort accru de commercialisation sur les marchés étrangers. Selon l'OCDE, la croissance continue de l'aquaculture donnera probablement un élan important à la croissance à long terme de la valeur de la production halieutique australienne (OCDE, 2010e).

<sup>62</sup> OCDE (2010e).

<sup>63</sup> De 2006/07 à 2008/09, les autorités ont fourni un total de 15 millions de dollars australiens pour subventionner les frais de gestion de l'Agence australienne d'aménagement des pêches pour ceux qui restaient dans le secteur; en outre, 6 millions de dollars australiens ont été octroyés pour les activités scientifiques, la conformité et la collecte de données pour améliorer la gestion des pêcheries du Commonwealth (Renseignements en ligne du DAFF. Adresse consultée: <http://www.daff.gov.au/fisheries/domestic/fishingfuture>; et document de l'OMC WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1<sup>er</sup> mai 2007).

<sup>64</sup> Commission de la productivité (2010c).

programme de recherche élargi destiné à soutenir l'expansion des travaux de recherche menés par le DAFF.<sup>65</sup>

29. Pour s'attaquer à la question de la rentabilité et de la durabilité, l'Australie a pris certaines mesures visant à modifier les conditions de fonctionnement des pêcheries du Commonwealth. En 2007, elle a adopté une politique relative à la stratégie de capture dont le but est d'arrêter la surpêche, de permettre aux stocks pour lesquels il y a eu surpêche de se reconstituer et de promouvoir la rentabilité à long terme de l'industrie de la pêche.<sup>66</sup> En 2009, il y avait eu surpêche pour 12 stocks et dix étaient classés comme faisant l'objet d'une surpêche.<sup>67</sup> L'Agence australienne d'aménagement des pêches a mis en œuvre des mesures de gestion additionnelles conçues pour mettre fin à la surpêche et permettre la reconstitution des stocks pour lesquels il y a surpêche; le nombre de stocks dont on estime qu'ils ne font pas l'objet d'une surpêche est passé de 12 en 2004 à 73 en 2009. Conformément à la Stratégie nationale 2005-2010 de mise en conformité dans le secteur de la pêche<sup>68</sup>, les mesures coercitives ont été renforcées, avec notamment l'adoption, le 24 juin 2008, de la modification de la législation régissant la pêche qui a donné plus de pouvoirs aux agents de protection des frontières pour appréhender les navires se livrant à la pêche illicite. La législation modifiée a également créé de nouveaux délits pour les citoyens australiens qui se livrent à la pêche illicite ou lui prêtent assistance dans les eaux territoriales australiennes dans des zones régies par un accord international et en haute mer. Les systèmes de surveillance des navires qui donnent en temps réel la position des navires sont devenus obligatoires en 2007 sur tous les navires de pêche agréés du Commonwealth. Le gouvernement a poursuivi sa lutte contre les activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) dans le cadre de divers initiatives mondiales et régionales dont l'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, le Plan d'action régional pour promouvoir des pratiques de pêche responsables y compris la lutte contre la pêche INDNR dans la région de l'Asie du Sud-Est et les Directives internationales sur la gestion de la pêche profonde en haute mer.<sup>69</sup> Malgré l'intense activité des patrouilles de surveillance, la pêche illicite par des navires de pêche étrangers reste une menace pour la gestion durable de la pêche dans les eaux australiennes. La réduction générale du nombre de saisies de navires se livrant illicitement à la pêche est le résultat de la surveillance, des arraisonnements, des confiscations, des poursuites judiciaires et des détentions ainsi que de la campagne d'information menée en Indonésie orientale sur les conséquences graves de la pêche illicite et l'importance des pratiques de gestion de la pêche responsables.<sup>70</sup>

<sup>65</sup> OCDE (2010e).

<sup>66</sup> Département de l'agriculture de la pêche et des forêts (2007); et OCDE (2010e).

<sup>67</sup> Wilson *et al.* (2010).

<sup>68</sup> Les coûts de gestion de la pêche ont beaucoup augmenté et sont passés de 29 millions de dollars australiens en 2002/03 à 43,5 millions de dollars australiens en 2006/07, ce qui est largement dû aux efforts considérables faits pour contrôler la conformité des navires de pêche étrangers (OCDE, 2010e).

<sup>69</sup> L'Australie et l'Indonésie ont élaboré le Plan d'action régional pour promouvoir des pratiques de pêche responsables, y compris la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) qui a été adopté par dix autres pays d'Asie du Sud-Est en 2007. L'Australie a adopté une position ferme lors des discussions à l'OMC concernant le rôle des subventions à la pêche dans la surcapacité, la surpêche et les effets de distorsion des échanges (OCDE, 2010e).

<sup>70</sup> En 2008/09, il y a eu 27 interceptions, contre 156 en 2007/08, mais on aperçoit encore beaucoup de navires illicites "au-dessus" de la Ligne provisoire de surveillance et d'inspection des navires de pêche et juste au nord de la zone économique exclusive de l'Australie (Administration australienne des douanes et de la protection des frontières, 2009).

### 3) INDUSTRIES EXTRACTIVES ET ENERGIE

#### i) Industries extractives

30. L'Australie reste l'un des cinq grands producteurs et exportateurs de la plupart des minéraux les plus importants du monde.<sup>71</sup> En 2009/10, le secteur minier représentait 8,4% du PIB, 1,6% de l'emploi total et 57,2% des exportations totales de marchandises (tableau I.2), contre 51,7% en 2007. Il s'ensuit que la productivité du travail dans ce secteur est approximativement cinq fois plus élevée que dans le reste de l'économie, ce qui s'explique sans doute par sa forte intensité de capital. Toutefois, le taux de croissance moyen de la productivité multifactorielle du secteur est tombé à -4,8% (2003/04 à 2007/08) et c'est le taux le plus bas de tous les secteurs de l'économie.<sup>72</sup> Selon la Commission de la productivité, cette forte baisse résulte à la fois de l'épuisement des gisements de ressources minérales déjà exploités (particulièrement en ce qui a trait à l'exploitation des mines de charbon et à l'extraction du pétrole et du gaz) et de la flambée des prix à l'exportation, une situation qui a fait apparaître des décalages entre les dépenses en biens d'équipement et les augmentations de la production minière.<sup>73</sup> Ces dernières années, la forte augmentation des prix des produits miniers a rendu rentable l'extraction de minéraux dont la production est plus difficile et coûteuse.<sup>74</sup> Le secteur est déterminant pour la performance de l'économie australienne et, d'après les prévisions, pendant les cinq prochaines années, il devrait tirer pleinement bénéfice des investissements importants effectués récemment.<sup>75</sup> Une taxe de 30% sur les bénéfices tirés des ressources minérales pour le minerai de fer et le charbon ainsi qu'une prorogation de la taxe de 40% sur les bénéfices tirés des ressources pétrolières prendront effet d'ici à juillet 2012<sup>76</sup>; les taxes liées à l'activité minière ont représenté 18%

<sup>71</sup> Par exemple, l'Australie est le premier producteur de bauxite, d'alumine, de rutile et de tantale, et le plus grand exportateur d'alumine, de charbon à coke, de minerai de fer et de plomb (Conseil des minéraux de l'Australie, 2010).

<sup>72</sup> Avec la hausse des prix, l'extraction de ressources à faible rendement en minéraux devient économiquement justifiée. Les prix élevés ont également stimulé l'investissement dans les sites existants et dans des sites encore jamais exploités. L'activité du secteur minier s'est caractérisée par une baisse de la qualité des ressources et de gros investissements en biens d'équipement qui ne se sont pas encore traduits par une hausse de la production (Commission de la productivité, 2009c, tableau 2.2 et 2008a).

<sup>73</sup> La productivité multisectorielle est fonction des coûts de la main-d'œuvre et des biens d'équipement. Selon les autorités, les tarifs de la main-d'œuvre ayant augmenté par rapport à ceux pratiqués par les principaux concurrents de l'Australie, les mines australiennes ont acquis un avantage comparatif en raison de leur forte intensité de capital. Les deux composantes de la productivité multisectorielle étant élevées, il est probable que la productivité multisectorielle en Australie semble élevée par rapport à celle de ses concurrents. Les autorités ont indiqué que c'était dû au stade dans lequel se trouvait le cycle des investissements et aux décalages entre les investissements en biens d'équipement et la production plutôt qu'à une intervention du gouvernement.

<sup>74</sup> L'amélioration des termes de l'échange a été due principalement à l'augmentation de la demande de matières premières dans des pays qui sont une destination importante des exportations australiennes, comme la Chine, entraînant une hausse des prix des produits de base, comme le minerai de fer, par exemple. L'Australie jouit d'un avantage comparatif en raison de la qualité de ses ressources naturelles et de la proximité de ces marchés. Cependant, ces derniers mois, bien que la hausse des prix ait entraîné une amélioration des termes de l'échange pour les produits miniers établis et pour ceux dont l'extraction est plus difficile (les terres rares, par exemple), l'appréciation du dollar australien a annulé une partie des gains résultant de la hausse des prix (OCDE, 2008).

<sup>75</sup> Renseignements en ligne du Département des ressources, de l'énergie et du tourisme. Adresse consultée: <http://www.ret.gov.au/resources/mining/Pages/Mining.aspx>.

<sup>76</sup> Pour la majeure partie des projets miniers, les redevances sont fondées sur la production – revêtant la forme soit de redevances spécifiques (taux uniforme par unité de production) soit de redevances *ad valorem* (représentant un pourcentage de la valeur de la production). L'impôt fédéral sur la rente pétrolière, redevance fondée sur les profits et prélevée sur le pétrole produit dans les régions offshore, est la principale exception. (OCDE, 2008).

environ des recettes provenant de l'impôt sur les bénéfices des sociétés en 2008/09.<sup>77</sup> Les ressources minières et pétrolières appartiennent soit au gouvernement fédéral soit aux gouvernements des États/Territoires.<sup>78</sup>

31. Les industries extractives continuent d'opérer sur un marché concurrentiel. L'investissement étranger n'est assujéti à aucune restriction sectorielle, bien qu'un agrément ou une notification préalable soit nécessaire, comme dans tous les secteurs, pour réaliser des investissements supérieurs à certains seuils (chapitre II). Le secteur minier reçoit relativement peu d'aide budgétaire, soit 5% (2008/09) du total alloué à tous les secteurs de l'économie; toutefois, de 2006/07 à 2008/09, l'aide budgétaire a augmenté de 36,4% et a atteint 420,1 millions de dollars australiens.<sup>79</sup> Entre 2006/07 et 2008/09, le taux effectif estimatif de l'aide (combinée) pour ce qui est de l'aide tarifaire et de l'aide budgétaire au secteur minier est resté négligeable (0,1%) (tableau AIV.1, chapitre III). L'aide budgétaire a été répartie à parts quasiment égales entre les dépenses budgétaires et les avantages fiscaux; presque toute l'aide budgétaire au secteur a été acheminée à travers l'Initiative nationale pour un charbon à faibles émissions, et des sommes minimales par l'intermédiaire de l'Initiative pour le développement des énergies renouvelables. Les avantages fiscaux liés à la recherche-développement ont représenté 68,9% de l'aide budgétaire totale aux industries extractives en 2008/09.

## ii) Énergie

32. L'Australie est riche en ressources naturelles (uranium, charbon, gaz naturel); elle produit environ 2,4% de l'énergie mondiale et est l'un des principaux fournisseurs des marchés mondiaux.<sup>80</sup> Le charbon joue un rôle beaucoup plus important dans l'éventail des sources d'énergie primaire en Australie que dans beaucoup d'autres pays de l'OCDE et sur les marchés mondiaux de l'énergie, ce qui s'explique par l'existence de ressources importantes au faible coût situées non loin des centres de demande et proches du littoral Est.<sup>81</sup> Les facteurs qui devraient influencer sur le marché australien de l'énergie comprennent le relèvement de la cible fixée pour l'utilisation des énergies renouvelables (section a) ci-dessous), les taux de croissance économique et démographique, l'évolution des prix de l'énergie et les coûts ainsi que l'évolution des technologies dans le domaine des énergies alternatives. Le recours à l'énergie nucléaire dans le pays n'est pas envisagé dans un avenir rapproché. Sous l'effet conjugué de la forte expansion des apports de capitaux et de main-d'œuvre, et du recul considérable de la croissance de la production, le taux de croissance moyen de la productivité multisectorielle des activités d'approvisionnement en électricité, gaz et eau est tombé à -4,2% (2003/04 à 2007/08), le deuxième taux le plus bas après le secteur minier<sup>82</sup>; on ne dispose pas de données séparées pour la productivité multisectorielle dans les secteurs de l'électricité et du gaz.

<sup>77</sup> Renseignements en ligne de Businessweek, "Rudd Makes Australian Mining Tax Mainstay of Election Platform", 2 mai 2010. Adresse consultée: <http://www.businessweek.com/news/2010-05-02/rudd-makes-australian-mining-tax-mainstay-of-election-platform.html> [16 août 2010].

<sup>78</sup> Voir le document de l'OMC WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1<sup>er</sup> mai 2007.

<sup>79</sup> Commission de la productivité (2010c).

<sup>80</sup> Geoscience Australia et ABARE (2010).

<sup>81</sup> En 2007/08 la consommation générale d'énergie primaire de l'Australie était composée de charbon noir et de charbon brun (40%), de produits pétroliers (34%), de gaz naturel (22%) et d'énergies renouvelables (5%) (Département des ressources, de l'énergie et du tourisme, 2010).

<sup>82</sup> Avec la hausse des prix, l'extraction de ressources à faible rendement en minéraux est économiquement justifiée. Les prix élevés ont également stimulé l'investissement dans les sites existants et dans des sites encore jamais exploités. L'activité du secteur minier s'est caractérisée par une baisse de la qualité des ressources et de gros investissements en biens d'équipement qui ne se sont pas encore traduits par une augmentation de la production (Commission de la productivité, 2009c et 2008a).

a) Électricité

33. En Australie, l'électricité est en grande partie produite à partir du charbon qui a représenté 76,3% de la production totale d'électricité en 2007/08, suivi par le gaz (15,9%) et l'énergie hydroélectrique (4,5%); il s'ensuit que les émissions de dioxyde de carbone sont élevées par comparaison avec les autres pays.<sup>83</sup> Bien que les réformes visant à créer un marché national de l'énergie (NEM, National Energy Market) et à renforcer les signaux de prix en direction des consommateurs aient progressé, la production, le transport et la distribution de l'électricité en Australie restent géographiquement fragmentées en deux grands blocs – d'une part, les six juridictions de l'Australie-Méridionale et Orientale<sup>84</sup> et, de l'autre, l'Australie-Occidentale et le Territoire du Nord. Sur les 52 grandes entreprises du marché australien de l'électricité, onze appartiennent entièrement à des étrangers et huit sont des coentreprises avec des entreprises appartenant entièrement ou en partie à des étrangers, la participation étrangère allant de 37% à 91%.<sup>85</sup>

*Australie-Méridionale et Orientale*

34. Pendant la période considérée, l'Office australien de réglementation de l'énergie, qui est chargé de tous les réseaux d'électricité et des gazoducs couverts de l'Australie-Méridionale et Orientale, a rendu ses premières déterminations concernant le secteur de la distribution de l'électricité et a achevé son premier examen des arrangements d'accès pour la distribution du gaz (section b) ci-dessous).<sup>86</sup> Une nouvelle entité, l'Opérateur du marché australien de l'énergie (AEMO), a commencé à fonctionner le 1<sup>er</sup> juillet 2009 en tant qu'opérateur unique sur les marchés de l'électricité et du gaz, mais uniquement pour l'Australie-Méridionale et Orientale.<sup>87</sup> L'AEMO coordonne également la planification à un haut niveau du transport de l'électricité à l'échelle nationale et informera également sur les possibilités d'investissement dans le secteur de l'électricité et du gaz naturel.<sup>88</sup>

35. Le marché national de l'électricité (NEM, National Electricity Market) est un marché en gros sur lequel les producteurs et détaillants vendent et achètent de l'électricité dans les six juridictions de l'Australie-Orientale et Méridionale; ces juridictions sont physiquement reliées entre elles par un réseau de transport de l'électricité interconnecté. L'électricité produite par les grands producteurs du marché national de l'électricité est vendue sur le marché en gros à un pool par un processus de livraison centralisé géré par l'AEMO. Sur l'ensemble du NEM, les deux tiers environ de la capacité de production appartiennent au gouvernement ou sont contrôlés par lui. À l'heure actuelle, le NEM compte 270 producteurs enregistrés, six réseaux de transport basés dans les États (reliés par des interconnecteurs transfrontaliers)<sup>89</sup> et 13 grands réseaux de distribution qui fournissent l'électricité

<sup>83</sup> Département des ressources, de l'énergie et du tourisme (2010); et OCDE (2008).

<sup>84</sup> Ces juridictions sont: le Queensland, la Nouvelle-Galles du Sud, le Territoire de la capitale de l'Australie, l'État de Victoria, l'Australie-Méridionale et la Tasmanie.

<sup>85</sup> Energy Supply Association of Australia (2010), pages 74 à 76.

<sup>86</sup> À l'issue d'un premier examen concernant la distribution du gaz, l'Office australien de réglementation de l'énergie fixe les prix ainsi que les conditions et modalités d'accès pour les réseaux couverts de la Nouvelle-Galles du Sud (l'entreprise Country Energy) et du Territoire de la capitale de l'Australie (la société ActewAGL). Les déterminations finales peuvent être consultées en ligne ([www.aer.gov.au](http://www.aer.gov.au)). L'Office a également commencé son prochain plan de distribution du gaz pour le Queensland et l'Australie-Méridionale.

<sup>87</sup> L'AEMO a remplacé la Société de gestion du marché national de l'électricité (NEMMCO).

<sup>88</sup> Office australien de réglementation de l'énergie (2009).

<sup>89</sup> Les réseaux de transport de l'électricité sont à forte intensité de capital et connaissent des coûts marginaux décroissants à mesure que la production augmente. Il se crée ainsi une structure de monopole naturel dans l'industrie; les réseaux sont réglementés pour gérer le risque de prix de monopole. (Office australien de réglementation de l'énergie, 2009).



collectivement aux consommateurs finals. Le NEM est le plus grand réseau électrique interconnecté du monde.

#### *Australie-Occidentale et Territoire du Nord*

36. L'Australie-Occidentale et le Territoire du Nord ont leurs propres producteurs d'électricité. En Australie-Occidentale, 39% de la capacité de production appartient à l'État.<sup>90</sup> Sur le marché restreint du Territoire du Nord, l'industrie est dominée par la société étatique "Power and Water" ("Électricité et eau").<sup>91</sup> Leurs marchés de l'énergie ne sont pas interconnectés au NEM. Un marché en gros de l'électricité existe en Australie-Occidentale depuis 2006, mais il n'y a pas dans le Territoire du Nord de marché en gros soumis au jeu de la concurrence.<sup>92</sup> Le marché de l'électricité de l'Australie-Occidentale a encore une structure de propriété relativement concentrée, les services d'utilité publique étant aux mains de l'État tout au long de la chaîne d'approvisionnement, surtout dans le système interconnecté du sud-ouest<sup>93</sup>; par conséquent, le marché de détail de cette juridiction n'opère pas dans des conditions de concurrence parfaite. La Direction de la réglementation économique, l'équivalent de l'Office australien de réglementation de l'énergie au niveau de la région, considère que l'absence d'un échéancier clair pour l'institution de la pleine contestabilité du marché de détail peut décourager les nouvelles entrées sur le marché de détail et dans la production d'électricité.<sup>94</sup> Le Bureau de l'énergie a commencé en 2008 un examen des coûts et des avantages de l'institution de la pleine contestabilité du marché de détail. Les autorités d'Australie-Occidentale escomptaient qu'avec les nouvelles entrées et l'élimination progressive des contrats-cadres, qui obligent les entreprises produisant de l'électricité à produire une quantité spécifique à un prix déterminé, la part de marché des sociétés publiques diminuerait avec le temps.

#### *Autres questions*

37. Depuis 2006/07, l'aide budgétaire sectorielle pour la totalité de l'approvisionnement en électricité, gaz et eau qui, en 2008/09, représentait 51,9% de l'aide totale au secteur, a augmenté et a été principalement fournie sous la forme de programmes tels que le programme de production

---

<sup>90</sup> Chiffres fournis par le Bureau de l'énergie (Australie-Occidentale).

<sup>91</sup> Office australien de réglementation de l'énergie (2009).

<sup>92</sup> Compte tenu de la taille restreinte du marché du Territoire du Nord, un marché spot pour les transactions en gros d'électricité n'a pas été jugé faisable. Le Territoire utilise un système de "contrats bilatéraux" dans lequel les producteurs sont chargés de livrer à leurs clients l'électricité dont ils ont besoin. Le secteur est dominé par une société publique, "Power and Water", à qui appartiennent les réseaux de transport et de distribution. "Power and Water" a également le monopole de la fourniture et de la production au détail de l'électricité. La société est également responsable du contrôle des systèmes électriques. Six producteurs indépendants opérant dans les secteurs des ressources et des industries de transformation produisent eux-mêmes l'électricité dont ils ont besoin et en produisent également sous contrat avec "Power and Water". (Office australien de réglementation de l'énergie, 2009).

<sup>93</sup> Dans le système interconnecté du sud-ouest (SWIS, South West Interconnected System), le principal système d'électricité de l'Australie, l'essentiel des systèmes de transport et de distribution appartiennent à l'entreprise publique "Western Power". Une autre entreprise publique, Verve Energy, possède les deux-tiers environ de la capacité de production. Le reste appartient au secteur privé et est réservé principalement à des projets dans le secteur des ressources. Contrairement au NEM qui est un pool de transactions en gros où toute l'électricité est vendue sur un marché spot et où les participants peuvent conclure des contrats de couverture en bonne et due forme pour se prémunir contre les risques sur le marché spot, dans le SWIS, l'énergie est vendue et achetée principalement sur la base de contrats bilatéraux en dehors de tout pool (Office australien de réglementation de l'énergie, 2009).

<sup>94</sup> La Direction de la réglementation économique a dit des arrangements actuels de production et du marché de détail qu'ils conduisaient à une "structure de marché caractérisée par un quasi-monopole bilatéral".

d'énergies renouvelables dans les zones non desservies par le réseau.<sup>95</sup> En 2007, les autorités ont décidé de relever la cible obligatoire pour l'utilisation des énergies renouvelables, pour faire en sorte que la part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement prévue en électricité atteigne 20% en Australie d'ici 2020.<sup>96</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, un programme national pour l'utilisation des énergies renouvelables a été mis en place qui reprend dans un seul et même programme à l'échelle nationale, aussi bien la cible obligatoire antérieure que les différents objectifs des États en matière d'utilisation des énergies renouvelables.<sup>97</sup> La législation adoptée en juin 2010 et entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011 a pour but de renforcer le programme national pour l'utilisation des énergies renouvelables en le divisant en deux parties: les programmes d'utilisation d'énergies renouvelables à petite échelle et les programmes d'utilisation d'énergies renouvelables à grande échelle; ce programme prendra fin en 2030. Depuis octobre 2009, le Centre australien des énergies renouvelables gère des fonds de plus de 560 millions de dollars australiens provenant de programmes antérieurs, plus 150 millions de dollars australiens destinés à de nouvelles mesures.<sup>98</sup> En outre, ce centre formulera et mettra en œuvre une stratégie de financement, comprenant notamment un mécanisme pour le capital-risque.

38. Les prix de l'électricité restent bas en Australie par rapport à la plupart des autres pays de l'OCDE, ce qui s'explique, entre autres, par l'abondance et le faible coût du charbon.<sup>99</sup> Depuis le début de 2008, l'écart entre le taux de croissance des prix (plus élevés) payés par les ménages et celui des prix payés par les entreprises s'est creusé. La réglementation des prix est maintenue dans tous les États et Territoires de l'Australie, sauf dans l'État de Victoria, et les tarifs sont fixés par les responsables de la réglementation de chaque État et Territoire suivant des méthodes différentes. Par conséquent, les tarifs appliqués à une catégorie de consommateurs ne sont pas comparables d'une juridiction à une autre. Le plafonnement des tarifs de l'électricité au détail est maintenu. En 2007, le Conseil des gouvernements australiens (COAG) a décidé de supprimer les plafonds appliqués aux tarifs électriques au détail pour les petits consommateurs, là où il y a véritablement concurrence sur le marché de détail; donnant suite à cette décision, l'État de Victoria a commencé à abolir graduellement la réglementation des prix pour les petits consommateurs d'énergie à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009. La hausse des prix de l'électricité a été plus rapide dans la Nouvelle-Galles du Sud, où il y a un monopole d'État, que dans d'autres États de l'Australie de l'est et du sud-est, depuis la création du marché national de l'énergie (NEM).<sup>100</sup>

39. En juillet 2009, le Conseil des gouvernements australiens (COAG) a adopté une stratégie nationale pour l'efficacité énergétique visant à formuler une approche cohérente à l'échelle nationale de la politique d'efficacité énergétique, à limiter les formalités administratives inutiles et à aider les entreprises et les ménages à investir dans des technologies modernes de nature à réduire les coûts.<sup>101</sup> La stratégie comprend: l'élimination progressive des chauffe-eau électriques qui consomment trop d'énergie (à partir de 2010); une législation relative aux caractéristiques et à l'étiquetage énergétiques

<sup>95</sup> Commission de la productivité (2010c).

<sup>96</sup> OCDE (2008).

<sup>97</sup> Les programmes fixant un objectif pour l'utilisation des énergies renouvelables existent depuis 2001 et créent un marché pour une plus grande utilisation des énergies renouvelables en appliquant un système de certificats échangeables de production d'énergies renouvelables qui devrait limiter les distorsions et les hausses de coûts des émissions inhérentes à la promotion des énergies renouvelables (Bureau des meilleures pratiques en matière de réglementation, 2009).

<sup>98</sup> Commission de la productivité (2010c).

<sup>99</sup> En 2008, par exemple, les prix moyens de l'électricité en Australie étaient inférieurs à ceux pratiqués dans la plupart des pays européens (Département des ressources, de l'énergie et du tourisme, 2010).

<sup>100</sup> Les autorités ont indiqué que la première phase de la réforme du secteur de l'énergie en Nouvelle-Galles du Sud, qui comportait la privatisation des actifs électriques, a été achevée en décembre 2010 (OCDE, 2008).

<sup>101</sup> Commission de la productivité (2010c).

des appareils électriques; l'obligation pour toutes les nouvelles maisons particulières d'être conformes aux normes d'efficacité énergétique à partir de 2011 (2010 pour les édifices commerciaux); et l'accélération du processus d'élimination des appareils d'éclairage non efficaces, y compris l'interdiction des ampoules incandescentes depuis novembre 2009.

40. Selon une étude de 2008 de l'OCDE, il faut accélérer l'émergence d'un marché national concurrentiel de l'énergie, privatiser les compagnies encore sous contrôle public et éliminer le plafonnement des prix de détail de l'électricité.<sup>102</sup> Il faudrait redoubler d'efforts pour parvenir à la pleine contestabilité du marché de détail, notamment en abolissant la réglementation existante des prix de détail, en améliorant l'interconnexion des réseaux, en intensifiant la concurrence dans la production d'électricité, en remédiant aux incohérences réglementaires persistantes résultant de la coexistence, dans les secteurs de l'électricité et du gaz, d'organismes de réglementation dans les États et à l'échelle nationale. La Loi nationale sur l'électricité et ses règlements d'application ont été modifiés pour transférer au niveau national les fonctions de réglementation économique de la distribution de l'électricité. En novembre 2010, il était question de les modifier de nouveau pour transférer des États et des Territoires à un nouveau cadre national pour la consommation d'énergie, la réglementation des transactions de détail (à l'exclusion de la réglementation des prix) ainsi que la réglementation non économique de la distribution. Les juridictions participantes se sont engagées à appliquer ce cadre d'ici au 1<sup>er</sup> juillet 2012.

b) Gaz

41. Pendant la période considérée, des changements ont été apportés en trois occasions aux pouvoirs de réglementation de la Commission australienne du marché de l'énergie.<sup>103</sup> Outre le rôle que joue l'Office australien de réglementation de l'énergie qui, depuis 2008, est responsable de la réglementation des gazoducs en dehors de l'Australie-Occidentale<sup>104</sup>, une nouvelle loi et son règlement d'application régissent le secteur du transport du gaz depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2008 dans toutes les juridictions, à l'exception de l'Australie-Occidentale, qui a commencé à mettre en œuvre les dispositions de ces règlements relatives à l'accès aux gazoducs le 1<sup>er</sup> janvier 2010. En janvier 2009, 91% des ressources connues de l'Australie en gaz conventionnel se trouvaient au large du littoral nord-ouest; le marché du gaz de la région orientale est le plus grand consommateur de gaz naturel, représentant 57% de la consommation australienne de gaz, suivi par les marchés de l'Australie-Occidentale et du Territoire du Nord.<sup>105</sup> La vente en gros du gaz s'effectue essentiellement par contrats confidentiels à long terme sur 20 ans ou moins, l'argument étant que c'est essentiel pour le financement de nouveaux projets; ces dernières années, l'approvisionnement a eu tendance à porter sur des périodes plus courtes, mais la plupart des contrats sont encore passés pour cinq ans au moins.

<sup>102</sup> OCDE (2008).

<sup>103</sup> Le 1<sup>er</sup> juillet 2008, ces pouvoirs ont été élargis pour inclure la réglementation des services de transport et de distribution du gaz, l'accès aux services de transport de gaz naturel par gazoducs, et d'autres aspects des marchés du gaz naturel en général. Le 1<sup>er</sup> juillet 2009, les pouvoirs de la Commission ont été étendus aux fonctions de réglementation du marché de détail du gaz dans certaines juridictions. Le 1<sup>er</sup> janvier 2010, date à laquelle l'Australie-Occidentale a souscrit à la Loi nationale sur le gaz, le rôle de la Commission a été renforcé pour inclure certains aspects du marché du gaz naturel en Australie-Occidentale, tels que la réglementation économique des services de transport du gaz naturel par gazoducs.

<sup>104</sup> L'Office australien de réglementation de l'énergie est toujours chargé de la réglementation des gazoducs couverts d'Australie-Occidentale (Office australien de réglementation de l'énergie, 2009).

<sup>105</sup> Le marché du gaz de la région orientale comprend le Queensland, la Nouvelle-Galles du Sud, le Territoire de la capitale de l'Australie, l'État de Victoria, l'Australie-Méridionale et la Tasmanie (Geoscience Australia et ABARE, 2010).

c) Pétrole

42. D'après la Commission australienne de la concurrence et de la consommation (ACCC), les fluctuations du prix du pétrole en Australie sont très largement déterminées par les prix sur les marchés internationaux. Bien que la structure du secteur soit concentrée aux niveaux du raffinage et des opérations en gros, le degré de concentration ne doit pas susciter d'inquiétude quant à l'existence de la concurrence. Toutefois, le recours aux contrats d'achat-vente et le fait qu'il y ait peu de possibilités pour un importateur indépendant d'importer des volumes importants ont des conséquences pour le fonctionnement de la concurrence.<sup>106</sup> La concurrence par les prix reste active au niveau des transactions de détail bien que certains cas aient été portés à l'attention de l'ACCC. Les prix avant impôt de l'essence en Australie restent l'un des plus bas de l'OCDE et le prix après impôt est le cinquième prix le plus bas du monde, après ceux du Mexique, des États-Unis, du Canada et de la Nouvelle-Zélande.<sup>107</sup>

43. La plupart des gouvernements des États (Nouvelle-Galles du Sud, Queensland, Victoria, Territoire du Nord et Tasmanie) ont aboli les subventions au carburant accordées aux consommateurs, mais dans certains États (Queensland, Nouvelle-Galles du Sud, Australie-Occidentale, Territoire du Nord), les gouvernements continuent de subventionner les opérations de détail pour réduire le prix payé par les consommateurs pour le sans plomb et le diesel.<sup>108</sup> Le programme de subvention du pétrole en Australie-Méridionale, qui accordait jusqu'à 3,3 cents par litre de diesel et de sans plomb acheté "dans la région", a été aboli le 1<sup>er</sup> janvier 2011.<sup>109</sup> Depuis septembre 2002, les producteurs d'éthanol-carburant utilisés dans les transports sont subventionnés au titre du programme de subvention de la production d'éthanol adopté par le gouvernement du Commonwealth; la subvention est égale aux droits d'accise de 38,14 cents par litre, ce qui signifie que le carburant E-10 est en fait exempté du droit d'accise pour les 10% d'éthanol qu'il contient.<sup>110</sup> À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2011, le droit d'accise sera appliqué progressivement aux énergies nouvelles, y compris aux carburants gazeux, sur la base de leur densité énergétique, avec une nouvelle déduction de 50%. Le 1<sup>er</sup> juillet 2008, le programme de crédit d'impôts sur les carburants, qui s'applique au carburant diesel et au mazout, a été étendu à l'essence pour un certain nombre d'utilisateurs finals, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de la sylviculture, des industries extractives et des transports maritimes et ferroviaires ainsi que pour les soins infirmiers et les véhicules d'urgence médicale. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2008, les conditions d'admissibilité au bénéfice des crédits d'impôt ont été assouplies pour inclure le carburant diesel et l'essence utilisés pour d'autres activités, les machines, les usines et équipement de plusieurs industries dont le bâtiment, l'industrie manufacturière, le commerce de gros/de détail, la gestion immobilière et l'architecture paysagère.

**4) SECTEUR MANUFACTURIER**

44. Le secteur manufacturier a représenté 9,3% du PIB et de l'emploi (10,3% et 9,9% respectivement en 2006/07) (tableau I.2) et 14,9% des exportations totales de marchandises (dont 6,1% étaient des machines et du matériel de transport), ce qui représente une diminution par rapport

<sup>106</sup> Le pétrole commercialisé directement par les raffineries a représenté 93% environ du pétrole importé par l'Australie en 2007-2008; ce pourcentage élevé est dû au fait que la plupart des terminaux capables de recevoir le pétrole importé se trouvent aux mains de ces raffineries. 18% du sans plomb vendu en Australie est importé et provient principalement de Singapour (ACCC, 2008).

<sup>107</sup> Département des ressources, de l'énergie et du tourisme (2010).

<sup>108</sup> ACCC (2009c).

<sup>109</sup> Pour des renseignements détaillés concernant cette mesure, voir "South Australia State Budget Papers 2010/11". Adresse consultée: [http://www.treasury.sa.gov.au/dtf/budget/publications\\_and\\_downloads/current\\_budget.jsp](http://www.treasury.sa.gov.au/dtf/budget/publications_and_downloads/current_budget.jsp) [10 novembre 2010].

<sup>110</sup> ACCC (2009c).

aux 18,8% enregistrés en 2006/07.<sup>111</sup> La croissance moyenne annuelle de la productivité multifactorielle est tombée à -0,8% entre 2003/04 et 2007/08 (alors qu'elle avait été de 1,8% entre 1998/99 et 2003/04).<sup>112</sup> Les autorités ont indiqué que le fléchissement de la croissance de la production (en valeur ajoutée brute), allié à l'expansion des apports en main-d'œuvre et en capitaux ont contribué au ralentissement général de la croissance de la productivité multisectorielle dans le secteur; toutefois, les facteurs fondamentaux qui sont à l'origine de cette baisse restent peu clairs.

45. Pendant la période considérée, la politique générale de l'Australie s'est largement concentrée sur l'innovation industrielle et la croissance comme moyen d'améliorer la productivité multisectorielle, permettant ainsi de renforcer la compétitivité internationale et de récolter les bienfaits de la croissance économique rapide sur les marchés étrangers. Une initiative se chiffrant à 3,1 milliards de dollars australiens a été adoptée en mai 2009 – Powering ideas: An Innovation Agenda for the 21<sup>st</sup> Century, Mettons nos idées en marche: un programme pour l'innovation au XXI<sup>e</sup> siècle; cette initiative offre un cadre d'action ambitieux et global pour le développement du système d'innovation australien sur dix ans; les "industries du futur" telles que les nanotechnologies, les biotechnologies et l'informatique ont reçu une part substantielle de l'enveloppe de 1,1 milliard de dollars australiens allouée à l'initiative "Super Science" dans le budget 2009/10.<sup>113</sup> Néanmoins, les modifications des aides à certaines activités, par exemple à l'industrie automobile, ne semblent pas prendre en compte les nouvelles réalités (sections i) et ii) ci-dessous).<sup>114</sup>

46. L'activité manufacturière continue de recevoir la plus grande part des aides par le biais de nombreux instruments de politique visant à financer l'innovation et le capital-risque et à soutenir des branches d'activités spécifiques; en 2008/09, le secteur recevait 91,7% de la totalité estimative des aides nettes combinées fournies à tous les secteurs de l'économie.<sup>115</sup> En 2008/09, le secteur manufacturier a reçu 78,7% des estimations de ses aides combinées nettes sous la forme de droits à l'importation protégeant les activités des secteurs des véhicules automobiles et de leurs pièces, de la fabrication de produits en métal et des produits alimentaires, des boissons et du tabac, ce qui a augmenté les coûts pour les consommateurs et pour les industries qui utilisent des intrants manufacturés et d'autres intrants soumis à ces droits de douane.<sup>116</sup> Le taux effectif des aides (combinées) accordées au secteur manufacturier est estimé à 4,6% environ depuis 2004/05 (tableau AIV.1); les activités des industries du textile, du vêtement, de la chaussure et du cuir ainsi que celles du secteur des véhicules automobiles et de leurs pièces continuent de bénéficier de taux d'aide effectifs particulièrement élevés, c'est-à-dire des taux qui sont deux fois plus élevés que la

<sup>111</sup> La cause principale de cette baisse de l'emploi dans le secteur manufacturier serait un changement de la consommation en faveur des services, ce qui signifie que la demande de biens manufacturés a diminué par rapport à la demande de services. On avance en même temps que le niveau élevé de la croissance de la productivité dans le secteur manufacturier par rapport aux services signifie que les fabricants du secteur arrivent à satisfaire la demande en employant moins de travailleurs (Centre for International Economics, 2009; et DSNU, base de données Comtrade).

<sup>112</sup> Les autorités ont indiqué que ces chiffres avaient été mis à jour depuis la publication du rapport de la Commission de la productivité; il était prévu que les chiffres révisés seraient disponibles au début de décembre 2010. D'après les estimations expérimentales de la productivité multifactorielle par secteur réalisées par le Bureau australien des statistiques (ABS, Australian Bureau of Statistics), (ABS cat n° 5260.0.55.002), la productivité multisectorielle du secteur manufacturier a diminué en moyenne de 0,9% par an pendant le cycle de productivité allant de 2003/04 à 2007/08 alors qu'elle avait augmenté au taux moyen de 1,7% par an entre 1998/99 et 2003/04 (Commission de la productivité 2009c, tableau 2.2).

<sup>113</sup> Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2009a).

<sup>114</sup> OCDE (2010d).

<sup>115</sup> Commission de la productivité (2010b), tableau 2.5.

<sup>116</sup> L'aide combinée nette est définie comme étant l'aide tarifaire nette, plus les dépenses budgétaires et les avantages fiscaux.

moyenne du secteur manufacturier en 2008/09 et les plus élevés de toutes les industries de marchandises de l'économie.<sup>117</sup>

47. Le droit NPF moyen appliqué par l'Australie aux produits industriels a légèrement diminué depuis le dernier examen (tableau III.1) à la suite des réductions tarifaires unilatérales visant certains articles des industries du textile, du vêtement et de la chaussure ainsi que du secteur des véhicules automobiles et de leurs pièces; d'autres réductions tarifaires unilatérales sont attendues en 2015. Selon les estimations de la Commission de la productivité, la plupart des aides tarifaires continuent d'être axées sur les activités du secteur manufacturier, en particulier les produits alimentaires, boissons et tabacs (1,6 milliard de dollars australiens), la fabrication de produits en métal (1,9 milliard de dollars australiens et les véhicules automobiles et leurs pièces (1,5 milliard de dollars australiens).<sup>118</sup>

48. D'après les estimations, l'aide budgétaire au secteur manufacturier a connu une légère hausse la portant à 1,8 milliard de dollars australiens; cependant, sa part dans le PIB est restée relativement stable à environ 0,1% (tableau IV.2). Cette aide a été essentiellement fournie sous forme d'avantages fiscaux (58,9%) et, dans une moindre mesure, sous forme de dépenses.<sup>119</sup> Le secteur des véhicules et pièces automobiles demeure le principal bénéficiaire de l'aide budgétaire (tableau IV.2), même si cette aide a quelque peu diminué. En 2008/09, le soutien destiné aux petites entreprises a représenté 21% environ de l'aide budgétaire et a été dominé par des exonérations de l'impôt sur les bénéfices.<sup>120</sup> Certains mécanismes pouvant avoir des conséquences pour l'aide ne font pas partie de ces estimations; ce sont notamment les préférences en vigueur en matière de marchés publics et les prescriptions relatives à la teneur en produits nationaux appliquées, entre autres, aux activités manufacturières. Pour ce qui est des secteurs examinés ailleurs dans le présent rapport, l'importance du soutien interne fourni par les gouvernements des États ou des Territoires ne peut être pleinement évaluée.

**Tableau IV.2**  
**Aide budgétaire au secteur manufacturier, 2005-2009**  
(en % et en millions de \$A)

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
<b>Part dans l'aide budgétaire totale (en %)</b>				
Produits alimentaires, boissons et tabac	7,5	6,6	6,4	7,0
Textiles, vêtements, chaussures et cuir	9,7	7,9	7,5	7,3
Bois et articles en papier	2,7	2,6	4,1	4,7
Imprimerie, édition et médias	0,7	0,6	1,2	0,7
Pétrole, charbon, produits chimiques	7,9	9,2	10,7	10,9
Produits minéraux non métalliques	1,1	1,2	1,4	1,3
Fabrication de produits en métal	10,0	12,0	10,9	9,4
Véhicules automobiles et leurs pièces	35,2	37,0	33,6	32,5
Autre matériel de transport	2,2	1,6	1,8	2,2
Autres machines et équipements	10,4	10,3	10,5	11,1

<sup>117</sup> Le taux effectif de l'aide est la valeur en dollars des aides, en pourcentage de la valeur ajoutée (sans aide). Le calcul des aides combinées comprend l'aide budgétaire, l'aide tarifaire et les réglementations. (Commission de la productivité, 2010b, tableau 2.6).

<sup>118</sup> Commission de la productivité (2010c), tableau 2.2.

<sup>119</sup> Commission de la productivité (2010c), tableau 2.3.

<sup>120</sup> Commission de la productivité (2010c).

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Autres industries manufacturières	2,8	2,2	2,8	1,6
Industries manufacturières, non attribuées <sup>a</sup>	9,8	8,9	9,0	11,2
<b>Total des dépenses (en millions de \$A)</b>	800,5	721,0	759,5	723,8
<b>Total des dépenses fiscales (en millions de \$A)</b>	848,3	956,6	1,023,4	1,041,7
<b>Total de l'aide budgétaire (en millions de \$A)</b>	1,648,9	1,677,5	1,782,9	1,765,6
<b>Part de l'aide budgétaire totale dans le PIB (en %)</b>	0,16	0,15	0,15	0,14

a Comprend les programmes généraux pour lesquels des renseignements sur les bénéficiaires font défaut.

Source: Commission de la productivité (2010), *Trade & Assistance Review 2008-2009*, 22 juin, Canberra. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0007/98998/tar0809.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0007/98998/tar0809.pdf) [23 août 2010].

### i) Industrie automobile

49. Bien que sa contribution à la valeur totale des exportations de marchandises diminue progressivement<sup>121</sup> et que son degré de concentration soit relativement élevé<sup>122</sup>, l'industrie automobile, principale bénéficiaire de l'aide publique tous secteurs confondus, reste une composante relativement importante de l'économie australienne.<sup>123</sup> En 2007/08, la production de l'industrie automobile s'est chiffrée à 6,2 millions de dollars australiens, soit 5,8% de la production manufacturière; l'industrie automobile représente 4,8% de l'emploi dans l'activité manufacturière. Si le secteur a enregistré une forte croissance du volume de ses exportations depuis 2006 (exception faite de 2009), sa part du marché intérieur ne cesse de diminuer et est passée de 19% en 2007 à 15,7% en 2009 (147 680 unités) ce, malgré les aides sectorielles très diverses qu'il a reçues au niveau du Commonwealth et des États; cet état de chose est à mettre en parallèle avec une réduction de 34,8% de la production pendant la même période.

50. Les autorités estiment que le marché automobile australien est l'un des plus ouverts et des plus concurrentiels au monde. Pendant la période considérée, la libéralisation du marché s'est poursuivie à la suite de réductions tarifaires unilatérales. En 2010, l'Australie prétendait qu'elle appliquait les troisièmes droits NPF les plus bas aux nouveaux véhicules, parmi les principales économies du monde produisant des véhicules automobiles.<sup>124</sup> Néanmoins, le droit NPF moyen appliqué à ce secteur reste sensiblement plus élevé que le taux moyen appliqué au secteur manufacturier; les véhicules usagés restent assujettis à un taux composé élevé (dont l'équivalent *ad valorem* atteint 302,4%).<sup>125</sup> La taxe

<sup>121</sup> La part de l'industrie automobile dans la valeur des exportations totales a diminué entre 2007 et 2009, passant de 2,7% à 1,3% (DSNU, base de données Comtrade).

<sup>122</sup> L'industrie automobile, composée de trois constructeurs de voitures (Ford, Holden et Toyota) et d'environ 190 entreprises produisant des composants et des outils et offrant des services de conception et d'ingénierie, est essentiellement basée dans l'État de Victoria et en Australie-Méridionale, une part limitée de ses activités se trouvant en Nouvelle-Galles du Sud. À l'heure actuelle, elle emploie directement plus de 50 000 personnes, contre 81 000 en 2005 (Renseignements en ligne du Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche, "Outlook for the Automotive Manufacturing Industry Fact Sheet". Adresse consultée: <http://www.innovation.gov.au/Section/AboutDIISR/FactSheets/Pages/OutlookfortheAutomotiveManufacturingIndustryFactSheet.aspx> [12 août 2010]).

<sup>123</sup> Renseignements en ligne du Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche, "Outlook for the Automotive Manufacturing Industry Fact Sheet". Adresse consultée: <http://www.innovation.gov.au/Section/AboutDIISR/FactSheets/Pages/OutlookfortheAutomotiveManufacturingIndustryFactSheet.aspx> [12 août 2010]; et Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2009b).

<sup>124</sup> Automotive Review Secretariat (2008).

<sup>125</sup> Selon les autorités, l'élément non *ad valorem*, rarement appliqué, du droit frappant les voitures usagées importées n'est pas une mesure de protection de l'industrie, mais plutôt un moyen de renforcer les

sur les automobiles de luxe dont le prix dépasse un certain seuil est vue comme constituant, en fait, une discrimination à l'encontre des automobiles de luxe importées, dont les prix sont généralement plus élevés que ceux des automobiles de luxe de production nationale et qui génèrent, d'après les estimations, 97% des recettes provenant de cette taxe.<sup>126</sup> Les autorités ne sont pas de cet avis, du fait que la taxe sur les automobiles de luxe s'applique aussi bien aux véhicules de fabrication nationale qu'étrangère. Les achats publics de véhicules automobiles sont exemptés des procédures d'achat obligatoires prescrites par les Directives du Commonwealth relatives aux marchés publics.

51. Outre les avantages découlant des mesures fiscales du plan de relance général dont les entreprises bénéficient depuis 2009<sup>127</sup>, plusieurs programmes sont en cours dans le secteur. Les nouveaux programmes continuent de privilégier l'innovation et la mise au point de produits plus respectueux de l'environnement, alors que les programmes déjà en cours ont été complétés par des éléments additionnels reflétant la persistance d'une approche interventionniste de l'ajustement dans le secteur.<sup>128</sup> Depuis novembre 2008, le Nouveau plan automobile pour un avenir plus vert doté de 5,8 milliards de dollars australiens a aidé les entreprises à se préparer aux futurs produits à faible teneur en carbone et à s'orienter davantage vers les marchés et les chaînes d'approvisionnement mondiaux. Le plan comprend: 3,4 milliards de dollars australien alloués au Programme de transformation du secteur automobile (ATS) allant de 2011 à 2020/21<sup>129</sup>; un Fonds élargi pour l'innovation et la voiture verte d'un montant de 900 millions de dollars australiens sur plus de dix ans; des changements d'une valeur de 79,6 millions de dollars australiens au Programme pour la compétitivité et l'investissement dans le secteur automobile (ACIS) destinés à assurer une transition harmonieuse à l'ATS<sup>130</sup>; un programme d'ajustement structurel dans l'industrie automobile se

normes d'émission et de sécurité de l'Australie, en limitant les importations à plein volume de véhicules qui ont atteint la fin de leur vie utile et dont la destruction a des conséquences pour l'environnement. Elles estiment également que l'approche équilibrée adoptée par l'Australie pour les importations de véhicules usagés est moins restrictive que celle des économies qui interdisent l'importation de voitures usagées.

<sup>126</sup> OCDE (2010d).

<sup>127</sup> D'après la Chambre fédérale de l'industrie automobile, les abattements fiscaux accordés aux entreprises ont conduit à une augmentation tangible des achats de véhicules tout au long de 2009; dans l'ensemble, les ventes de voitures par les entreprises en 2009, n'ont diminué que de 1,2% par rapport à 2008, alors que les ventes totales ont diminué de 7,4% (Renseignements en ligne du Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche, "Outlook for the Automotive Manufacturing Industry Fact Sheet". Adresse consultée: <http://www.innovation.gov.au/Section/AboutDIISR/FactSheets/Pages/OutlookfortheAutomotiveManufacturingIndustryFactSheet.aspx> [12 août 2010]).

<sup>128</sup> OCDE (2010d).

<sup>129</sup> L'aide au titre de l'ATS est payée, à certaines conditions, pour des investissements admissibles dans les installations et l'équipement et dans la recherche-développement et pour la production admissible par des constructeurs automobiles. Les autorités ont indiqué qu'aucune prescription de teneur en éléments locaux et de résultats à l'exportation n'est appliquée aux participants. L'assistance sera versée en numéraire plutôt que sous forme de crédits de droits servant à payer les droits de douane comme dans le cas du Programme pour la compétitivité et l'investissement dans le secteur de l'automobile (ACIS). Pour en savoir plus sur le cadre réglementaire et la mise en œuvre de l'ATS et sur ce qui le distingue de l'ACIS, voir les renseignements en ligne du Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche. Adresse consultée: <http://www.innovation.gov.au/Industry/Automotive/Pages/ATSRegulationsandOrderPublicComment.aspx>; et Loi de 2009 relative au Programme de transformation du secteur automobile, n° 93 2009, 29 septembre. Adresse consultée: [http://www.comlaw.gov.au/ComLaw/Legislation/Act1.nsf/0/DF7E217AEED4A428CA257648007447D3/\\$file/93-2009.doc](http://www.comlaw.gov.au/ComLaw/Legislation/Act1.nsf/0/DF7E217AEED4A428CA257648007447D3/$file/93-2009.doc) [15 août 2010].

<sup>130</sup> Les dépenses encourues par les participants avant le 31 décembre 2010 peuvent être admissibles au titre de l'ACIS; à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, elles peuvent être soumises au titre de l'ATS. Pendant la phase 2 de l'ACIS (de 2006 à 2010), les financements disponibles comprennent: une composante plafonnée de 2 milliards de dollars australiens destinée à tous les participants et une composante non plafonnée d'environ 800 millions de dollars australiens réservée uniquement aux producteurs de véhicules automobiles. Dans la détermination du montant de l'aide il est tenu compte: des taux applicables à la production et aux investissements (pour ce qui est



chiffrant à 116,3 millions de dollars australiens dont le but est d'encourager l'ajustement au moyen de fusions et de concentrations d'entreprises dans le secteur des composantes automobiles et de faciliter l'ajustement sur le marché du travail; un programme de développement de la chaîne d'approvisionnement automobile se chiffrant à 20 millions de dollars australiens visant, depuis 2009/10, à aider les fournisseurs à développer encore plus leurs capacités et à mieux s'intégrer dans des chaînes d'approvisionnement locales et mondiales complexes; une enveloppe de 6,3 millions de dollars australiens pour soutenir un programme d'accès amélioré au marché automobile existant depuis 2009/10; et un programme pour la conversion de véhicules au GPL. Le soutien à la production au titre de l'ATS a déjà soulevé dans le pays la question de la compatibilité avec les règles de l'OMC<sup>131</sup>; les autorités ont indiqué que tous les programmes faisant partie du Nouveau plan automobile pour un avenir plus vert sont conformes aux règles de l'OMC. En novembre 2008, 10,5 millions de dollars australiens supplémentaires ont été alloués au programme pour la conversion des véhicules au GPL, permettant de doubler les paiements aux acheteurs qui choisissent l'option GPL pour leurs nouveaux véhicules. Un soutien financier sans rapport avec le nouveau plan automobile pour un avenir plus vert a été fourni, entre autres, pour aider les collectivités locales à s'adapter lorsque des fermetures d'usines sont annoncées<sup>132</sup> ou pour stabiliser le marché automobile (le plan OzCar, par exemple).<sup>133</sup>

52. D'après l'OCDE, les réductions tarifaires unilatérales visant les véhicules automobiles pour le transport de personnes sont liées au soutien continu accordé dans le cadre du Nouveau plan automobile pour un avenir plus vert; ces aides, qui constituent, en fait, des subventions à l'industrie automobile, risquent de freiner l'ajustement structurel et la nécessaire réallocation des ressources dans l'économie pour s'adapter aux changements de prix relatifs.<sup>134</sup> Les autorités ne sont pas d'accord avec

de la production, l'aide représente 10% de la valeur de la production dans le cas des véhicules automobiles destinés au réseau interne et 25% pour ceux qui sont destinés à l'exportation, et pour ce qui est des installations et équipements et de la recherche-développement, l'aide représente 25% et 45% respectivement des dépenses soumise(s); d'une moyenne glissante sur trois ans servant au lissage des avantages découlant de l'ACIS sur la durée des cycles de production des modèles de voiture; et d'un certain taux de modulation pour empêcher tout dépassement du plafond du financement de 2 milliards de dollars australiens accordé sous forme de crédits sur les cinq années de chacune des phases du programme. La phase 3 de l'ACIS est prévue pour 2011-2015 (Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche, 2009a).

<sup>131</sup> Il semblerait que la question de la compatibilité de l'ATS avec l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires se soit posée, entre autres, parce que l'Australie aspire à faire partie d'un petit groupe de pays capables de concevoir et de construire des voitures plus propres pour l'environnement, à développer ses marchés d'exportation pour ses producteurs automobiles subventionnés et à accorder des incitations à la production pour l'exportation. Dans les années 1990, stimulée par le programme de facilitation des exportations, la croissance des exportations était plus forte que jamais, jusqu'à ce que le programme soit remplacé par l'ACIS, plus acceptable au regard de l'OMC. La conformité aux règles de l'OMC a été analysée en 1999 par un groupe spécial de l'OMC dans le différend concernant *Howe Leather* (Priestley, 2009).

<sup>132</sup> Par exemple, en 2008/09, 21 subventions totalisant 22,9 millions de dollars australiens ont été accordées, au titre du Fonds d'innovation et d'investissement pour l'Australie-Méridionale et du Fonds d'innovation et d'investissement pour Geelong, à Mitsubishi Motors Australia Limited (Tonsley Park, Adelaide) et Ford Australia (Victoria) pour soutenir des propositions d'investissements liés à la création d'emplois et à l'innovation par ces entreprises qui avaient décidé de cesser leurs activités de fabrication (Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche, 2009a).

<sup>133</sup> Avec le soutien du Gouvernement du Commonwealth et des grandes banques australiennes, depuis décembre 2008, le plan OzCar aide à accorder un financement crucial aux concessionnaires automobiles viables dont les salles d'exposition étaient financées par GE Money Motor Solutions et GMAC avant que ceux-ci se retirent du marché (Renseignements en ligne du Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche, "Outlook for the Automotive Manufacturing Industry Fact Sheet". Adresse consultée: <http://www.innovation.gov.au/Section/AboutDIISR/FactSheets/Pages/OutlookfortheAutomotiveManufacturingIndustryFactSheet.aspx> [12 août 2010]).

<sup>134</sup> OCDE (2008).

les observations de l'OCDE. Avec l'aide additionnelle accordée en novembre 2008 au secteur automobile et pour financer l'achat de voitures, l'ensemble des aides au secteur automobile en Australie a constitué jusqu'en juin 2009 le deuxième programme le plus important par habitant parmi les pays de l'OCDE (après la Suède); les autorités ont fait remarquer que depuis, d'autres pays ont adopté des mesures de soutien à l'industrie automobile.<sup>135</sup> La Commission de la productivité estime que des réductions plus poussées de l'aide à l'industrie automobile seraient, en définitive, salutaires pour toute l'économie, car elles permettraient une meilleure utilisation des ressources; la contraction de l'activité du secteur automobile qui en résulterait serait plus que contrebalancée à long terme par les gains dans d'autres industries.<sup>136</sup>

## ii) Textiles, vêtements et chaussures

53. Pendant la période considérée, la part des textiles et des vêtements dans la valeur totale des exportations de marchandises est restée stable à 0,3%.<sup>137</sup> Leurs parts dans le PIB et l'emploi ont été de 0,41% et 0,42% respectivement. En 2009, la valeur ajoutée dans le secteur a été de 4,6% environ de la valeur ajoutée totale dans l'activité manufacturière, et la valeur des importations a été plus de six fois celle des exportations; la baisse continue de la force de travail employée dans le secteur du textile, du vêtement et de la chaussure reflète, entre autres, la politique du gouvernement visant à délocaliser les activités de production à forte intensité de main-d'œuvre.<sup>138</sup>

54. Comparée à d'autres industries, les activités du secteur du textile, du vêtement et de la chaussure continuent de bénéficier d'un soutien considérable du gouvernement, comme en témoignent plusieurs indicateurs de l'aide analysés dans le présent rapport. Les réductions tarifaires unilatérales effectuées en 2010 et celles qui sont prévues pour 2015 diminueront encore plus la protection à la frontière des producteurs de textiles, de vêtements et de chaussures; toutefois, les droits de douane restent beaucoup plus élevés que la moyenne NPF générale. Cette industrie reste caractérisée par un degré élevé de progressivité des droits (chapitre III 2)).

55. Pendant la période considérée, l'ensemble de mesures adoptées pour la période postérieure à 2005 (dont le programme d'investissement stratégique de 2005 et le programme d'ajustement structurel dans les industries du textile, du vêtement et de la chaussure) ont représenté des aides sous diverses formes visant à promouvoir une production à valeur ajoutée élevée et la diversification des produits et à améliorer la compétitivité internationale. Suite à l'étude des industries australiennes du textile, du vêtement et de la chaussure effectuée en 2008, 401 millions de dollars australiens ont été alloués pour lancer un ensemble de mesures en faveur de l'innovation dans ces industries afin d'améliorer l'efficacité des aides qui leur sont destinées, en les rendant moins complexes et plus prévisibles et en mettant davantage l'accent sur l'innovation.<sup>139</sup> Cet ensemble de mesures, qui portent sur la période allant de 2009/10 à 2015/16, comprend: un programme de 30 millions de dollars australiens sur cinq ans (débutant en 2010/11) pour le développement des capacités stratégiques dans les industries du textile, du vêtement et de la chaussure; un programme de 112,5 millions de dollars australiens pour le développement des capacités d'innovation dans les industries des textiles pour vêtements et linge de maison<sup>140</sup>; et l'établissement d'un Conseil de l'innovation dans les industries du

<sup>135</sup> Commission de la productivité (2009a).

<sup>136</sup> Commission de la productivité (2008c).

<sup>137</sup> DSNU, base de données Comtrade.

<sup>138</sup> OCDE (2010d).

<sup>139</sup> Commonwealth of Australia (2008); et Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2009a).

<sup>140</sup> Le Programme pour le développement des capacités d'innovation dans les industries des textiles pour vêtements et linge de maison débutera en 2010/11 et remplacera l'ensemble de mesures pour la période postérieure à 2005 et le Programme de diversification des produits.

textile, du vêtement et de la chaussure ainsi que la mise en place d'un Réseau national pour l'innovation dans ces industries. Les autres programmes en cours en juin 2010, dont certains ont été notifiés à l'OMC comprenaient: le Programme concernant les textiles, les vêtements et chaussures constituant des tenues de travail (avantages fiscaux depuis 1993); le Programme relatif au régime élargi d'assemblage à l'étranger de produits des secteurs du textile, du vêtement, de la chaussure (avantages fiscaux, 1999-2010); le Programme de diversification des produits des secteurs du textile, du vêtement, de la chaussure (crédits de droits, 2006/07 à 2010/11); le Programme d'investissement stratégique dans les secteurs du textile, du vêtement et de la chaussure pour la période postérieure à 2005 (subventions, 2005-2011); et le Programme d'aide aux petites entreprises dans les secteurs du textile, du vêtement et de la chaussure (subventions, 2006-2016). Depuis mai 2009, un Conseil de l'innovation dans les industries du textile, du vêtement et de la chaussure réunit les entreprises, les syndicats, les chercheurs et le gouvernement pour des consultations sur l'innovation et des conseils stratégiques.

56. D'après l'OCDE, les nombreux avantages accordés aux industries du textile, du vêtement et de la chaussure, un secteur très restreint de l'économie, semblent avoir un coût disproportionné et être une source de distorsions économiques.<sup>141</sup> Comme pour l'industrie automobile, une étude de la Commission de la productivité basée sur un modèle porte à conclure que la mise en œuvre d'un programme de réduction des aides à ces industries entraînerait des gains nets pour l'ensemble de l'économie; la plus forte partie de ces gains résulterait de réductions tarifaires unilatérales tandis que se poursuivrait le déclin du secteur, et les effets seraient relativement mineurs par rapport à d'autres facteurs influant sur la viabilité du secteur.<sup>142</sup>

### iii) Produits pharmaceutiques

57. L'Australie continue de s'approvisionner à l'étranger pour une part importante de ses produits pharmaceutiques, tandis que des fabricants multinationaux et australiens en exportent.<sup>143</sup> Le secteur des produits pharmaceutiques emploie 40 000 personnes.<sup>144</sup> La valeur des exportations pharmaceutiques n'a cessé d'augmenter depuis 2007 et a atteint 4,1 milliards de dollars australiens environ en 2009/10, ce qui fait de l'industrie pharmaceutique l'un des principaux exportateurs de produits manufacturés d'Australie.<sup>145</sup> La communauté de la recherche biomédicale a établi des liens avec des entreprises multinationales et, dans une moindre mesure, avec des entreprises australiennes, tandis que les travaux de recherche-développement effectués par des entreprises en Australie concernent surtout des essais cliniques. L'Australie cherche à améliorer à long terme la viabilité et la compétitivité internationale de son industrie pharmaceutique, à stimuler l'investissement et à faire du pays un centre régional pour la recherche-développement, la fabrication et l'exportation. Les recommandations contenues dans le rapport 2008 du Groupe de stratégie pour l'industrie pharmaceutique visent principalement à attirer l'investissement, à augmenter les essais cliniques et à développer la spécialisation des activités de fabrication.<sup>146</sup> À la suite de ces recommandations, le Parlement a été saisi en octobre 2010 d'un texte de loi prévoyant notamment l'introduction éventuelle

<sup>141</sup> OCDE (2010d).

<sup>142</sup> Commission de la productivité (2008c).

<sup>143</sup> Sweeny (2007).

<sup>144</sup> ABS Cat n° 8104.0, 2006-2007; données non publiées de l'ABS; IBISWorld *Pharmaceuticals Product Manufacturing in Australia 2010*; IBISWorld *Pharmaceutical Wholesaling in Australia, 2010*; et DIISR *Biotech Business Indicators 2008*.

<sup>145</sup> ABS Cat n° 5368.0, tableau 12a, classification type pour le commerce international, 2005-2010 *Commerce international de marchandises et de services*.

<sup>146</sup> Département de l'innovation, de l'industrie de la science et de la recherche (2009a); et Groupe de stratégie pour l'industrie pharmaceutique (2008).

d'un crédit d'impôt pour la recherche-développement.<sup>147</sup> Aucun soutien sectoriel ne semble exister au niveau fédéral, mais les généreuses mesures d'incitation en faveur de la recherche-développement en général sont d'une grande aide; il a été mis fin au Programme de partenariats pour les produits pharmaceutiques en juin 2009.

58. L'Australie a maintenu son régime de remboursement des produits pharmaceutiques (PBS), qui existe depuis longtemps et dans le cadre duquel la plupart des produits pharmaceutiques sur ordonnance sont subventionnés afin qu'ils puissent être vendus à un prix accessible. Si un médicament ne réussit pas à se faire inclure dans le PBS, il peut quand même être vendu à un prix plus élevé sur le marché privé, bien que ce soit rarement une proposition commerciale en Australie.<sup>148</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2010, le régime PBS couvre 756 substances pharmaceutiques (médicaments génériques) disponibles sous 1 886 formes et concentrations différentes (articles) et commercialisées comme 3 675 médicaments différents (marques). Le montant de la subvention varie selon le prix du médicament. Les dépenses publiques consacrées au PBS ont doublé et sont passées de 4,3 milliards de dollars australiens en 2000/01 à 8,4 milliards de dollars australiens en 2009/10; 105 entreprises séparées (2009/10) figuraient sur la liste des fournisseurs du PBS dont dix seulement représentaient 66,4% de la valeur de la totalité des ventes effectuées par le PBS; 14,4% des ventes totales ont été attribuées à Pfizer.<sup>149</sup>

## 5) SERVICES

### i) Caractéristiques

59. Le secteur des services reste le plus important et celui de l'économie australienne qui connaît la croissance la plus rapide. La part des services (y compris la construction et la distribution d'énergie, d'électricité et d'eau) dans le PIB reste stable à environ 80% (tableau I.2); leur part dans le total de l'emploi a légèrement augmenté et est passée de 85,4% en 2006/07 à 86% en 2009/10. La finance et l'assurance, le commerce en gros et au détail et la propriété de logements, ont été de loin les activités dominantes dans le PIB; d'autres activités importantes ont été la construction, les services professionnels, scientifiques et techniques, les soins de santé et l'assistance sociale, ainsi que les services de transport, de stockage et de communication. Pendant la période considérée, presque toutes les industries de services pour lesquelles il est possible de mesurer la croissance de la productivité multisectorielle<sup>150</sup> ont atteint des taux de croissance positifs de leur productivité multisectorielle grâce à une utilisation innovante de nouvelles technologies, tandis que ces taux ont été négatifs pour tout le secteur des marchandises. En particulier, les taux moyens de croissance (de 2003/04 à 2007/08) de la productivité multisectorielle dans les communications, et dans la finance et l'assurance ont été de 3% et 2,2%, respectivement.<sup>151</sup> La croissance future de la productivité dans le secteur sera sans doute

<sup>147</sup> Département de l'innovation, de l'industrie de la science et de la recherche (2009a); et Groupe de stratégie pour l'industrie pharmaceutique (2008).

<sup>148</sup> Sweeny (2007).

<sup>149</sup> Renseignements en ligne du Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche, "Australian Pharmaceuticals Industry Fact Sheet". Adresse consultée: <http://www.innovation.gov.au/Section/AboutDIISR/FactSheets/Pages/AustralianPharmaceuticalsIndustryFactSheet.aspx> [12 août 2010].

<sup>150</sup> Il est difficile de mesurer la croissance de la productivité multisectorielle avec précision dans un grand nombre d'industries de services dans lesquelles les résultats ne se traduisent pas nécessairement par une augmentation des volumes produits, mais peuvent être jugés plutôt en fonction des améliorations enregistrées dans la qualité des services fournis (Parlement du Commonwealth d'Australie, 2010).

<sup>151</sup> Commission de la productivité (2009c).

stimulée en privilégiant les avancées techniques plutôt que l'accroissement de l'élément capitalistique.<sup>152</sup>

60. Bien que ne produisant pas toujours des produits directement destinés à l'exportation, le secteur des services reste un élément déterminant de la compétitivité générale du pays dans le domaine des exportations.<sup>153</sup> L'Australie est le 22<sup>ème</sup> exportateur et importateur mondial de services (2009).<sup>154</sup> Le commerce des services reste un volet important du commerce extérieur de l'Australie; en 2009/10, les exportations de services commerciaux ont représenté 21% des exportations totales de biens et de services (tableau I.3). Depuis 2007/08, le commerce des services n'a cessé d'être déficitaire en raison de la forte croissance des dépenses de voyage et d'une baisse importante des revenus provenant des services de transport. Entre 2006/07 et 2009/10, les exportations (crédits, recettes) de services non facteurs – principalement composées de dépenses de voyage liées à l'éducation, de services professionnels et de services de transport – ont augmenté de 14,8%, pour atteindre quelque 52,8 milliards de dollars australiens, équivalant à quelque 26% des exportations de marchandises. En 2008/09, les importations (débits, paiements), principalement composées de services relatifs aux voyages et de services de transport, ont représenté environ 53,5 milliards de dollars australiens. En 2008/09, les États-Unis, le Royaume-Uni et Singapour, pris séparément, étaient les principaux partenaires de l'Australie pour le commerce des services dans les deux sens.<sup>155</sup>

## ii) Soutien interne

61. On estime qu'en 2008/09, le secteur des services a reçu environ 45% du montant estimatif de l'aide budgétaire à tous les secteurs de l'économie, ce qui représente une augmentation par rapport au pourcentage d'environ 27% enregistré en 2007/08 et équivaut à 0,28% du PIB; entre 2006/07 et 2008/09, l'aide budgétaire totale à l'industrie des services, qui a pris essentiellement la forme de dépenses fiscales, a augmenté de 43,9%, atteignant près de 3,5 milliards de dollars australiens (tableau IV.3). Ces augmentations ont été principalement dues à l'introduction de divers avantages fiscaux aux petites entreprises, dont une part importante est allée au secteur des services. En 2008/09, l'aide sectorielle a représenté 13,2% de l'aide budgétaire à l'industrie des services. Les services immobiliers et aux entreprises, la finance et l'assurance, ont été les deuxième et troisième bénéficiaires (744 millions de dollars australiens et 613 millions de dollars australiens, respectivement) de l'aide budgétaire à tous les secteurs de l'économie<sup>156</sup>; l'aide à ces activités a principalement pris la forme d'exonérations de l'impôt sur les bénéfices pour les petites entreprises, d'allègements fiscaux pour l'Unité de services bancaires offshore et d'allègements fiscaux au titre de la recherche-développement. Les mécanismes qui peuvent avoir une incidence en termes d'aide mais ne sont pas inclus dans ces estimations comprennent: les prescriptions relatives à la teneur en produits locaux notamment pour les émissions de télévision (section vi) b) et chapitre III); les réglementations qui restreignent la concurrence (industrie pharmaceutique, services aériens, importation de livres, médias et radiodiffusion); et les programmes publics visant la fourniture des services de santé, des services d'éducation et des services à la collectivité.<sup>157</sup>

<sup>152</sup> Parlement du Commonwealth d'Australie (2010).

<sup>153</sup> Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2009c).

<sup>154</sup> Profils commerciaux de l'OMC en ligne. Adresse consultée: <http://stat.wto.org/CountryProfile/WSDBCountryPFView.aspx?Language=E&Country=AU>.

<sup>155</sup> Pour des données statistiques plus détaillées sur le commerce des services de l'Australie, voir: Département des affaires étrangères et du commerce extérieur (2010b).

<sup>156</sup> Commission de la productivité (2010c).

<sup>157</sup> Commission de la productivité (2010c).

**Tableau IV.3**  
**Aide budgétaire au secteur des services, 2005-2009**  
(en % et en millions de \$A)

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
<b>Part dans l'aide budgétaire totale (en %)</b>				
Distribution d'électricité, de gaz et d'eau	5,2	3,4	2,7	2,7
Construction	3,8	5,4	5,1	6,2
Commerce en gros	5,7	5,3	5,4	6,4
Commerce de détail	5,1	9,9	9,9	11,3
Hôtellerie et restauration	5,1	3,7	3,9	4,8
Transport et stockage	5,4	4,3	3,7	4,0
Communication	7,1	7,0	5,2	4,5
Finance et assurance	13,2	15,0	16,8	17,7
Services immobiliers et services aux entreprises	19,5	19,1	18,5	21,5
Administrations publiques et défense	0,8	0,9	0,6	0,9
Éducation	1,2	1,0	0,8	0,9
Services de santé et services collectifs	7,4	8,2	6,4	6,5
Services culturels et récréatifs	9,8	8,0	14,5	5,6
Services à la personne et autres services	1,9	2,1	2,2	2,5
Services non attribués <sup>a</sup>	8,7	6,8	4,3	4,6
<b>Dépenses totales (millions de \$A)</b>	938,1	1 084,0	1 390,7	1 181,2
<b>Dépenses fiscales totales (millions de \$A)</b>	1 020,7	1 324,9	2 008,4	2 285,7
<b>Aide budgétaire totale (millions de \$A)</b>	1 958,8	2 408,9	3 399,1	3 466,9
<b>Part de l'aide budgétaire totale dans le PIB (en %)</b>	0,20	0,22	0,29	0,28

a Comprend les programmes généraux pour lesquels des renseignements sur les bénéficiaires font défaut.

Source: Commission de la productivité (2010), *Trade & Assistance Review 2008-2009*, tableaux A.2 et A.7, 22 juin, Canberra. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0007/98998/tar0809.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0007/98998/tar0809.pdf) [26 août 2010].

### iii) Engagements au titre de l'Accord général sur le commerce des services

62. Les engagements de l'Australie au titre de l'AGCS n'ont pas changé.<sup>158</sup> Sa Liste d'engagements spécifiques globale porte sur la plupart des services, à l'exception des services audiovisuels, postaux/de courrier et de transports ferroviaires. À part une offre révisée concernant les services soumise en mai 2005, aucune nouvelle offre n'a été présentée dans le contexte des négociations en cours dans le cadre de l'AGCS. Pendant la période considérée, l'Australie a participé à deux séries de négociations avec l'UE au titre de l'article XXI de l'AGCS, en rapport avec les modifications de la liste de l'UE; celles qui concernaient 13 nouveaux États Membres de l'UE sont terminées alors que celles qui portent sur l'accession de deux pays de plus (Bulgarie et Roumanie) ont débuté en 2007 mais ne sont pas encore terminées.<sup>159</sup> L'Australie a également présenté des communications dans le cadre de l'examen de l'Annexe sur les services de transport aérien.<sup>160</sup>

<sup>158</sup> Des renseignements supplémentaires concernant les engagements de l'Australie au titre de l'AGCS figurent, entre autres, dans les documents de l'OMC GATS/SC/6 du 15 avril 1994; GATS/EL/6 du 15 avril 1994, et GATS/SC/6/Suppl.4 du 26 février 1998; WT/TPR/S/104 du 26 août 2002; TN/S/O/AUS/Rev.1 du 31 mai 2005; et WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1<sup>er</sup> mai 2007.

<sup>159</sup> À l'issue de la première série de négociations, un accès plus grand et plus sûr des exportateurs australiens de services de télécommunications, d'ingénierie et de services juridiques au marché élargi de l'UE était escompté. (Renseignements en ligne du Département des affaires étrangères et du commerce extérieur. Adresses consultées: [http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/services/access\\_services\\_eu.html](http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/services/access_services_eu.html), et [http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/services/wto\\_article\\_XXI\\_update.html](http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/services/wto_article_XXI_update.html)); et document de l'OMC S/L/370 du 22 février 2010).

<sup>160</sup> Document de l'OMC S/C/28 du 19 novembre 2007.

**iv) Accords régionaux et bilatéraux sur les services**

63. Les accords commerciaux régionaux (ACR) conclus par l'Australie avec l'ASEAN (et la Nouvelle-Zélande) et les ACR conclus avec le Chili, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Thaïlande et les États-Unis comportent des dispositions relatives aux services (chapitre II 6) ii)).<sup>161</sup> Certains ALE se basent sur l'approche de la "liste négative" pour établir la liste des engagements en matière de services (par exemple l'ALE avec les États-Unis), alors que d'autres appliquent les modalités d'une "liste positive" (par exemple l'ALE avec la Thaïlande).<sup>162</sup> S'il est vrai que les niveaux des engagements pris par l'Australie varient d'un ALE à l'autre, ils tendent à dépasser de beaucoup les engagements au titre de l'AGCS.<sup>163</sup> Ces engagements pris dans le cadre d'ALE bilatéraux ne sont pas mis en œuvre sur une base NPF. L'Australie a contracté, surtout dans l'accord qu'elle a conclu avec les États-Unis, des engagements qui vont au-delà non seulement de ses engagements au titre de l'AGCS, mais aussi de son offre révisée pour les services, par exemple en ce qui a trait à l'examen des investissements étrangers, et pour des services tels que les services aux entreprises, les services audiovisuels, les services financiers, les services relatifs au tourisme et les services de transport. Malgré l'aide budgétaire fournie au secteur, les ALE bilatéraux de l'Australie excluent les subventions de leur champ d'application, de la même manière que des disciplines spécifiques relatives aux subventions dans le secteur des services sont absentes de l'AGCS.<sup>164</sup> L'Australie a conclu des accords de reconnaissance mutuelle dans le domaine des services, dont un avec la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis qui porte sur la réglementation des valeurs mobilières dans les deux pays; un accord de reconnaissance mutuelle a été conclu en septembre 2008 entre les organismes professionnels pertinents des services d'ingénierie de l'Australie et des États-Unis (organisme texan).

**v) Services financiers**

64. La contribution des services financiers et des services d'assurance au PIB a légèrement diminué, passant de 11% en 2006/07 à 10,6% en 2009/10 (tableau I.2), tandis que la part des autres secteurs, par exemple celle des industries extractives, a augmenté. Le secteur emploie 3,6% de la population active, ce qui indique un taux de productivité du travail environ trois fois supérieur à celui du reste de l'économie. Le secteur des services financiers de l'Australie est fondé sur trois grands groupes d'institutions: les établissements de dépôt agréés, qui comprennent les banques, les sociétés de crédit immobilier et les coopératives de crédit; les intermédiaires financiers autres que les établissements de dépôt agréés, notamment les sociétés de bourse, les sociétés de financement et les instruments de titrisation; ainsi que les gestionnaires de fonds et les assureurs, y compris les sociétés d'assurance-vie et les sociétés d'assurances générales, les fonds de pension et les fonds de dépôt agréés (tableau IV.4). Le secteur bancaire demeure le secteur qui, en Australie, détient le plus d'actifs financiers soumis à une réglementation prudentielle avec une part croissante dans le total des actifs financiers (tableau IV.4); en juin 2010, il représentait plus de la moitié du total des actifs du système

<sup>161</sup> Des renseignements supplémentaires sur les engagements de l'Australie au titre de ces accords régionaux se trouvent, entre autres, dans les documents de l'OMC TN/S/O/AUS/Rev.1 du 31 mai 2005, et WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1<sup>er</sup> mai 2007.

<sup>162</sup> Les accords qui adoptent l'approche de la "liste négative" (dont l'Accord commercial de rapprochement économique australo-néo-zélandais (ACREANZ), l'Accord de libre-échange entre Singapour et l'Australie (SAFTA) et l'Accord de libre-échange Australie-États-Unis (AUSFTA)) portent sur une gamme plus étendue de services que ceux qui adoptent l'approche de la "liste positive" (tels que l'Accord de libre-échange entre la Thaïlande et l'Australie). Pour des renseignements plus détaillés sur la manière dont le commerce des services est traité dans chacun des accords commerciaux préférentiels, voir Commission de la productivité (2010a).

<sup>163</sup> OCDE (2010d).

<sup>164</sup> Document de l'OMC S/WPGR/W/46/Add.1 du 11 mai 2009.

financier.<sup>165</sup> L'importance des fonds de pension, des fonds d'investissement publics, des sociétés d'assurances générales et des instruments de titrisation a diminué pendant la période examinée.

**Tableau IV.4**  
**Structure des actifs du système financier, juin 2006 à juin 2010**  
(en % et en milliers de milliards de \$A)

	Principal organe de surveillance/ réglementation	Juin 2006	Juin 2007	Juin 2008	Juin 2009	Juin 2010
<b>Total (milliers de milliards de \$A)</b>		<b>3,3</b>	<b>4,1</b>	<b>4,4</b>	<b>4,5</b>	<b>4,6</b>
		<i>(% du total)</i>				
Secteur bancaire						
Banque de réserve (RBA)		3,3	3,3	2,4	2,5	1,9
Autres banques	APRA	47,8	46,3	52,6	57,5	57,3
Autres établissements de dépôt agréés						
Sociétés permanentes de crédit immobilier	APRA	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Coopératives de crédit	APRA	1,1	1,0	1,0	1,0	1,1
Établissements financiers enregistrés						
Sociétés de bourse	ASIC	2,4	2,6	2,8	2,1	1,4
Sociétés de financement	ASIC	2,9	2,9	2,9	2,7	2,2
Sociétés d'assurance-vie et fonds de pension						
Sociétés d'assurance-vie	APRA	5,6	5,1	4,1	3,6	3,9
Fonds de pension	APRA	17,4	19,4	17,6	16,5	19,1
Autres fonds de placement gérés						
Fonds d'investissements publics	ASIC	7,5	7,4	6,2	5,5	5,6
Fiducies de gestion de trésorerie	ASIC	1,2	1,2	1,1	1,0	0,8
Fonds communs	Autorités des États	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1
Sociétés mutuelles	APRA	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres établissements financiers						
Sociétés d'assurances générales	APRA	3,3	3,4	3,0	2,8	2,8
Instruments de titrisation	ASIC	6,5	6,7	5,4	4,3	3,2

Source: Renseignements en ligne de la Banque de réserve de l'Australie. Adresse consultée: <http://www.rba.gov.au/statistics/tables/xls/b01hist.xls> [16 décembre 2010].

65. Le secteur financier de l'Australie a moins souffert de la crise financière que celui de la plupart des autres pays. Les principales banques du pays ont conservé leur cote de solvabilité<sup>166</sup>, et aucune banque privée n'a fait faillite depuis des décennies.<sup>167</sup> Selon la Commission de la productivité, la résilience relative du secteur financier australien s'explique entre autres par l'existence d'un cadre centralisé et coordonné pour la réglementation de la plupart des sociétés financières; une orientation qui a mis le pays à l'abri des nouvelles tendances observées sur d'autres marchés financiers (notamment la politique des "quatre piliers")<sup>168</sup>; et la réaction rapide du gouvernement face à la crise,

<sup>165</sup> Les établissements régis par la Commission australienne de réglementation prudentielle (APRA) représentent quelque 80% des actifs du système financier (Banque de réserve de l'Australie, 2010a).

<sup>166</sup> Quatre des neuf banques ayant obtenu la cote AA- de Standard & Poor's à l'échelle mondiale sont australiennes (Commission de la productivité, 2009a).

<sup>167</sup> La communauté présume que les autorités ne toléreraient pas un défaut de paiement des créances (FMI, 2010c).

<sup>168</sup> En vertu de la politique des "quatre piliers", les quatre principales banques du pays ne peuvent fusionner; ces établissements comptent parmi les 12 plus grandes banques du monde suite à l'effondrement de grandes institutions bancaires dans d'autres pays.



notamment la garantie des dépôts et l'octroi de financement de gros aux établissements de dépôts agréés; sans oublier les autres mesures de soutien au secteur financier (section a) ci-dessous).<sup>169</sup>

66. Le système financier demeure supervisé par trois institutions: la Banque de réserve de l'Australie, c'est-à-dire la banque centrale australienne; la Commission australienne de réglementation prudentielle (APRA) (établissements de dépôt, sociétés d'assurances générales et d'assurance-vie, et fonds de pension)<sup>170</sup>; et la Commission australienne des valeurs mobilières et de l'investissement (ASIC) (comportement général du marché, protection des consommateurs, et concurrence dans les services financiers). La Loi de 2010 portant modification de la législation sur le secteur financier (améliorations prudentielles et autres mesures), en vigueur depuis le 29 juin 2010, a élargi les pouvoirs d'enquête et de surveillance de l'APRA dans le secteur des services financiers réglementés, et lui a donné le pouvoir d'obliger les établissements de dépôts agréés et les assureurs de reconstituer leur capital.<sup>171</sup>

a) Secteur bancaire

67. Le marché australien reste dominé par quatre grandes banques nationales à vocation universelle (qui représentent environ 77% du total des actifs bancaires). Actuellement, il existe 56 groupes bancaires agréés, dont 44 sont sous contrôle étranger (neuf sont constitués en sociétés en Australie, et 35 fonctionnent comme succursales). Les banques étrangères, qui représentaient 14% des actifs bancaires nationaux en août 2010, sont plus présentes dans le segment des services bancaires d'investissement que dans le segment des services bancaires de détail. Il n'y a pas de banques d'État.<sup>172</sup> Près de la moitié des capitaux des banques australiennes proviennent d'emprunts de gros qu'elles ont contractés sur les marchés financiers nationaux et offshore<sup>173</sup>, et plus de 40%, des dépôts des ménages, des entreprises, des administrations publiques et d'autres organisations. La part des dépôts a augmenté d'environ 5 points de pourcentage depuis le milieu de 2007.

68. Une banque étrangère ayant des succursales et des filiales peut offrir des services par le biais de ses succursales ou de filiales constituées en sociétés et agréées par l'APRA. Elle peut recueillir des fonds en Australie en émettant des titres de créance, offerts ou négociés en lots, d'une valeur au moins égale à 500 000 dollars australiens. Bien que les succursales agréées de banques étrangères ne soient pas tenues de maintenir des fonds propres en Australie, elles ne sont pas autorisées à accepter de dépôts initiaux inférieurs à 250 000 dollars australiens de la part de résidents australiens ou d'institutions non constituées en sociétés.<sup>174</sup> Cette prescription vise à protéger les déposants de détail.

69. Aux termes des dispositions législatives applicables, les investissements étrangers dans une société du secteur privé (y compris les banques et les sociétés d'assurances générales et d'assurance-vie) doivent respecter une limite de participation de 15%, bien que le Trésorier puisse

<sup>169</sup> Commission de la productivité (2009a).

<sup>170</sup> L'APRA est dans une large mesure financée par les secteurs qu'elle supervise.

<sup>171</sup> Renseignements en ligne de Gadens Lawyers Sydney. Adresse consultée: [http://www.nsw.gadens.com.au/clientaccess/newsletters/Updates%202010/update\\_insurance\\_012910.htm#update](http://www.nsw.gadens.com.au/clientaccess/newsletters/Updates%202010/update_insurance_012910.htm#update).

<sup>172</sup> En Australie, les organismes appartenant au Commonwealth et autorisés à effectuer des opérations financières bénéficient de la garantie de l'État fédéral. Bien que celui-ci ait vendu les parts qu'il détenait dans la Commonwealth Bank of Australia (CBA), une des quatre principales banques, en 1996, il a mis en place une garantie transitoire pour tous les éléments du passif de la CBA. La durée de la garantie dépend des caractéristiques de l'élément du passif (document de l'OMC TN/S/O/AUS/Rev.1 du 31 mai 2005).

<sup>173</sup> Commission de la productivité (2010c).

<sup>174</sup> Document de l'OMC TN/S/O/AUS/Rev.1 du 31 mai 2005.

approuver un pourcentage plus élevé pour des raisons liées à l'"intérêt national".<sup>175</sup> Toute proposition de prise de contrôle ou d'acquisition d'une banque australienne par des étrangers est traitée au cas par cas et doit être approuvée par l'APRA. En 2008/09, 60 propositions totalisant 10,9 milliards de dollars australiens ont été approuvées dans le secteur des services financiers et des assurances; 39 propositions totalisant 9,2 milliards de dollars australiens ont été approuvées en 2007/08. En vertu de l'Accord de libre-échange entre l'Australie et les États-Unis (AUSFTA) (chapitre II 6) ii)), la prise d'intérêts par des investisseurs américains dans des entreprises du secteur financier n'est pas soumise à l'obligation de notification.

70. La structure et la performance du secteur financier en Australie sont conditionnées par diverses mesures prises par l'État, entre autres les mesures prises récemment en réaction à la crise financière mondiale, les allègements fiscaux sectoriels, les allègements fiscaux relatifs aux fonds de pension, et le traitement des services financiers en vertu de la législation sur la taxe sur les biens et services (GST).<sup>176</sup> La Commission de la productivité estime que même si les allègements fiscaux visent à encourager une augmentation des activités dans le secteur, y compris la relocalisation en Australie, ils peuvent réduire les recettes fiscales tirées des activités bancaires offshore, qui seraient réalisées si les taux "normaux" de l'impôt des sociétés étaient appliqués, et favoriser le transfert de main-d'œuvre et de capitaux australiens affectés à d'autres activités (y compris d'autres services financiers).<sup>177</sup> On craint également que de telles mesures risquent d'inciter les entreprises à solliciter un soutien, et d'accroître les coûts de mise en conformité et les charges administratives.

71. Les banques australiennes ont jusqu'à maintenant bien surmonté la tourmente financière mondiale, surtout grâce à une supervision et à une réglementation serrées, bien qu'elles soient exposées à des risques majeurs découlant de prêts de gros importants à court terme.<sup>178</sup> Les principales mesures prises par les autorités afin d'atténuer les répercussions de la crise financière mondiale consistent en la création du Mécanisme de garantie des gros dépôts et du financement de gros (ce mécanisme a cessé de garantir de nouveaux passifs en mars 2010) et du Mécanisme d'indemnisation financière (FCS), ainsi que l'investissement de 16 milliards de dollars australiens par le Bureau australien de la gestion financière (AOFM) dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles. Par ailleurs, en 2008, une exemption à la Loi sur les pratiques commerciales a été adoptée afin que les actifs des banques en difficulté puissent être cédés rapidement, sans être soumis à un contrôle des opérations de concentration de la part de l'ACCC, lorsqu'un retard risque de compromettre la stabilité du système financier ou les intérêts des déposants. Cette modification a permis à l'APRA d'intervenir rapidement dans le contexte de la consolidation du secteur par le biais de fusions et d'acquisitions.<sup>179</sup>

72. Les autorités australiennes formuleront et prendront bientôt des mesures visant à promouvoir le secteur national des services financiers et à éliminer les dernières entraves qui empêchent le pays de devenir un centre financier en Asie-Pacifique, entre autres la réduction de l'impôt retenu sur certaines

<sup>175</sup> Les dispositions législatives qui s'appliquent à cet égard comprennent la Loi de 1959 sur les banques, la Loi de 1998 sur les services financiers (actionnariat), ainsi que d'autres dispositions, notamment les règles prudentielles.

<sup>176</sup> Pour obtenir des précisions sur le soutien public au secteur financier, voir Commission de la productivité (2010b).

<sup>177</sup> Département du Trésor (2010b); et Commission de la productivité (2010b).

<sup>178</sup> FMI (2009a).

<sup>179</sup> Les autorités ont indiqué que cette exemption s'appliquait aux transferts obligatoires d'activités commerciales effectués au titre de la Loi sur le secteur financier (transfert d'activités et restructuration de groupe), et que le dernier de ces transferts remontait à 2008. Des fusions ont plutôt été réalisées en tant que transferts volontaires de pouvoirs commerciaux aux termes de cette loi, et ont été soumises à l'examen de l'ACCC (FMI, 2010c; et OCDE, 2010c).

distributions étrangères de fonds d'investissement gérés (le taux passera de 30% à 7,5% d'ici à 2012); la modification des règles d'attribution et la possibilité de considérer les fonds d'investissement gérés admissibles comme des comptes de capital présumés; l'abrogation et le remplacement des dispositions relatives aux fonds d'investissement étrangers par une règle anti-évitement au sens étroit, et la modernisation des règles régissant les sociétés sous contrôle étranger; le transfert de la supervision des marchés financiers de la Bourse australienne (ASX) à la Commission australienne des valeurs mobilières et de l'investissement (ASIC); la mise en place d'un régime applicable aux gestionnaires d'investissement; l'établissement d'un point d'accès en ligne à la réglementation; la création du Asia Region Funds Passport; et la réduction progressive de la retenue fiscale sur les intérêts payés par les filiales et les succursales australiennes d'établissements financiers sur les emprunts contractés par la société mère (le taux passera de 10% à 5%).<sup>180</sup>

73. Parmi les prescriptions relatives aux services bancaires figure le respect des normes prudentielles internationales; le système bancaire demeure bien capitalisé.<sup>181</sup> Selon le FMI, l'APRA a suivi un processus rigoureux et a adopté une approche plus prudente dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de Bâle II en 2008; les quatre principales banques ont adopté les approches avancées pour l'évaluation du risque de crédit, du risque de marché et du risque opérationnel.<sup>182</sup> Depuis 2007, plusieurs normes prudentielles ont été révisées, principalement dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de Bâle II en 2008: l'APRA a mené des consultations sur de nouvelles modifications à l'application de l'accord de Bâle II en Australie en décembre 2009, et a intégré à ses normes prudentielles relatives à la gouvernance les principes de rémunération de l'Office de la stabilité financière en 2010. D'autres modifications ont été apportées en matière de gouvernance et d'audit. Durant la période considérée, les banques ont affiché un ratio d'endettement relativement faible et un ratio de suffisance des fonds propres relativement élevé, le ratio des fonds propres de catégorie 1 étant passé de 7,2% en décembre 2007 à 9,54% en septembre 2010.<sup>183</sup> Entre 2003 et 2008, le ratio des prêts improductifs/total des actifs bancaires de l'Australie était de 0,3%, soit le ratio le plus faible des 23 pays étudiés par le FMI.<sup>184</sup> Toutefois, toujours selon le FMI, ce ratio pourrait poursuivre son ascension (à partir, il est vrai, d'un niveau de référence peu élevé) tant que le chômage augmente et que la croissance demeure anémique.<sup>185</sup> Les banques ont augmenté les provisions pour pertes sur prêts, et ont réuni des capitaux sur les marchés financiers privés au début de 2009. Cependant, à la fin de 2009, les banques ont réduit ces provisions à la faveur de la stabilisation des marchés.

74. De 2006 à 2010 (juin), l'écart des taux d'intérêt des principales banques australiennes (différence entre le taux d'intérêt perçu et le taux d'intérêt versé) a avoisiné les 3,3 points de pourcentage (graphique IV.1), conséquence de la tarification en fonction des risques et de la dynamique de la concurrence. L'intensification de la concurrence a réduit les écarts durant la forte expansion du crédit. Cependant, ceux-ci se sont creusés pendant la crise financière mondiale, au

<sup>180</sup> Commission de la productivité (2010c).

<sup>181</sup> FMI (2010c).

<sup>182</sup> Un plancher de 20% a été adopté pour les pertes en cas de défaut des prêts hypothécaires résidentiels, qui représentent plus de la moitié des gros prêts des banques, alors que le plancher prescrit par l'accord de Bâle II est de 10%. L'approche normalisée a prescrit des coefficients de pondération des risques plus élevés pour certains prêts hypothécaires résidentiels. De plus, les coefficients de pondération réduits, qui sont autorisés par l'approche normalisée de l'accord de Bâle II, n'ont pas été appliqués pour le crédit aux particuliers. Les normes de fonds propres des banques prévues par les approches avancées demeurent assujetties au plancher de 90% des fonds propres prescrits par l'accord de Bâle I, par opposition au plancher de 80% applicable la deuxième année (FMI, 2009a).

<sup>183</sup> Takáts et Tumbarello (2009); et FMI (2009a).

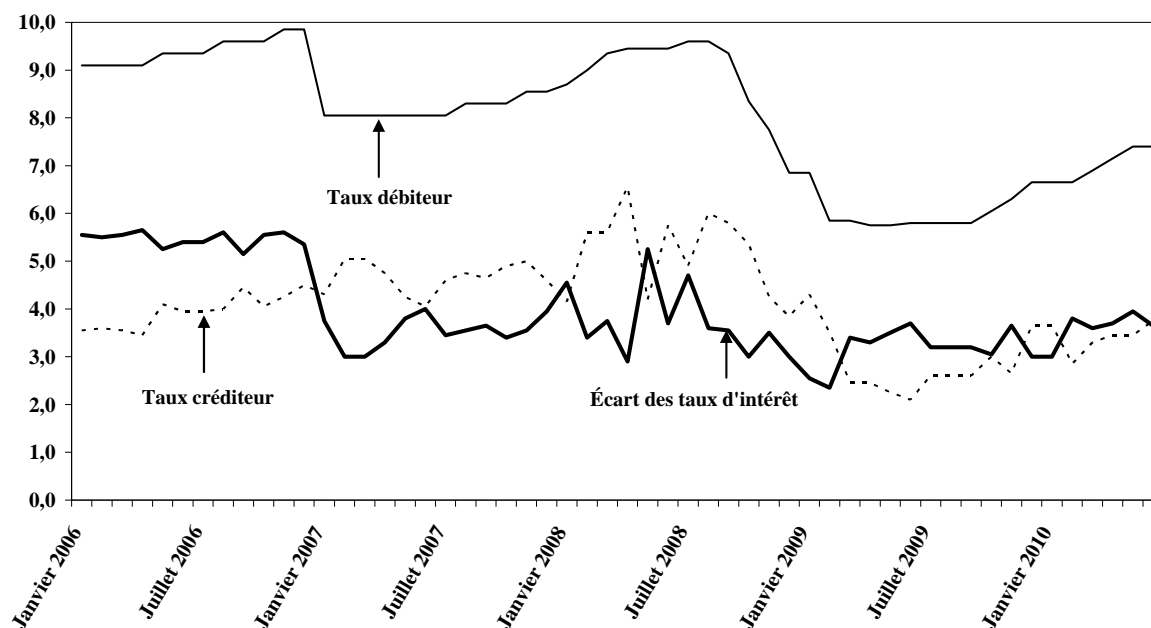
<sup>184</sup> FMI (2009b), appendice statistique, tableau 24.

<sup>185</sup> FMI (2009a).

cours de laquelle les prix sont demeurés élevés et les pertes sur prêts ont été surtout attribuables aux entreprises en Australie.

#### Graphique IV.1 Écart des taux d'intérêt, janvier 2006 à juin 2010

Pourcentage



Source: FMI, *Statistiques financières internationales*.

#### b) Assurances

75. Le marché australien des assurances arrive à la douzième place au niveau mondial. En 2007, les primes ont totalisé plus de 60 milliards de dollars EU, en hausse de près de 75% sur dix ans; les recettes tirées des primes ont augmenté en moyenne de 5,7% par année depuis 1997 en dollars EU.<sup>186</sup> En juin 2010, il existait 132 compagnies d'assurances générales privées et 14 publiques, possédant des actifs d'un montant total de 143 milliards de dollars australiens; parmi elles, on dénombrait 14 réassureurs. Les compagnies d'assurances générales publiques ont touché environ 22% des recettes brutes tirées des primes versées dans le secteur; ces assureurs, qui ne sont ni soumis à la Loi sur les assurances, ni réglementés par l'APRA, demeurent assujettis à la législation des États. Les 66 sociétés d'assurances générales détenues par des étrangers possédaient approximativement 22% du total des actifs du secteur des assurances. On dénombrait 32 compagnies d'assurance-vie privées dont les actifs totalisaient 233 milliards de dollars australiens à la fin décembre 2009; les 15 compagnies d'assurance-vie détenues par des étrangers représentaient 11,6% du total des actifs du segment de l'assurance-vie.<sup>187</sup> Il n'existe pas de sociétés d'assurance-vie publiques en Australie.

<sup>186</sup> Austrade (2009).

<sup>187</sup> Liste des compagnies d'assurance-vie enregistrées, au 17 juin 2010, mise en ligne par l'APRA. Adresse consultée: <http://www.apra.gov.au/Life/Registered-Life-Insurers.cfm?RenderForPrint=1> [2 décembre 2010]. Les compagnies d'assurance-vie non résidentes doivent être des filiales de sociétés étrangères. Les engagements pris par l'Australie dans le cadre de l'AGCS précisent également que des garanties

76. Les segments des assurances générales et de l'assurance-vie demeurent relativement concentrés. En juin 2009, les quatre principaux assureurs généraux touchaient 70% des primes et possédaient 63% des actifs du segment. En décembre 2009, les cinq principaux assureurs-vie détenaient environ 79% des actifs du segment. En décembre 2007, les groupes appartenant aux banques représentaient 37% des engagements et 39% des primes totales.<sup>188</sup>

77. S'agissant des assurances générales, le nombre, la taille ou l'éventail d'activités des filiales ou des assureurs étrangers présents sur le marché australien ne sont assujettis à aucune restriction. Ces filiales et assureurs doivent respecter sensiblement les mêmes prescriptions législatives et prudentielles que les assureurs sous contrôle australien et constitués en sociétés. La surveillance des opérations australiennes de l'assureur étranger incombe principalement à la direction australienne et au siège social. Si les autorités de réglementation du pays d'origine de l'assureur étranger participent à sa supervision, les opérations australiennes de celui-ci sont soumises à la supervision prudentielle de l'APRA dans l'intérêt des titulaires de police australiens. Depuis 1995, l'Australie n'a pas autorisé des assureurs-vie étrangers à exploiter des succursales sur son territoire. C'est pourquoi les assureurs-vie étrangers qui désirent exercer une présence commerciale en Australie doivent créer une filiale, qui doit ensuite présenter une demande d'enregistrement à l'APRA. En 2004, aux termes de l'AUSFTA, l'Australie a permis aux compagnies d'assurance-vie américaines de présenter une demande d'enregistrement en vue d'offrir des produits par le biais de succursales, mais aucune d'entre elles n'a encore eu recours à cette possibilité.

78. Tous les assureurs doivent être agréés par l'APRA ou, dans le cas des compagnies d'assurance-maladie privées, par un organisme de réglementation sectoriel.<sup>189</sup> De plus, les assureurs doivent obtenir une licence auprès des États pour offrir certaines catégories d'assurance obligatoire, par exemple l'indemnisation des accidents de travail et l'assurance responsabilité civile automobile. La réglementation prudentielle régit de nombreux aspects, notamment la solvabilité et la gestion des risques des compagnies d'assurance. Au 1<sup>er</sup> juillet 2010, de nouvelles normes prudentielles ont harmonisé la déclaration prudentielle et la déclaration prévue par la loi que doivent produire les compagnies d'assurances générales; ces nouvelles normes se sont traduites par un processus de déclaration simplifié à l'APRA, un tableau plus net de la performance des assureurs, et de meilleures communications entre l'APRA et les assureurs sur leur performance.<sup>190</sup>

## vi) Communications

### a) Télécommunications

79. Les télécommunications demeurent un des secteurs infrastructurels essentiels soumis à des règles de concurrence spéciales; la Commission australienne de la concurrence et de la consommation (ACCC) est l'organisme de réglementation chargé d'appliquer ces règles sectorielles, alors que la Direction australienne des communications et des médias est responsable du numérotage, des codes et des normes du secteur, de la gestion des fréquences et de l'octroi des licences, ainsi que de certaines questions de consommation, par exemple le contrôle des pourriels et les obligations de service universel.

---

régionales peuvent être accordées par certains offices d'assurance des États ou Territoires (documents de l'OMC TN/S/O/AUS/Rev.1 du 31 mai 2005 et TN/S/O/AUS/Rev.1 du 31 mai 2005; et Loi de 1995 sur l'assurance-vie, article 16ZE).

<sup>188</sup> Austrade (2009).

<sup>189</sup> Austrade (2009).

<sup>190</sup> Ces modifications sont décrites en détail dans les renseignements accessibles en ligne de l'APRA.

80. Telstra, qui était une société publique, a pu conserver une forte emprise sur le marché malgré des mesures telles que le dégroupage des services de boucle locale directe<sup>191</sup> et la dissociation comptable et opérationnelle de ses activités.<sup>192</sup> Selon l'OCDE, l'entreprise demeure un des fournisseurs dont l'intégration verticale est la plus grande à l'échelle mondiale, et est en position dominante dans les segments de la téléphonie fixe, de la téléphonie mobile, des services à large bande et de la télévision à péage. Les activités d'exécution de la loi de l'ACCC ont essentiellement porté sur l'accès des autres fournisseurs DSL à l'infrastructure de transmission par fil de Telstra. La télévision par câble est un segment moins concurrentiel que le service DSL en Australie, puisque Telstra a une participation majoritaire (50%) dans le plus gros fournisseur de télévision par câble (Foxtel). Le Fonds pour l'avenir, la caisse de retraite des fonctionnaires australiens, a réduit sa participation dans Telstra, qui est passée de 17% à 10,9% en août 2009, pour ensuite remonter à 10% en octobre 2010; la participation étrangère globale dans Telstra demeure plafonnée à 35%, alors qu'une prise de participation individuelle à hauteur de 5% est permise. La possibilité que Telstra tire profit de son pouvoir monopolistique sur la transmission par fil ainsi que son utilisation agressive des procédures juridiques pour retarder les décisions des autorités de réglementation continuent de susciter de l'apprehension<sup>193</sup>; cela a amené le gouvernement australien à légiférer en 2009 afin de procéder à une réforme du régime de réglementation des télécommunications (voir ci-dessous). Durant la période considérée, l'ACCC a vérifié si Telstra avait empêché des concurrents ou d'autres utilisateurs d'installer de l'équipement et de s'interconnecter aux services de boucle locale et de partage des lignes dans certains centres de commutation; le 11 juillet 2008, Telstra a été tenue de produire un rapport mensuel sur les demandes d'accès avec délai d'attente à ses centres de commutation et les décisions concernant la limitation de l'accès à ces centres. En mars 2009, l'ACCC a entamé des procédures contre Telstra pour avoir indûment limité la capacité d'autres fournisseurs de services de télécommunications d'accéder à certains de ses centres de commutation pour utiliser les services dégroupés de boucle locale et de partage de lignes<sup>194</sup>; en juillet 2010, Telstra s'est vue imposer une pénalité de 18,5 millions de dollars australiens au terme de ces procédures.

81. Les services de médias d'information et de télécommunications représentent toujours 3,4% du PIB (tableau I.2). Bien que des inquiétudes persistent quant à la concurrence, les consommateurs australiens semblent être nettement avantagés du fait que l'éventail de services de communications ne cesse de croître.<sup>195</sup> En juin 2009, on dénombrait 391 fournisseurs de services de téléphonie fixe, trois

<sup>191</sup> Le dégroupage de l'accès à la boucle locale est un processus de réglementation qui autorise plusieurs opérateurs de télécommunications à utiliser les connexions reliant le centre de commutation et l'abonné. La connexion matérielle entre l'abonné et le fournisseur est désignée sous l'expression "boucle locale" et appartient au centre de commutation ou à la compagnie de téléphone indépendante. Afin d'accroître la concurrence, d'autres fournisseurs obtiennent un accès dégroupé. Dans certains pays, le dégroupage de la boucle locale a contribué dans une large mesure à l'essor du marché des services à large bande. Les autorités ont indiqué qu'il n'existait aucune entrave technique au dégroupage partout en Australie. Bien que tous les centres de commutation locaux du pays soient tenus de dégroupier les boucles locales sur demande, les autres fournisseurs ont exercé leur droit d'accès à la boucle locale directe dégroupée dans plus de 10% seulement des centres de commutation locaux de Telstra, qui sont généralement situés dans des régions métropolitaines et qui assurent des services à un grand nombre d'abonnés; les autres centres de commutation (90%) englobent de nombreux petits centres situés dans des zones rurales, régionales et éloignées, où l'utilisation des services de boucle locale dégroupés est commercialement impossible. Les principes de tarification de ces services ont été révisés en novembre 2007, et des prix indicatifs ont été établis en juin 2008; la dernière mise à jour de ces prix remonte à décembre 2009 (OCDE, 2009b; et [http://en.wikipedia.org/wiki/Local-loop\\_unbundling](http://en.wikipedia.org/wiki/Local-loop_unbundling)).

<sup>192</sup> OCDE (2010c).

<sup>193</sup> Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales (2010).

<sup>194</sup> Pour obtenir des précisions sur les affaires concernant Telstra qui ont été portées devant l'ACCC, voir ACCC (2009).

<sup>195</sup> Globalement, l'augmentation du surplus du consommateur (qui reflète les avantages que ce dernier tire de la consommation de biens et services) attribuable aux télécommunications en Australie avoisinait les

fournisseurs de services de téléphonie mobile (chacun exploitant un réseau GSM et un réseau 3G), 638 fournisseurs de services Internet, 287 fournisseurs de services sans fil et 47 fournisseurs de services satellitaires à large bande. En mai 2009, l'ACCC a décidé de ne pas s'opposer à la fusion du réseau de téléphonie mobile de Vodafone et du réseau "3" de Huthinson, qui a donné naissance à la coentreprise Vodafone Huthinson Australia Ltd (VHA); les parts de marché de la téléphonie mobile, déterminées par le nombre d'abonnés, des trois opérateurs correspondaient approximativement à ce qui suit: Telstra (41%), Optus (33%) et VHA (26%). Le nombre d'abonnés à une ligne téléphonique fixe a diminué en Australie, ce service étant de plus en plus remplacé par d'autres technologies telles que la téléphonie mobile 3G ou la voix par le protocole d'Internet (VoIP); 4% des PME n'étaient pas abonnées à une ligne téléphonique fixe en 2008/09, et 20% d'entre elles utilisaient la VoIP en avril 2009, contre 17% en 2008. En 2008/09, la couverture des réseaux mobiles a été élargie, 96,22% de la population ayant accès aux services GSM et 99,06%, aux services 3G. Internet est de plus en plus considéré comme un moyen de communication essentiel pour les entreprises, notamment pour améliorer l'efficacité opérationnelle et accroître la productivité et la part de marché. La valeur des biens et services vendus en ligne est passée de 57 milliards de dollars australiens en 2006/07 à 81 milliards de dollars australiens en 2007/08, et d'après des estimations, 56% des entreprises réalisaient jusqu'à 10% de leurs ventes de biens et services sur Internet.

82. Toutes les entreprises de télécommunications sont tenues d'assumer une part – proportionnelle à leurs recettes admissibles – du coût afférent à l'obligation de service universel, le solde étant couvert par une subvention; en 2008/09, 145 millions de dollars australiens ont été inscrits au budget au titre de cette subvention. Le nombre de téléphones publics (qui s'inscrivent dans l'obligation de service universel) a été réduit, passant de 45 114 en 2007/08 à 39 328 en 2008/09; 52,6% de ces appareils sont exploités par Telstra.<sup>196</sup> Le 20 juin 2010, le gouvernement australien a annoncé l'élaboration d'un nouveau cadre institutionnel, réglementaire et financier pour l'exécution de l'obligation de service universel et la prestation d'autres services d'intérêt public devant appuyer le développement du réseau national à large bande. Les détails de ces arrangements et les décisions concernant d'autres modifications à la réglementation devant être apportées à long terme seront annoncés au terme d'une consultation publique. En juillet 2002, le Programme de subventions à l'achat de téléphones satellitaires a été mis en œuvre à l'intention des personnes qui vivent ou travaillent à l'extérieur de la zone de couverture du réseau de téléphonie mobile terrestre; en mars 2009, la subvention est passée de 60% à 85% du coût de l'appareil, et s'applique également au remplacement des appareils achetés plus de trois ans auparavant.<sup>197</sup> En vertu du programme, jusqu'à 1 000 dollars australiens peuvent être versés à une personne admissible qui vit dans une zone non couverte par le réseau de téléphonie mobile terrestre, ou jusqu'à 700 dollars australiens à une personne admissible qui vit dans une zone couverte, mais qui passe plus de 180 jours sur une période de deux ans dans une zone sans couverture. En 2009/10, 97% des téléphones satellitaires dont l'achat a été subventionné par le programme ont été fournis par deux entreprises (Motorola et Thuyara). De 2007 à 2009, plus de 4 millions de dollars

957 millions de dollars australiens en 2008/09. Les consommateurs étant en mesure de conserver leur numéro de téléphone lorsqu'ils changent de fournisseur, les services offerts sont plus compétitifs. Pour obtenir des renseignements plus détaillés sur l'évolution du secteur des communications, voir Direction australienne des communications et des médias (2009).

<sup>196</sup> En vertu des conditions d'octroi de sa licence, Telstra doit maintenir une présence dans les régions, les zones rurales et l'arrière-pays australiens; en juin 2009, un nouvel arrangement triennal pour la présence locale a été approuvé. Les subventions au titre de l'obligation de service universel sont versées à Telstra chaque année à terme échu, afin de compenser le manque à gagner découlant de cette obligation. Pour chaque exercice financier, le Ministre détermine le montant de la subvention sur les conseils de la Direction australienne des communications et des médias. La part de la subvention de 145 millions de dollars australiens qui correspond aux téléphones publics est relativement petite, soit 9,6% (Direction australienne des communications et des médias, 2009).

<sup>197</sup> Direction australienne des communications et des médias (2009).

australiens ont été affectés au programme dans le cadre de l'initiative Connect Australia. De 2010 à 2013, le financement s'inscrit dans la suite donnée par le gouvernement à l'Examen des télécommunications régionales, qui comprend également le Programme de communications destiné aux autochtones; en 2009/10, les subventions versées ont atteint 1,2 million de dollars australiens.

83. En 2009, les autorités ont amorcé un examen de l'ensemble du régime de réglementation afin de voir comment il serait possible de favoriser une plus grande concurrence dans le secteur, entre autres en trouvant de meilleures solutions aux problèmes engendrés par l'intégration verticale des services de gros et de détail au sein de Telstra, ainsi que l'intégration horizontale des réseaux de téléphonie et de câblodistribution, et des actifs de télécommunications et de médias.<sup>198</sup> En septembre 2009, le gouvernement australien a déposé au Parlement une loi sur la réforme du régime de réglementation des télécommunications, qui a été présentée de nouveau en octobre 2010 et a été adoptée le 29 novembre 2010. Cette loi renferme des mesures visant à encourager et à faciliter la dissociation structurelle du réseau de télécommunications par ligne fixe de Telstra; elle impose une dissociation fonctionnelle marquée advenant que Telstra n'effectue pas la dissociation structurelle; elle autorise le Ministre à exiger que Telstra cède son réseau de câblodistribution et sa participation de 50% dans Foxtel dans certaines circonstances; elle rationalise le fonctionnement du régime d'accès aux télécommunications afin que les décisions soient prises plus rapidement et que les acteurs aient moins la possibilité d'user de subterfuges en tirant parti de la réglementation; elle permet à l'ACCC de fixer les tarifs de l'accès à tous les services de télécommunications réglementés afin qu'une plus grande certitude émane de la réglementation et que l'accès soit accéléré; elle rationalise l'application de l'interdiction du comportement anticoncurrentiel; et elle renforce la protection des consommateurs des services de télécommunications.

84. Le secteur des télécommunications à large bande étant dominé par Telstra<sup>199</sup>, le gouvernement australien a annoncé, en avril 2009, la création d'une société en vue de la mise en place d'un réseau national à large bande, devant uniquement fournir des services de gros sur une base non discriminatoire. Les autorités entendent légiférer pour s'assurer que le gouvernement est le seul propriétaire du réseau durant la mise en œuvre et qu'une fois opérationnel, sa privatisation sera

---

<sup>198</sup> Il paraît que, dans le cas contraire, Telstra pourrait être contrainte de se départir de son réseau de câblodistribution et de sa participation de 50% dans Foxtel (télévision à péage), ou risquerait de se voir refuser le spectre sans fil dont elle a besoin pour développer ses opérations dans la téléphonie mobile et mettre en œuvre la technologie 4G. Telstra s'est opposée au projet de loi qui se traduirait par la dissociation structurelle de son réseau de télécommunications. Pour obtenir des précisions sur la part de marché de Telstra dans tous les segments des communications, ainsi que la position prise à cet égard et sur d'autres questions, voir <http://en.wikipedia.org/wiki/Telstra>; Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales (2010); OCDE (2010c); et Commission de la productivité (2010b).

<sup>199</sup> En raison de la position dominante de Telstra dans l'ensemble des plates-formes (à l'exception de la téléphonie satellitaire, qui est principalement utilisée dans les régions éloignées), il a été difficile d'instaurer une concurrence effective entre les divers types d'infrastructures. En 2008, Telstra détenait plus des deux tiers du marché et a joué un rôle prépondérant dans l'ensemble des plates-formes relativement à l'accès aux services. En tant que propriétaire de la majeure partie du réseau australien d'accès local, Telstra occupait une position dominante dans la fourniture en gros des services de télécommunications à large bande par ligne fixe, ce qui englobe la boucle locale dégroupée. Telstra contrôlait plus de 80% des lignes de cuivre utilisées pour la fourniture des services DSL à large bande. Les autorités ont indiqué que, dans le cadre du régime d'accès, Telstra doit permettre à ses concurrents d'accéder, à des conditions réglementées, à ces lignes (par le biais des services de boucle locale directe et des services de partage des lignes) et que, au terme de ces mesures de réglementation, la part du marché de détail des services DSL à large bande des fournisseurs de services Internet concurrents est nettement supérieure à 20%. En 2008/09, Telstra détenait 44% du marché de détail des services de télécommunications à large bande par ligne fixe (DSL et câblodistribution), et 46% du marché de détail des services de téléphonie mobile à large bande (ACCC, 2010b; et OCDE, 2008).



soumise à l'approbation du Parlement.<sup>200</sup> La société investira un maximum de 43 milliards de dollars australiens sur une période de huit ans afin d'aménager un réseau de fibre optique jusqu'à l'abonné à la fine pointe de la technologie, qui assurera des services à 93% des entreprises et des foyers australiens; des services à large bande à haute vitesse seront fournis aux autres abonnés (7%) au moyen des technologies sans fil et satellitaire; ce réseau remplacera efficacement le réseau de fils de cuivre de Telstra. L'ACCC exercera une surveillance réglementaire rigoureuse des obligations de la société exploitante du réseau relativement à l'accès réservé aux revendeurs, à la non-discrimination et à la transparence, ainsi que du respect de la propriété privée et des restrictions au contrôle, en conformité avec la réglementation adoptée dans le contexte de la privatisation de la société exploitante.<sup>201</sup>

85. Compte tenu des processus qui se sont déroulés avant et après la création de la société chargée d'exploiter le réseau national à large bande, le gouvernement australien n'a pas réalisé une analyse coûts-avantages en bonne et due forme, bien qu'il soit permis de penser que la décision de construire une infrastructure publique devrait être surtout fondée sur les conclusions d'une telle analyse.<sup>202</sup> Le gouvernement a cependant chargé des conseillers indépendants de réaliser une étude de mise en œuvre détaillée, qui comprenait une modélisation détaillée des recettes et des coûts prévus sur la base des objectifs du gouvernement.<sup>203</sup> Le 24 novembre 2010, le gouvernement a rendu public un résumé du plan d'affaires de la société exploitante et s'est engagé à communiquer le plan d'affaires complet, à l'exception des renseignements commerciaux confidentiels. Il est d'avis que le réseau national à large bande est un investissement transformateur dans les infrastructures du pays dont les retombées, qui se feront sentir pendant des décennies dans tous les pans de l'économie et de la société ainsi que dans de nouveaux secteurs novateurs, sont telles qu'elles ne peuvent être quantifiées concrètement ou utilement. En revanche, sur la base des études existantes sur les avantages du large bande à haute vitesse<sup>204</sup>, le gouvernement estime que les bienfaits seront largement supérieurs aux coûts calculés et publiés.

b) Radiodiffusion, publicité et production cinématographique

86. Bien que la législation vise la diversité des points de vue exprimés dans les médias, les fournisseurs demeurent peu nombreux.<sup>205</sup> Il existe trois grands télédiffuseurs sans frais détenant une licence pour émettre dans une zone donnée, et le marché de la télévision à péage est concentré, car Telstra a une participation de 50% dans Foxtel, qui a à son actif la plupart des abonnés des régions métropolitaines. Les réseaux de télévision commerciale sans frais du pays demeurent tenus de diffuser au moins 55% d'émissions australiennes entre 6 heures et minuit (s'ajoutent à ce niveau minimal des sous-quotas pour les dramatiques, les documentaires et les programmes pour enfants diffusés pour la première fois), et 80% de publicité australienne.<sup>206</sup> Tous les télédiffuseurs

<sup>200</sup> OCDE (2010c).

<sup>201</sup> Le rôle de l'ACCC dans la réglementation du réseau national à large bande pourrait également comprendre la surveillance de la gouvernance et des restrictions applicables à la propriété et au contrôle, afin que les opérateurs à intégration verticale ne soient pas incités, comme c'est le cas actuellement, à favoriser leurs propres opérations dans ce nouvel environnement (ACCC, 2009a).

<sup>202</sup> Département du Trésor (2010f). Le Gouverneur de la Banque de réserve d'Australie a tenu des propos similaires en réponse à une question d'un membre de la Commission permanente des affaires économiques de la Chambre des représentants, le 26 novembre 2010.

<sup>203</sup> McKinsey of Company et KPMG (2010).

<sup>204</sup> Commission des Nations Unies et de l'UIT "Le large bande au service du développement numérique" (2010).

<sup>205</sup> OCDE (2010c).

<sup>206</sup> En vertu de l'AUSFTA, l'Australie s'est réservée le droit d'intervenir dans le segment des médias interactifs pour assurer la présence de contenu australien dans les nouveaux médias ou moyens de transmission. Les engagements relatifs aux services audiovisuels ne sont pas appliqués sur une base NPF (Représentant des

commerciaux nationaux qui sont tenus de respecter le quota d'émissions en haute définition se sont conformés à cette prescription. Les droits de licence payables en 2010 ont été réduits de 33% et ceux payables en 2011, de 50%, afin que les réseaux de télévision commerciaux puissent continuer à diffuser un fort pourcentage d'émissions australiennes; ces réductions sont temporaires et non cumulatives.<sup>207</sup> Les radiodiffuseurs commerciaux australiens doivent s'assurer que jusqu'à 25% de la musique diffusée entre 6 heures et minuit est interprétée par des Australiens.

87. En août 2009, la Commission de la productivité a constaté que le dispositif antisiphonnement constituait une contrainte réglementaire pour les télédiffuseurs australiens du fait que les événements figurant sur la liste antisiphonnement devaient faire l'objet de longues négociations commerciales, et a recommandé que cette liste soit considérablement écourtée.<sup>208</sup>

88. L'État continue d'appuyer l'industrie cinématographique australienne de plusieurs façons. Durant la période considérée, des mesures visant spécifiquement ce secteur ont été prises, notamment un appui direct aux organismes cinématographiques publics, aux télédiffuseurs publics et aux organismes sans but lucratif australiens sous forme de financement et de dons, et un appui indirect consistant en des allègements fiscaux et des remises de taxe. Jusqu'au 30 juin 2008, un financement direct totalisant environ 112 millions de dollars australiens a été accordé annuellement à trois grands organismes cinématographiques: la Commission australienne du cinéma (à l'exclusion des Archives cinématographiques et sonores nationales); la Société de financement de l'industrie cinématographique; et Film Australia Ltd. Le 1<sup>er</sup> juillet 2008, ces organismes ont été fusionnés au sein de Screen Australia, qui a reçu 102,9 millions de dollars australiens en 2008/09, 93,6 millions de dollars australiens en 2009/10, et 89,4 millions de dollars australiens en 2010/11. Ce financement a principalement été canalisé vers des investissements et des prêts pour la réalisation de longs métrages, de dramatiques télévisées et de documentaires; en 2009/10, Screen Australia devait injecter directement 86,8 millions de dollars australiens dans l'industrie. Au titre du Programme d'incitation à la production audiovisuelle de 2007, trois autres compensations financières peuvent être versées afin d'encourager la production de films, d'émissions de télévision et d'autres œuvres audiovisuelles en Australie: la compensation pour la production, la compensation pour la réalisation de films étrangers en Australie, et la compensation pour la postproduction et les effets numériques et sonores. La compensation pour la production est un remboursement d'impôt destiné aux sociétés qui réalisent des projets audiovisuels australiens admissibles et est versée dans le cadre du système australien d'imposition des entreprises; elle correspond à un pourcentage des dépenses de production admissibles engagées en Australie, soit 40% dans le cas d'un long métrage, et 20% pour les autres types de programme admissibles. La compensation pour la réalisation de films étrangers en Australie est destinée aux grosses productions étrangères, et représente 15% des dépenses de production admissibles engagées dans le pays. Enfin, la compensation pour la postproduction et les effets numériques et sonores équivaut à 15% des dépenses de production admissibles (c'est-à-dire qui se rapportent à la postproduction et aux effets numériques et sonores). La valeur globale de ces trois compensations a atteint son plus haut niveau en 2007/08, soit 69 millions de dollars australiens.

---

États-Unis pour les questions commerciales internationales, 2010; Direction australienne des communications et des médias, 2009; et OCDE, 2009b).

<sup>207</sup> Ces compensations tiennent compte du niveau des droits de licence exigés dans d'autres pays, ainsi que des répercussions financières sur les télédiffuseurs commerciaux des nouvelles technologies et des pressions commerciales, entre autres le passage à la télévision numérique (Commission de la productivité, 2010c).

<sup>208</sup> Le dispositif antisiphonnement empêche les réseaux de télévision par abonnement d'acheter avant les télédiffuseurs sans frais les droits de retransmission d'événements figurant sur la liste antisiphonnement. Il empêche également les télédiffuseurs sans frais de présenter sur leur bouquet de chaînes numériques un événement inscrit sur la liste, sauf s'il est diffusé simultanément ou a été diffusé sur leurs principales chaînes. Bien que le dispositif ne vise pas uniquement les événements sportifs, seuls de tels événements ont figuré sur la liste à ce jour (Commission de la productivité, 2010c).

**vii) Transport**

89. Le secteur des transports représentait 5,2% de l'économie australienne en 2009/10 (tableau I.2, section i)). Une infrastructure à haut rendement pour le fret est essentielle compte tenu de l'étendue du territoire, de la dispersion géographique de la population et des centres de production, ainsi que de la distance qui les sépare des autres marchés.<sup>209</sup> L'augmentation rapide de la demande de fret, qui repose sur les exportations, pèse lourdement sur l'infrastructure; l'engorgement des routes pose de plus en plus problème, et les goulets d'étranglement persistent dans certains ports vraciers. La manutention du fret, tout particulièrement du fret maritime, est entravée par diverses insuffisances.<sup>210</sup> Certains ports souffrent des installations de chargement inadéquates, du manque de bassins, du niveau d'eau excessivement bas des canaux et du manque de liaisons adéquates avec les réseaux ferroviaire et routier. Si rien n'est fait, ces contraintes pourraient compromettre la réalisation des objectifs nationaux.<sup>211</sup>

90. En raison de limitations d'ordre constitutionnel, la coordination du développement des infrastructures de transport demeure ardue, les responsabilités étant partagées entre le gouvernement fédéral (pour le réseau ferroviaire inter-États, qui est sous la supervision de la Société australienne des voies ferrées, une entité fédérale), les États et les Territoires (pour les routes, leurs réseaux ferroviaires respectifs et la plupart des ports) et le secteur privé (pour certains réseaux ferroviaires, ports et routes à péage).<sup>212</sup> En 2008, le gouvernement fédéral a créé Infrastructure Australia, qui a établi une liste de projets d'infrastructures prioritaires. Le Building Australia Fund, qui fait partie du Programme des Nation Building Funds, a été créé en 2008/09; ce fonds devait financer des projets choisis à partir de l'audit national et de la liste des projets d'infrastructures prioritaires d'Infrastructure Australia. Des plans d'évaluation clairs ont été élaborés et la méthodologie de l'établissement des priorités a été publiée. Les évaluations détaillées d'Infrastructure Australia sont également étayées par les avis d'experts externes et indépendants, ainsi que par des analyses rigoureuses du ratio coûts-avantages; les neuf premiers projets prioritaires désignés en mai 2009 avaient tous un ratio bien supérieur à 1:1. Le gouvernement fédéral a conclu des accords de partenariat national avec les États et les Territoires en 2009 afin d'administrer le gros du financement du transport terrestre durant la période 2008/09 à 2013/14. Le Programme national pour le secteur de la construction (l'ancien Auslink) du gouvernement australien investira quelque 37 milliards de dollars australiens durant une période de six ans prenant fin en 2013/14. Le financement pour l'infrastructure de transport terrestre représentait 0,4% du PIB en 2008/09, 0,5% en 2009/10, et 0,3% en 2010/11. Infrastructure Australia et la Commission nationale des transports ont élaboré une stratégie portuaire nationale, qui comprend une politique nationale en matière de fret, et l'ont rendue publique en janvier 2011.<sup>213</sup> Un plan de mise en œuvre a été demandé pour août 2011. Un document de travail sur une stratégie nationale en matière de fret a été rendu public en février 2011 et pouvait faire l'objet d'observations jusqu'en avril 2011.

91. Par ailleurs, l'Australie a réalisé des réformes microéconomiques par l'entremise du Groupe de travail sur les infrastructures du Conseil des gouvernements australiens (COAG), qui visaient à améliorer, sous l'angle de la coordination et des pratiques, la planification, le financement, la construction et l'utilisation des infrastructures du pays. Par exemple, le Mécanisme national de préqualification, qui a été mis en place en janvier 2011, vise à réduire les entraves à la concurrence dans le secteur de la construction en veillant à ce que les entreprises préqualifiées soient reconnues dans l'ensemble des États et des Territoires. Cette réforme augmentera la concurrence dans la

<sup>209</sup> OCDE (2008).

<sup>210</sup> OCDE (2008); et Infrastructure Australia et Commission nationale des transports (2010).

<sup>211</sup> Infrastructure Australia et Commission nationale des transports (2010).

<sup>212</sup> OCDE (2008).

<sup>213</sup> Infrastructure Australia et Commission nationale des transports (2010).

construction et, partant, entraînera une baisse des coûts de construction; elle devrait également se traduire par une diminution des charges administratives des États et des Territoires.

a) Services maritimes

92. Durant la période considérée, la flotte commerciale marchande de l'Australie a vu sa taille décroître, soit de 96 à 77 navires agréés et battant pavillon australien.<sup>214</sup> Les exportations représentaient quelque 87% du volume d'activité total des ports australiens; en 2009/10, malgré les répercussions de la crise financière mondiale, le volume d'activité total a atteint plus de 900 millions de tonnes de marchandises, contre approximativement 875 millions en 2008/09.<sup>215</sup> En 2008/09, le vrac (surtout du fer et du charbon) représentait 90% du volume de fret total; les marchandises générales transportées par conteneur, 6,5%; et les autres marchandises générales non conteneurisées, 3,5%. S'agissant de la direction des échanges, 59% des conteneurs manutentionnés étaient des importations, et 41%, des exportations. L'Australie compte plus de 60 ports, mais plus de 95% du volume transite par 20 ports.

93. Les conférences maritimes sont réglementées par des dispositions distinctes de la Loi de 2010 sur la concurrence et la consommation (chapitre III), qui autorise les transporteurs de ligne à discuter collectivement des tarifs, des capacités et de la planification des voyages des navires.<sup>216</sup> Bien que, au terme d'un examen réalisé en 2005, la Commission de la productivité ait recommandé que les transporteurs maritimes ne soient plus soustraits à l'application de la Loi sur la concurrence et la consommation (ancienne Loi sur les pratiques commerciales), les autorités ont décidé de maintenir l'exonération et de la modifier afin d'en préciser les objectifs; de supprimer les accords de discussion du champ d'application; de protéger les contrats de services confidentiels conclus entre un transporteur et un expéditeur; et d'introduire des pénalités en cas de non-respect des dispositions de nature procédurale. Il a été convenu d'attendre les réformes de la politique de transport maritime avant d'apporter ces modifications. En août 2010, les autorités ont annoncé qu'elles prévoyaient de prendre des mesures afin de renforcer le secteur national du transport maritime face à la concurrence internationale et à d'autres modes de transport intérieur.<sup>217</sup> En décembre 2010, des consultations ont été engagées sur un ensemble de réformes comprenant la modification du système de licences et de permis (cabotage), l'imposition d'une nouvelle taxe sur le tonnage, l'application des principes de cabotage conformes à la Loi sur la navigation, l'obligation de former le personnel, ainsi que la création d'un registre australien du transport maritime international et d'un forum sur le perfectionnement de la main-d'œuvre dans le transport maritime. Ces mesures engendreraient des coûts directs de 41,5 millions de dollars australiens, et leur mise en œuvre occasionnerait des coûts à l'échelon ministériel de 8 millions de dollars australiens.

94. Le régime australien applicable au cabotage n'a pas été modifié. Le transport côtier est effectué dans le cadre d'un système de licences et de permis pouvant être délivrés aux exploitants australiens et internationaux. Durant la période considérée, les navires battant pavillon étranger ont transporté environ 29% du fret intérieur dans le cadre du système de permis.<sup>218</sup> Une aide financière est offerte afin de compenser le coût du transport du fret entre la Tasmanie et le continent, au titre du Programme de péréquation du fret vers la Tasmanie; environ 1 430 transporteurs ont bénéficié de ce programme en 2007/08, 1 621 en 2008/09, et 1 666 en 2009/10.

<sup>214</sup> Bureau de l'infrastructure, des transports et de l'économie régionale (2010).

<sup>215</sup> Infrastructure Australia et Commission nationale des transports (2010).

<sup>216</sup> OCDE (2010c).

<sup>217</sup> Renseignements en ligne du Parti travailliste australien, "Stronger shipping for a stronger economy", 13 août 2010. Adresse consultée: <http://www.alp.org.au/federal-government/news/stronger-shipping-for-a-stronger-economy/> [6 décembre 2010].

<sup>218</sup> Bureau de l'infrastructure, des transports et de l'économie régionale (diverses années).

## b) Services de l'aviation

95. Plus de 23 millions de personnes ont utilisé des services de transport aérien en Australie en 2008/09; près de la moitié d'entre eux étaient des touristes étrangers.<sup>219</sup> Cinquante-trois compagnies aériennes au total exploitaient des vols internationaux de transport de passagers en juillet 2010; les trois plus importantes, Qantas, Singapore Airlines et Air New Zealand, représentant 36,9% du transport total de passagers à destination et à partir de l'Australie. Le service de fret aérien régulier est principalement assuré par des avions de passagers. Quelque 22,9% du trafic de fret a été transporté par des compagnies aériennes australiennes désignées en 2009/10.

96. L'Australie a modifié la Loi de 1920 sur la navigation aérienne et le Règlement de 1947 sur la navigation aérienne en 2008 et 2009 afin de simplifier la structure de la réglementation du système de licences de transporteur aérien international et d'améliorer la surveillance de ce système. Au terme de ces réformes, un mécanisme d'audit simple a été mis en place, et il est désormais possible, au besoin, de mettre à jour, de suspendre ou de révoquer la licence de transporteur aérien international; ainsi, la licence de plus de 70 transporteurs aériens internationaux a été renouvelée.

97. Le Livre blanc de 2009 sur la politique nationale en matière d'aviation intègre diverses orientations énoncées pour ce secteur afin de donner de la certitude en matière de planification, de réglementation et d'investissement.<sup>220</sup> Ce document renferme, entre autres, le cadre d'action devant permettre au pays d'assurer l'essor du secteur à tous les niveaux (international, intérieur, régional et aviation générale), notamment l'amélioration des compétences et l'augmentation de la productivité. Aux termes du Livre blanc, l'Australie envisage, entre autres, de conclure une nouvelle génération d'accords "ciel ouvert"<sup>221</sup>; de donner la possibilité aux régions d'attirer des services internationaux; de chercher à conclure des accords assurant une ouverture intégrale pour les services de fret spécialisés afin d'appuyer les services d'exportation par fret aérien; et de maintenir la restriction de base de 49% qui s'applique à la participation étrangère au capital des transporteurs aériens internationaux d'Australie, mais de lever les autres restrictions applicables au transporteur national Qantas (25% pour une participation étrangère individuelle et 35% pour une participation étrangère collective) en modifiant la Loi de 1992 sur la vente de Qantas.<sup>222</sup> Des augmentations considérables de la capacité ont été négociées avec la Chine et l'Indonésie, et en novembre 2010, des discussions sur un projet d'accord global sur le transport aérien se poursuivaient avec l'Union européenne.

98. L'Australie ne permet pas le cabotage dans les services d'aviation.<sup>223</sup> Cependant, lorsque l'octroi de droits de cabotage peut manifestement procurer des avantages, dans la mesure où l'on a assuré la sécurité et répondu aux autres préoccupations, les autorités peuvent envisager la négociation de droits de cabotage à des fins stratégiques, pour faciliter la conclusion d'un accord global "ciel

<sup>219</sup> Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des administrations locales (2009).

<sup>220</sup> Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des administrations locales (2009).

<sup>221</sup> Ces accords iraient au-delà de l'échange traditionnel de droits de trafic pour inclure la capacité ouverte, les droits ultérieurs et intermédiaires, la sécurité et la protection, l'environnement, la concurrence et l'investissement (Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des administrations locales, 2009).

<sup>222</sup> En soumettant tous les transporteurs aériens au même régime d'investissement, les autorités s'attendent à ce que Qantas soit davantage en mesure de rivaliser avec les autres sociétés pour l'obtention de capitaux et obtienne des arrangements de participation au capital plus flexibles (Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des administrations locales, 2009).

<sup>223</sup> Par cabotage, on entend le transport de marchandises ou de passagers entre deux points situés dans un même pays, effectué par un navire ou un avion immatriculé dans un autre pays (Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des administrations locales, 2009).

ouvert" avec un important partenaire commercial (par exemple l'Union européenne) ou pour établir la réciprocité des droits de cabotage dans un grand marché (comme celui des États-Unis). Les autorités peuvent également envisager le cabotage unilatéral dans des circonstances exceptionnelles (par exemple en cas d'urgence); plusieurs autorisations de ce genre ont été accordées durant la période considérée. Les autorités sont d'avis que l'élargissement des droits de septième liberté<sup>224</sup> pour les services passagers et les services de fret devrait également être utilisé stratégiquement et ne devrait être approuvé qu'au cas par cas, dans "l'intérêt national". L'Australie a négocié des accords sur les services de transport aérien avec d'autres pays depuis 2007, et certains de ces pays ont obtenu des droits de septième liberté pour le fret (Bangladesh, Croatie, Émirats arabes unis, États-Unis, Kenya, Pakistan, République tchèque, Sri Lanka et Turquie).

99. L'Australie a déréglementé intégralement le marché du transport aérien intérieur inter-États, ayant autorisé une prise de participation de 100% dans un transporteur national, sous réserve du respect des critères de la Commission d'examen de l'investissement étranger.<sup>225</sup> S'agissant des services de transport aérien et aéroportuaires, les régions, y compris les régions reculées, bénéficient d'une aide améliorée davantage axée sur les routes qui ne peuvent pas se prêter à une exploitation commerciale.<sup>226</sup> Le gouvernement australien a consolidé le Programme de subventions aux services aériens dans les régions reculées, le Programme d'inspection des aéroports des régions reculées, le Programme relatif à la sécurité des aéroports des régions reculées, et le Fonds de l'infrastructure d'aviation dans les régions reculées en un seul programme, soit le Programme d'accès régional aux services d'aviation. Pour la période de quatre ans amorcée en 2010/11, ce programme est doté d'une enveloppe totale de 61,7 millions de dollars australiens. Le soutien aux services aériens et aux aéroports dans les régions reculées devrait être mieux coordonné et laisser plus de latitude dans l'attribution des fonds en fonction des besoins prioritaires. L'aide à la prestation des services d'aviation dans les régions, y compris les régions reculées, a été financée depuis 2010 par le Programme de subvention au paiement des frais de contrôle aérien, qui dispose d'un budget de 14 millions de dollars australiens.

100. L'ACCC demeure chargée de contrôler les prix, les coûts et les bénéfices afférents aux services aéronautiques et connexes fournis dans les cinq grands aéroports du pays (chapitre III). Les principaux actionnaires de ces aéroports sont des sociétés d'investissement et de gestion de fonds. Des administrations locales sont propriétaires de la plupart des 310 aéroports australiens détenant une licence et en assurent la gestion. La Commission de la productivité mène actuellement sa troisième enquête sur la réglementation économique des aéroports depuis la privatisation des principaux aéroports fédéraux du pays, et un projet de rapport doit être publié en août 2011.

---

<sup>224</sup> Cette expression désigne le droit de transporter des passagers ou du fret entre deux pays étrangers sans que le service soit un prolongement d'un service à destination ou en provenance du pays du transporteur.

<sup>225</sup> En raison de l'accroissement de la concurrence découlant de l'entrée en 2008/09 de transporteurs à faibles coûts – par exemple les compagnies à capitaux étrangers majoritaires Virgin Blue et Jetstar, et Tiger Airways, constituée exclusivement de capitaux singapouriens –, les compagnies aériennes intérieures et régionales australiennes ont transporté 49,6 millions de personnes, soit une hausse de seulement 16,8 millions en 1988/89; cela représente une croissance annuelle moyenne de 5,5%. De plus, les deux plus grands transporteurs régionaux indépendants (Regional Express et Skywest) sont actuellement à capitaux étrangers majoritaires (Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des administrations locales, 2009).

<sup>226</sup> Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des administrations locales (2009).

## c) Transport terrestre

101. Le transport ferroviaire et le transport routier sont complémentaires plutôt que substituables, et leur part respective du marché du transport intérieur de marchandises est similaire et connaît une croissance soutenue; un faible pourcentage du transport terrestre des marchandises (10%-15%) est l'objet d'une concurrence entre la route et le chemin de fer. Par conséquent, il serait difficile d'augmenter la part du transport ferroviaire aux dépens du transport routier.<sup>227</sup> Par le biais de l'Australia Building Fund établi en décembre 2008 (voir ci-dessus), le gouvernement a doté la Société australienne des voies ferrées (ARTC) d'une enveloppe supplémentaire avoisinant 1,2 milliard de dollars australiens afin qu'elle puisse réaliser son imposant programme de travaux sur le réseau ferroviaire national. L'affectation d'une enveloppe supplémentaire de 1 milliard de dollars australiens à l'ARTC a été annoncée dans le budget 2010/11, pour le financement de sept nouveaux projets visant à accroître la productivité du réseau inter-États; en plus d'avoir un impact favorable important sur l'environnement, ces projets visent à réduire la durée d'acheminement, à augmenter les possibilités de dépassement sur les voies, à diminuer les retards attribuables à la limitation de vitesse liée à la chaleur, et à permettre une augmentation de la charge par essieu des trains plus lourds. Le secteur ferroviaire demeure soustrait à l'application de la Loi sur la concurrence et la consommation; dans ce secteur, il appartient à l'ACCC d'évaluer les codes et les engagements relatifs à l'accès aux infrastructures ferroviaires, d'arbitrer les différends entre les opérateurs et les fournisseurs d'infrastructures et d'analyser les fusions et acquisitions.<sup>228</sup>

102. La réforme de la réglementation est considérée comme un des éléments essentiels à l'accroissement de la productivité et de l'efficacité dans les transports. La réglementation des véhicules lourds incombe à neuf gouvernements, et le transport ferroviaire est réglementé par sept organismes en Australie; malgré les efforts déployés pour harmoniser la réglementation à l'échelle du pays, les différentes approches suivies par les États et les Territoires grèvent lourdement les entreprises qui assurent le transport inter-États des marchandises et des personnes. En juillet 2009, le COAG a accepté de créer un organisme national de réglementation de la sécurité ferroviaire et des véhicules lourds (et de la sécurité maritime), et la mise en œuvre de la législation nationale et du nouvel organisme de réglementation est en cours et devrait être terminée d'ici à 2013. Le COAG a également amorcé un examen des options de tarification pour les véhicules lourds afin d'accroître l'efficacité, la productivité, la sécurité et la durabilité de l'infrastructure de transport des marchandises. Un nouveau régime de tarification, qui pourrait être adopté d'ici à 2014, a pour objectif une récupération plus directe du coût de l'usure des routes attribuable à la circulation des véhicules lourds, en vue de maintenir, dans un esprit d'ouverture, de transparence et d'efficacité, l'accessibilité des routes pour le transport des marchandises.

## viii) Tourisme

103. Le tourisme revêt une importance capitale pour l'économie australienne, surclassant les autres secteurs au chapitre de l'exportation des services. En 2008/09, son apport au PIB était de l'ordre de 33 milliards de dollars australiens, et environ un demi-million de personnes travaillaient directement dans ce secteur.<sup>229</sup> Le tourisme intérieur représente quelque 75% du secteur.

104. En plus d'accroître son soutien général sous forme de dépenses fiscales, le gouvernement australien a apporté un soutien spécifique au secteur touristique.<sup>230</sup> Le Programme de dons pour les projets touristiques de qualité (TQUAL), qui dispose d'un maximum de 8,5 millions de dollars

<sup>227</sup> OCDE (2008).

<sup>228</sup> OCDE (2010c).

<sup>229</sup> Département des ressources, de l'énergie et du tourisme (2009).

<sup>230</sup> Commission de la productivité (2010c).

australiens de nouveaux crédits, a remplacé le Programme australien de développement du tourisme en avril 2009.<sup>231</sup> Dans le cadre du nouveau programme, les projets touristiques novateurs peuvent obtenir un don de 5 000 à 100 000 dollars australiens; les initiatives touristiques nationales ou sectorielles, un don de 25 000 à 500 000 dollars australiens; et les projets de développement touristique intégrés, un don de 100 000 à 500 000 dollars australiens. À la fin décembre 2009, des dons totalisant 8,3 millions de dollars australiens avaient été approuvés pour 70 projets; une enveloppe supplémentaire de 40 millions de dollars australiens est disponible pour les dons TQUAL qui seront octroyés à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2011. Tourisme Australia, l'organisme public chargé de promouvoir le pays à l'intérieur de ses frontières et à l'étranger en tant que destination de choix pour les voyages d'agrément et d'affaires, dispose d'une enveloppe annuelle d'environ 130 millions de dollars australiens; tout récemment, il s'est employé en priorité à promouvoir les déplacements d'affaires intérieurs et à attirer les touristes des pays se trouvant à 10 heures de vol ou moins de l'Australie, notamment de la Chine, du Japon, de la Malaisie, de Singapour, de la Nouvelle-Zélande, et du Moyen-Orient. En décembre 2009, une stratégie nationale à long terme a été adoptée afin de promouvoir l'innovation, le développement de l'infrastructure et la croissance du secteur touristique, de même que d'améliorer la capacité du secteur de répondre à la demande et aux attentes suscitées par les campagnes de commercialisation; les autorités ont engagé 2,2 millions de dollars australiens afin de financer 41 mesures destinées à mettre en œuvre la stratégie au cours des 18 mois suivants. Dans le cadre de la stratégie, les autorités ont créé le Conseil australien de la qualité touristique (TQCA), qui est chargé d'administrer le Cadre national d'accréditation touristique (NTAF), lequel vise entre autres à mieux cerner les préférences des consommateurs. Le 11 mai 2010, le gouvernement australien a annoncé l'octroi de 5,5 millions de dollars australiens sur quatre ans pour soutenir la mise en place et le fonctionnement du NTAF.

---

<sup>231</sup> Commission de la productivité (2010c).



---

**BIBLIOGRAPHIE**

ACCC (2008), *Monitoring of the Australian petroleum industry Report of the ACCC into the prices, costs and profits of unleaded petrol in Australia*, décembre. Adresse consultée: <http://www.accc.gov.au/content/item.phtml?itemId=854720&nodeId=5a80277573488d050f4e129f71c6985d&fn=Monitoring%20of%20the%20Australian%20petroleum%20industry%202008.pdf> [15 août 2010].

ACCC (2009a), *2008-09 Annual Report – ACCC incorporating the AER: Fostering competitive, efficient, fair and informed markets*. Adresse consultée: [http://www.accc.gov.au/content/item.phtml?itemId=898144&nodeId=764b4c4f4cc990f5d79e1ee222ac429e&fn=ACCC\\_Annual\\_Report\\_2008-09.pdf](http://www.accc.gov.au/content/item.phtml?itemId=898144&nodeId=764b4c4f4cc990f5d79e1ee222ac429e&fn=ACCC_Annual_Report_2008-09.pdf) [11 juin 2010].

ACCC (2009b), *Approach to cartel investigations*. Adresse consultée: <http://www.accc.gov.au/content/item.phtml?itemId=891982&nodeId=cd1644c035c1d07db8c9ce05b09e21fd&fn=Guidelines%20-%20ACCC%20approach%20to%20cartel%20investigations.pdf>.

ACCC (2009c), *Monitoring of the Australian petroleum industry Report of the ACCC into the prices, costs and profits of unleaded petrol in Australia*, décembre. Adresse consultée: <http://www.accc.gov.au/content/item.phtml?itemId=906872&nodeId=3cf1db3855766ff11929cb5fb5108ab7&fn=Monitoring%20of%20the%20Australian%20petroleum%20industry%E2%80%94complete%20report.pdf> [14 août 2010].

ACCC (2010a), "Current issues on the ACCC's radar". Statement made by ACCC Chairman, Mr Samuel Graeme, at the Competition Law Conference 2010. Adresse consultée: [http://www.accc.gov.au/content/item.phtml?itemId=930680&nodeId=82f2dd5ed0cb5859022b90c332aed17c&fn=20100529\\_SAMUEL\\_Hodgkiss.pdf](http://www.accc.gov.au/content/item.phtml?itemId=930680&nodeId=82f2dd5ed0cb5859022b90c332aed17c&fn=20100529_SAMUEL_Hodgkiss.pdf) [11 juin 2010].

ACCC (2010b), *Telecommunications Reports 2008-09*, juin. Adresse consultée: [http://www.accc.gov.au/content/item.phtml?itemId=956397&nodeId=2e3bd895284318f50eb4705930871917&fn=Telecommunications%20Reports%202008-09\\_WEB.pdf](http://www.accc.gov.au/content/item.phtml?itemId=956397&nodeId=2e3bd895284318f50eb4705930871917&fn=Telecommunications%20Reports%202008-09_WEB.pdf) [2 décembre 2010].

Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières (2007), *Time Release Study 2007*. Adresse consultée: <http://www.internationaltransportforum.org/Proceedings/Border2009/AUStime.pdf> [30 novembre 2009].

Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières (2009a), *Annual Report 2008-09*, octobre. Adresse consultée: [http://www.customs.gov.au/webdata/resources/files/annual\\_report\\_2008\\_09.pdf](http://www.customs.gov.au/webdata/resources/files/annual_report_2008_09.pdf) [30 novembre 2009].

Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières (2009b), *Enhanced Trade Solutions 2015*, mai. Adresse consultée: <http://www.customs.gov.au/webdata/resources/files/EnhancedTradeSolutions.pdf> [2 décembre 2010].

Administration des douanes australiennes (2007), *Manual, Volume 12, Export Control*. Adresse consultée: [http://www.customs.gov.au/webdata/resources/files/ACSmanual\\_vol12.pdf](http://www.customs.gov.au/webdata/resources/files/ACSmanual_vol12.pdf).

APEC (2007), *Report of the Individual Action Plan (IAP) – Peer Review of Australia*, 2007/SOM1/008, Agenda Item: III, 17 janvier. Adresse consultée: [http://www.apec-iap.org/document/AUS\\_2007\\_2007\\_IAP\\_Peer\\_Review\\_Peer\\_Review.pdf](http://www.apec-iap.org/document/AUS_2007_2007_IAP_Peer_Review_Peer_Review.pdf) [13 septembre 2010].

APEC (2009), *Individual Action Plan Update – Australia*. Adresse consultée: <http://www.apec-iap.org/default.asp?pid=/peerReview/default> [2 août 2010].

AusIndustry (2010), *Australian Industry Participation Plan Guide for the Enhanced Project By-law Scheme*, avril. Adresse consultée: <http://www.ausindustry.gov.au/ImportandExport/EnhancedProjectBy-lawSchemeEPBS/Documents/AIPP%20Guide%20-%20Apr10.pdf> [2 décembre 2010].

Austrade (2008), *Winning in World Markets – meeting the competitive challenge of the new global economy - Review of the Export Market Development Grants scheme*, 1<sup>er</sup> septembre. Adresse consultée: <http://www.austrade.gov.au/export-grants-publications/default.aspx> [21 mai 2010].

Austrade (2009), *Insurance in Australia*, septembre. Adresse consultée: <http://www.austrade.gov.au/Invest/Opportunities-by-Sector/Financial-Services/Data-and-Charts/default.aspx?retain=true&PagingModule=33802&Pg=2> [23 août 2010].

Australian Crime Commission (2009), *Organized Crime in Australia 2009*. Adresse consultée: [http://www.crimecommission.gov.au/publications/oca/\\_files/2009/2009\\_oca\\_complete.pdf](http://www.crimecommission.gov.au/publications/oca/_files/2009/2009_oca_complete.pdf) [1<sup>er</sup> novembre 2010].

Australian Energy Regulator (2009), *State of the Energy Market 2009*. Adresse consultée: <http://www.accc.gov.au/content/item.phtml?itemId=904614&nodeId=9869703f185e78ab970a14ac5de95f43&fn=State%20of%20the%20energy%20market%202009%E2%80%94complete%20report.pdf> [12 août 2010].

Automotive Review Secretariat (2008), *Review of Australia's Automotive Industry Final Report*, 22 juillet. Adresse consultée: [http://www.innovation.gov.au/automotivereview/Documents/aug08%20final%20report\\_secure.pdf](http://www.innovation.gov.au/automotivereview/Documents/aug08%20final%20report_secure.pdf) [12 novembre 2010].

Banque de réserve d'Australie (2008), *Statement on Monetary Policy, Box A: The RBA's Foreign Exchange Swaps*, février. Adresse consultée: <http://www.rba.gov.au/publications/smp/2008/feb/html/box-a.html> [2 décembre 2010].

Banque de réserve d'Australie (2010a), *Financial Stability Review*, septembre. Adresse consultée: <http://www.rba.gov.au/publications/fsr/2010/sep/pdf/0910.pdf> [27 octobre 2010].

Banque de réserve d'Australie (2010b), *Statement on Monetary Policy*, août. Adresse consultée: <http://www.rba.gov.au/publications/smp/2010/aug/pdf/0810.pdf> [1<sup>er</sup> octobre 2010].

Banque de réserve d'Australie (2010c), "The Challenge of Prosperity". Address to the Committee for Economic Development of Australia (CEDA) Annual Dinner, Melbourne, 29 novembre. Adresse consultée: <http://www.rba.gov.au/speeches/2010/sp-gov-291110.html> [7 décembre 2010].

Banque mondiale (2010), *Doing Business 2010 Report*. Adresse consultée: <http://www.doingbusiness.org/ExploreEconomies/?economyid=12> [15 septembre 2010].

Binder, M. (2002), *The Role of Risk and Cost-Benefit Analysis in Determining Quarantine Measures*, Productivity Commission Staff Research Paper, AusInfo. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_data/assets/pdf\\_file/0015/8430/quarantine.pdf](http://www.pc.gov.au/_data/assets/pdf_file/0015/8430/quarantine.pdf) [1<sup>er</sup> décembre 2010].

Bosworth, M. et G. Cutbush (2010), *Australia's quarantine mess: the case of New Zealand apples – How the absence of a national interest test has stood in the way of sensible policy*, octobre, Canberra.

Bureau de la meilleure pratique réglementaire (2009), *Best Practice Regulation Report 2008-09*, Département des finances et de la déréglementation, novembre. Adresse consultée: [http://www.finance.gov.au/obpr/reporting-publications/report-08-09/docs/bestpracticeregulation\\_0809.pdf](http://www.finance.gov.au/obpr/reporting-publications/report-08-09/docs/bestpracticeregulation_0809.pdf) [13 septembre 2010].

Bureau de l'infrastructure, des transports et de l'économie régionale (2010), *Australian sea freight 2008-09*. Adresse consultée: [http://www.bitre.gov.au/publications/71/Files/Australian\\_Sea\\_Freight.pdf](http://www.bitre.gov.au/publications/71/Files/Australian_Sea_Freight.pdf) [15 novembre 2010].

Bureau de l'infrastructure, des transports et de l'économie régionale (plusieurs années), *Australian sea freight*. Adresse consultée: <http://www.bitre.gov.au/info.aspx?NodeId=83>.

Bureau des sciences rurales (2007), *Australia's forests at a glance 2007*. Adresse consultée: [http://adl.brs.gov.au/brsShop/data/forest\\_at\\_a\\_glance\\_reduced.pdf](http://adl.brs.gov.au/brsShop/data/forest_at_a_glance_reduced.pdf) [10 novembre 2010].

Bureau des sciences rurales (2010), *Australia's forests at a glance 2010*. Adresse consultée: [http://www.daff.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0007/1536253/forests-at-a-glance-2010.pdf](http://www.daff.gov.au/__data/assets/pdf_file/0007/1536253/forests-at-a-glance-2010.pdf) [10 novembre 2010].

Centre for International Economics (2009), *Benefits of trade and trade liberalisation*, mai. Adresse consultée: [http://www.dfat.gov.au/publications/benefits\\_trade\\_liberalisation/cie\\_report.pdf](http://www.dfat.gov.au/publications/benefits_trade_liberalisation/cie_report.pdf) [13 août 2010].

Commission de la productivité (2008a), *Annual Report 2007-08*, octobre. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0006/83868/chapter01.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0006/83868/chapter01.pdf) [3 août 2010].

Commission de la productivité (2008b), *Financial Performance of Government Trading Enterprises 2004-05 to 2006-07*, Research Paper, juillet. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0003/82227/gte-2006-07.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0003/82227/gte-2006-07.pdf) [2 juillet 2010].

Commission de la productivité (2008c), *Modelling Economy-wide Effects of Future Automotive Assistance*, mai. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0008/80765/automodelling.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0008/80765/automodelling.pdf) [12 août 2010].

Commission de la productivité (2008d), *Review of Australia's Consumer Policy Framework – Inquiry Report*, 30 avril. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0006/79170/consumer1.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0006/79170/consumer1.pdf) [14 juillet 2010].

Commission de la productivité (2009a), *Annual Report 2008-09*, 21 octobre. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0017/92042/annualreport-0809.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0017/92042/annualreport-0809.pdf) [1<sup>er</sup> octobre 2010].

Commission de la productivité (2009b), *Australia's Anti-dumping and Countervailing System*, Inquiry Report n° 48, 18 décembre. Adresse consultée: <http://www.pc.gov.au/projects/inquiry/antidumping/report> [2 décembre 2010].

Commission de la productivité (2009c), *Australia's Productivity Performance*, Submission to the House of Representatives Standing Committee on Economics, septembre. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0005/91382/productivity-growth.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0005/91382/productivity-growth.pdf) [3 août 2010].

Commission de la productivité (2009d), *Government Drought Support*, Inquiry Report n° 46, 27 février. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0010/86275/drought-support.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0010/86275/drought-support.pdf) [26 juillet 2010].

Commission de la productivité (2009e), *Restrictions on the Parallel Importation of Books*, juin. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0004/90265/books.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0004/90265/books.pdf) [14 juillet 2009].

Commission de la productivité (2009f), *Review of Mutual Recognition Schemes*, Research Report, janvier. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0007/85759/mutual-recognition-schemes.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0007/85759/mutual-recognition-schemes.pdf) [14 juillet 2010].

Commission de la productivité (2009g), *Trade & Assistance Review 2007-2008*, mai, Canberra. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0011/88580/tar0708.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0011/88580/tar0708.pdf) [2 juin 2010].

Commission de la productivité (2010a), *Bilateral and Regional Trade Agreements*, Draft Research Report, 16 juillet, Canberra. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0006/99762/trade-agreements-draft.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0006/99762/trade-agreements-draft.pdf) [27 août 2010].

Commission de la productivité (2010b), *Bilateral and Regional Trade Agreements*, Research Report, novembre, Canberra. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0010/104203/trade-agreements-report.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0010/104203/trade-agreements-report.pdf).

Commission de la productivité (2010c), *Trade & Assistance Review 2008-2009*, 22 juin, Canberra. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0007/98998/tar0809.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0007/98998/tar0809.pdf) [12 juillet 2010].

Commission de la productivité (2010d), *Wheat Export Marketing Arrangements – Draft Report*, mars, Melbourne. Adresse consultée: [http://www.pc.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0006/95820/wheat-export-draft.pdf](http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0006/95820/wheat-export-draft.pdf) [14 juillet 2010].

Commission d'examen de l'investissement étranger (2010), *Annual Report 2008-09*, mars. Adresse consultée: [http://www.firb.gov.au/content/Publications/AnnualReports/2008-2009/\\_downloads/2008-09\\_FIRB\\_AR.pdf](http://www.firb.gov.au/content/Publications/AnnualReports/2008-2009/_downloads/2008-09_FIRB_AR.pdf) [16 septembre 2010].

Commission ONU/UIT Le large bande au service du développement numérique (2010), *Un impératif politique en 2010: l'avenir est au large bande*. Adresse consultée: [http://www.broadbandcommission.org/report1/report1\\_fr.pdf](http://www.broadbandcommission.org/report1/report1_fr.pdf) [29 novembre 2010].

Commonwealth d'Australie (2008a), *Building Innovative Capability – Review of the Australian Textile, Clothing and Footwear Industries*, TCF Review Secretariat, août. Adresse consultée: [http://www.teansw.com.au/Curriculum/Textiles%2011-12/Resources/401\\_TCF%20review\\_vol1.pdf](http://www.teansw.com.au/Curriculum/Textiles%2011-12/Resources/401_TCF%20review_vol1.pdf) [18 août 2010].

Commonwealth d'Australie (2008b), *One Biosecurity – A working Partnership*, Beale, Fairbrother, Inglis and Trebeck, 30 septembre. Adresse consultée: [http://www.daff.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0010/931609/report-single.pdf](http://www.daff.gov.au/__data/assets/pdf_file/0010/931609/report-single.pdf) [10 mai 2010].

Commonwealth d'Australie (2010), *Australia to 2050: future challenges*, janvier. Adresse consultée: [http://www.treasury.gov.au/igr/igr2010/report/pdf/IGR\\_2010.pdf](http://www.treasury.gov.au/igr/igr2010/report/pdf/IGR_2010.pdf) [1<sup>er</sup> octobre 2010].

Conseil consultatif sur la propriété intellectuelle (2010a), *A review of enforcement of Plant Breeder's Rights Final Report*, janvier. Adresse consultée: [http://www.acip.gov.au/library/acip\\_pbr\\_enforcement\\_final\\_report.pdf](http://www.acip.gov.au/library/acip_pbr_enforcement_final_report.pdf) [23 août 2010].

Conseil consultatif sur la propriété intellectuelle (2010b), *Post-Grant Patent Enforcement Strategies Final Report*. Adresse consultée: <http://www.acip.gov.au/library/Final%20report%20dated%2016Jan2010.pdf> [23 août 2010].

Conseil des minéraux (2010), *The Australian Minerals Industry and the Australian Economy*, mars. Adresse consultée: [http://www.minerals.org.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0017/32804/Aus\\_min\\_industry\\_fact\\_sheet\\_March\\_2010.pdf](http://www.minerals.org.au/__data/assets/pdf_file/0017/32804/Aus_min_industry_fact_sheet_March_2010.pdf).

Crean, M., A. Pike, M. Currell et P. Branston (2010), "Recent Regulatory Changes and Australian Government Decisions Relevant to Inward Investment in Australia", 10 juin. Adresse consultée: [http://executive.view.com/knowledge\\_centre.php?id=11837&search=&type=](http://executive.view.com/knowledge_centre.php?id=11837&search=&type=).

Cutler T. (2008), *Venturous Australia*, 29 août. Adresse consultée: [http://www.innovation.gov.au/innovationreview/Documents/NIS\\_review\\_Web3.pdf](http://www.innovation.gov.au/innovationreview/Documents/NIS_review_Web3.pdf) [12 juillet 2010].

Dairy Australia (2010), *Dairy 2010: Situation & Outlook*. Adresse consultée: [http://www.dairyaustralia.com.au/Our-Dairy-Industry/~/\\_media/Documents/Our%20Dairy%20Industry/Situation%20and%20Outlook/Full%20Report%20Dairy%20Situation%20and%20Outlook%2028%20May%202010.ashx](http://www.dairyaustralia.com.au/Our-Dairy-Industry/~/_media/Documents/Our%20Dairy%20Industry/Situation%20and%20Outlook/Full%20Report%20Dairy%20Situation%20and%20Outlook%2028%20May%202010.ashx) [10 novembre 2010].

Département de l'agriculture, des forêts et de la pêche (2007), *Commonwealth Fisheries Harvest Strategy*, septembre. Adresse consultée: [http://www.daff.gov.au/\\_media/documents/fisheries/domestic/HSP-and-Guidelines.pdf](http://www.daff.gov.au/_media/documents/fisheries/domestic/HSP-and-Guidelines.pdf) [5 août 2010].

Département de l'agriculture, des forêts et de la pêche (2009a), *Import Risk Analysis Handbook 2007 (update 2009)*. Adresse consultée: [http://www.daff.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0003/1177833/IRA\\_handbook\\_2009\\_FINAL\\_FOR\\_WEB.pdf](http://www.daff.gov.au/__data/assets/pdf_file/0003/1177833/IRA_handbook_2009_FINAL_FOR_WEB.pdf).

Département de l'agriculture, des forêts et de la pêche (2009b), *National Climate Change and Commercial Forestry Action Plan 2009-2012*, 6 novembre. Adresse consultée: [http://www.daff.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0008/1386431/climate-change-061109.pdf](http://www.daff.gov.au/__data/assets/pdf_file/0008/1386431/climate-change-061109.pdf) [12 août 2010].

Département de l'éducation, de l'emploi et des relations de travail (2010), *Fair Work Principles User Guide*, janvier. Adresse consultée: <http://www.deewr.gov.au/WorkplaceRelations/Policies/FairWorkPrinciples/Pages/FWPUserGuide.aspx> [23 août 2010].

Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des administrations locales (2009), *Aviation White Paper – Flight Path to the Future*, décembre. Adresse consultée: [http://www.infrastructure.gov.au/aviation/nap/files\\_white\\_paper/White\\_Paper.doc](http://www.infrastructure.gov.au/aviation/nap/files_white_paper/White_Paper.doc) [23 août 2010].

Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2008), *Annual Report 2007-08*, 16 octobre. Adresse consultée: [http://www.innovation.gov.au/Section/AboutDIISR/Documents/AR0708\\_chapter8.pdf](http://www.innovation.gov.au/Section/AboutDIISR/Documents/AR0708_chapter8.pdf) [12 juillet 2010].

Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2009a), *Annual Report 2008-09*, 28 octobre. Adresse consultée: [http://www.innovation.gov.au/Section/AbouttheDepartment/Annual%20Report%20200809/resources/pdf/DIISR\\_ip\\_australia.pdf](http://www.innovation.gov.au/Section/AbouttheDepartment/Annual%20Report%20200809/resources/pdf/DIISR_ip_australia.pdf) [12 juillet 2010].

Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2009b), *Key Automotive Statistics 2009*. Adresse consultée: [www.innovation.gov.au/Industry/Automotive/Documents/Key\\_Automotive\\_Statistics\\_2009.pdf](http://www.innovation.gov.au/Industry/Automotive/Documents/Key_Automotive_Statistics_2009.pdf) [18 octobre 2010].

Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2009c), *Services Sector – Overview of Structural Change – Industry Brief 2007-08*, juillet. Adresse consultée: [http://www.innovation.gov.au/Section/Industry/Documents/Services\\_Sector.pdf](http://www.innovation.gov.au/Section/Industry/Documents/Services_Sector.pdf) [24 août 2010].

Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2010), *Outlook for the Automotive Manufacturing Industry Fact Sheet*. Adresse consultée: <http://www.innovation.gov.au/Section/AboutDIISR/FactSheets/Pages/OutlookfortheAutomotiveManufacturingIndustryFactSheet.aspx> [12 août 2010].

Département des affaires étrangères et du commerce extérieur (2010a), *Annual Report 09/10*, septembre. Adresse consultée: [http://www.dfat.gov.au/dept/annual\\_reports/09\\_10/DFAT-AR0910.pdf](http://www.dfat.gov.au/dept/annual_reports/09_10/DFAT-AR0910.pdf) [15 novembre 2010].

Département des affaires étrangères et du commerce extérieur (2010b), *Trade in Services Australia 2008-09*, Market Information and Research Section, mars. Adresse consultée: <http://www.dfat.gov.au/publications/stats-pubs/downloads/tis-fy2009.pdf> [26 août 2010].

Département des finances et de la déréglementation (non daté), *Scoping Paper: Tariff Concession Rationalisation and Simplification*. Adresse consultée: [http://www.finance.gov.au/deregulation/docs/Scoping\\_Paper\\_Tariff\\_Concessions.pdf](http://www.finance.gov.au/deregulation/docs/Scoping_Paper_Tariff_Concessions.pdf) et <http://www.finance.gov.au/deregulation/tariff-concession-rationalisation.html> [14 juillet 2010].

Département des ressources, de l'énergie et du tourisme (2009), *National Long-Term Tourism Strategy*. Adresse consultée: <http://www.ret.gov.au/tourism/Documents/DRET%20Tourism%20Strategy.pdf> [23 août 2010].

Département des ressources, de l'énergie et du tourisme (2010), *Energy in Australia 2010*, avril, Canberra. Adresse consultée: [http://www.ret.gov.au/energy/Documents/facts%20statistics%20publications/Energy%20in%20Aust%202010\\_FINAL-01.pdf](http://www.ret.gov.au/energy/Documents/facts%20statistics%20publications/Energy%20in%20Aust%202010_FINAL-01.pdf) [15 août 2010].

Département du Trésor (2009a), *Australia's Foreign Investment Policy*, septembre. Adresse consultée: [http://www.firb.gov.au/content/\\_downloads/Australia's\\_Foreign\\_Investment\\_Policy\\_September\\_2009.pdf](http://www.firb.gov.au/content/_downloads/Australia's_Foreign_Investment_Policy_September_2009.pdf) [14 septembre 2010].

Département du Trésor (2009b), *Pocket Guide to the Australian Tax System*, 23 décembre. Adresse consultée: <http://www.treasury.gov.au/contentitem.asp?NavId=022&ContentID=866> [21 mai 2010].

Département du Trésor (2009c), "The Global financial crisis and the Road to Recovery". Speech to the Australian Institute of Company Directors, 23 septembre. Adresse consultée: [http://www.treasury.gov.au/documents/1629/HTML/docshell.asp?URL=ACID\\_ken\\_henry.htm](http://www.treasury.gov.au/documents/1629/HTML/docshell.asp?URL=ACID_ken_henry.htm) [1<sup>er</sup> octobre 2010].

Département du Trésor (2010a), *Australia's Foreign Investment Policy*, juin. Adresse consultée: [http://www.firb.gov.au/content/\\_downloads/Australia's\\_Foreign\\_Investment\\_Policy\\_June\\_2010.pdf](http://www.firb.gov.au/content/_downloads/Australia's_Foreign_Investment_Policy_June_2010.pdf) [14 septembre 2010].

Département du Trésor (2010b), *Australia's Future Tax System Review – Final Report – Part 2 Detailed Analysis – Volume 2*, 2 mai. Adresse consultée: [http://taxreview.treasury.gov.au/content/FinalReport.aspx?doc=html/Publications/Papers/Final\\_Report\\_Part\\_2/index.htm#Volume2](http://taxreview.treasury.gov.au/content/FinalReport.aspx?doc=html/Publications/Papers/Final_Report_Part_2/index.htm#Volume2) [2 décembre 2010].

Département du Trésor (2010c), *Incoming Government Brief (Red Book)*, 24 septembre. Adresse consultée: <http://www.treasury.gov.au/contentitem.asp?ContentID=1875&NavID=> [6 octobre 2010].

Département du Trésor (2010d), *Pre-election Economic and Fiscal outlook 2010 - A Report by the Secretary to the Treasury and the Secretary to the Department of Finance and Deregulation*, juillet 2010. Adresse consultée: [http://www.treasury.gov.au/documents/1858/PDF/PEFO\\_2010.pdf](http://www.treasury.gov.au/documents/1858/PDF/PEFO_2010.pdf) [1<sup>er</sup> octobre 2010].

Département du Trésor (2010e), *Tax Expenditures Statement 2009*, janvier. Adresse consultée: <http://www.treasury.gov.au/contentitem.asp?NavId=022&ContentID=1719> [21 mai 2010].

Département du Trésor (2010f), "To Build, or not to Build: Infrastructure Challenges in the Years Ahead and the Role of Governments". Address to the Conference on The Economics of Infrastructure in a Globalised World: Issues, Lessons and Future Challenges, Ken Henry Secretary to the Treasury, 18 mars 2010. Adresse consultée: [http://www.treasury.gov.au/documents/1763/PDF/Infrastructure\\_Conference.pdf](http://www.treasury.gov.au/documents/1763/PDF/Infrastructure_Conference.pdf).

Direction australienne des communications et des médias (2009), *Communications report 2008-09*, novembre. Adresse consultée: [http://www.acma.gov.au/webwr/\\_assets/main/lib311252/08-09\\_comms\\_report.pdf](http://www.acma.gov.au/webwr/_assets/main/lib311252/08-09_comms_report.pdf) [23 août 2010].

EFIC (2009), *EFIC Annual Report 2009 Overcoming financial barriers for exporters*, 29 août. Adresse consultée: <http://www.efic.gov.au/about/governance/Documents/AR09%20final%20full.pdf> [21 mai 2010].

EFIC (2010), *EFIC Annual Report 2010 Overcoming financial barriers for exporters*, 20 août. Adresse consultée: <http://www.efic.gov.au/about/governance/AnnualReports/Documents/EFIC-Annual-Report-2010.pdf> [30 octobre 2010].

Energy Supply Association of Australia (2010), *Electricity Gas Australia 2010*, Canberra.

Fédération nationale des agriculteurs (2009), *Farm Facts 2009-10*, août, Canberra. Adresse consultée: <http://www.nff.org.au/farm-facts.html> [26 juillet 2010].

FEM (2010), *Global Competitiveness Report 2009-2010*. Adresse consultée: <http://www.weforum.org/documents/GCR09/index.html> et <http://www.cesoftco.net/2KMS/WorldCompetitivenessReport2008-2009.pdf> [1<sup>er</sup> septembre 2010].

FMI (2008), *Australia: 2008 Article IV Consultation—Staff Report; Staff Supplement; Public Information Notice on the Executive Board Discussion; and Statement by the Executive Director for Australia*, septembre. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2008/cr08312.pdf> [1<sup>er</sup> octobre 2010].

FMI (2009a), *Australia: 2009 Article IV Consultation—Staff Report and Public Information Notice on the Executive Board Discussion*, Country Report n° 09/248, août. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2009/cr09248.pdf> [23 août 2010].

FMI (2009b), *Global Financial Stability report*, Statistical Appendix, Table 24, avril. Adresse consultée: [http://www.austrade.gov.au/Images/UserUploadedImages/1358/BR09\\_section\\_1\\_pg11.jpg](http://www.austrade.gov.au/Images/UserUploadedImages/1358/BR09_section_1_pg11.jpg) [23 août 2010].

FMI (2010a), *Australia – 2010 Article IV Consultation Concluding Statement*, 15 septembre. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/np/ms/2010/091510.htm> [1<sup>er</sup> octobre 2010].

FMI (2010b), *Australia: 2010 Article IV Consultation—Staff Report; and Public Information Notice on the Executive Board Discussion*, 27 octobre. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/np/sec/pn/2010/pn10144.htm> et <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2010/cr10331.pdf> [18 novembre 2010].

FMI (2010c), *Australia: Basel II Implementation Assessment*, Country Report n° 10/107, mai. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/010/cr10107.pdf> [23 août 2010].

Garton P., M. Sedgwick et S. Shirodkar (2010), "Australia's current account deficit in a global imbalances context". The Treasury, *Economic Roundup*, Issue 1. Adresse consultée: [http://www.treasury.gov.au/documents/1783/HTML/docshell.asp?URL=03\\_Australias\\_Current\\_Account\\_Deficit.htm](http://www.treasury.gov.au/documents/1783/HTML/docshell.asp?URL=03_Australias_Current_Account_Deficit.htm) [1<sup>er</sup> octobre 2010].

Geoscience Australia et ABARE (2010), *Australian Energy Resource Assessment*, 1<sup>er</sup> mars. Adresse consultée: [https://www.ga.gov.au/products/servlet/controller?event=GEOCAT\\_DETAILS&catno=70142.pdf](https://www.ga.gov.au/products/servlet/controller?event=GEOCAT_DETAILS&catno=70142.pdf) [10 novembre 2010].

Gouvernement australien (2009a), *Nation Building Economic Stimulus Plan – Commonwealth Coordinator General's Progress Report to 31 December 2009*. Adresse consultée: <http://www.economicstimulusplan.gov.au/documents/pdf/YearinfoocusWEB4.pdf> [1<sup>er</sup> octobre 2010].

Gouvernement australien (2009b), *Procurement Statement*, juillet. Adresse consultée: [http://www.financeminister.gov.au/media/2009/docs/Australian\\_Government\\_Procurement\\_Statement.pdf](http://www.financeminister.gov.au/media/2009/docs/Australian_Government_Procurement_Statement.pdf) [20 mai 2010].

Groupe de stratégie pour l'industrie pharmaceutique (2008), *Final report*, décembre. Adresse consultée: [http://www.innovation.gov.au/Industry/Pharmaceuticals/Documents/PISG\\_Final\\_Report.pdf](http://www.innovation.gov.au/Industry/Pharmaceuticals/Documents/PISG_Final_Report.pdf) [13 août 2010].

IMD (2010), *World Competitiveness Yearbook 2010*. Adresse consultée: <http://www.imd.ch/research/publications/wcy/upload/scoreboard.pdf> et <https://www.worldcompetitiveness.com/OnLine/App/Index.htm> [1<sup>er</sup> septembre 2010].

Infrastructure Australia (2008), *A Report to the Council of Governments*, décembre. Adresse consultée: [http://www.infrastructureaustralia.gov.au/files/A\\_Report\\_to\\_the\\_Council\\_of\\_Australian\\_Governments.pdf](http://www.infrastructureaustralia.gov.au/files/A_Report_to_the_Council_of_Australian_Governments.pdf) [28 mai 2010].

Infrastructure Australia et Commission nationale des transports (2010), *The Proposed National Ports Strategy*, mai. Adresse consultée: <http://www.ntc.gov.au/filemedia/Reports/NationalPortsStrategyDraftMay10.pdf> [25 août 2010].



Institut australien de criminologie (2008), *Intellectual property crime and enforcement in Australia*, Research and Public Policy series n° 94, octobre. Adresse consultée: <http://www.aic.gov.au/documents/B/D/0/{BD0BC4E6-0599-467A-8F64-38D13B5C0EEB}rpp94.pdf> [14 juillet 2010].

IP Australia (2010), *Implementing the TRIPS Protocol*, Consultation Paper, avril. Adresse consultée: <http://www.ipaustralia.gov.au/pdfs/news/TRIPS%20Protocol%20Public%20Consultation%20Paper.pdf> [14 juillet 2010].

Kalinova, B., A. Palerm et S. Thomsen (2010), "OECD's FDI Restrictiveness Index: 2010 Update", OECD Working Papers on International Investment, 2010/3, OECD Publishing. doi: 10.1787/5km91p02zj7g-en. Adresse consultée: <http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/fulltext/5km91p02zj7g.pdf?expires=1294414157&id=0000&accname=guest&checksum=08E282EC C68B80D5D0AE4A28B3AA8D13> [1<sup>er</sup> octobre 2010].

KPMG (2010), *Competitive Alternatives 2010 Special Report: Focus on Tax*. Adresse consultée: <http://www.kpmg.com/Global/en/IssuesAndInsights/ArticlesPublications/Documents/Competitive-Alternatives-2010-Focus-on-Tax.pdf>.

McKinsey & Company et KPMG (2010), *Implementation Study for the National Broadband Network*, for the Department of Broadband, Communications and the Digital Economy, 5 mars. Adresse consultée: [http://www.dbcde.gov.au/broadband/national\\_broadband\\_network/national\\_broadband\\_network\\_implementation\\_study](http://www.dbcde.gov.au/broadband/national_broadband_network/national_broadband_network_implementation_study) [novembre 2010].

Milken Institute (2009), *2009 Opacity Index: Measuring Global Risks*. Adresse consultée: [http://www.kurtzmangroup.com/pdf/InstituteOpacityIndex\\_Apr8.pdf](http://www.kurtzmangroup.com/pdf/InstituteOpacityIndex_Apr8.pdf) [17 août 2010].

NATA (2008), *NATA Annual report 2008*. Adresse consultée: [http://www.nata.asn.au/phocadownload/publications/Annualreport\\_newsletter/Annual\\_reports/NATA\\_Annual\\_Report\\_2008.pdf](http://www.nata.asn.au/phocadownload/publications/Annualreport_newsletter/Annual_reports/NATA_Annual_Report_2008.pdf) [2 mai 2010].

NATA (2009), *NATA Annual report 2009*. Adresse consultée: [http://www.nata.asn.au/phocadownload/publications/Annualreport\\_newsletter/Annual\\_reports/NATA\\_Annual\\_Report\\_2009.pdf](http://www.nata.asn.au/phocadownload/publications/Annualreport_newsletter/Annual_reports/NATA_Annual_Report_2009.pdf) [2 mai 2010].

Nossal, K. et P. Gooday (2009), "Raising productivity growth in Australian agriculture", *Issues Insights* 09.7, Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics, novembre. Adresse consultée: [http://www.abare.gov.au/publications\\_html/ins/insights\\_09/a7.pdf](http://www.abare.gov.au/publications_html/ins/insights_09/a7.pdf) [26 juillet 2010].

Novak, J. (2008), *Australia as a destination for foreign capital*, The Australian Open Investment Future papers series, octobre. Adresse consultée: [http://www.ipa.org.au/library/publication/1226637929\\_document\\_novak\\_destination\\_for\\_foreign\\_capital.pdf](http://www.ipa.org.au/library/publication/1226637929_document_novak_destination_for_foreign_capital.pdf) [12 septembre 2010].

OCDE (2007), *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE – Suivi et évaluation 2007*, Paris. Adresse consultée: <http://www.oecd.org/dataoecd/26/23/39584297.pdf> [2 août 2010].

OCDE (2008), *Études économiques de l'OCDE: Australie*, octobre, Paris.

OCDE (2009a), *Agricultural Policies in OECD Countries – Monitoring and Evaluation 2009*. Adresse consultée: <http://lysander.sourceoecd.org/vl=940257/cl=17/nw=1/rpsv/cgi-bin/fulltextew.pl?prpsv=/ij/oecdthemes/99980002/v2009n6/s1/p11.idx> [2 août 2010].

OCDE (2009b), *Technologies de l'information et des communications – Perspectives des communications de l'OCDE 2009*, août. Adresse consultée: [http://www.oecd.org/document/53/0,3746,fr\\_2649\\_34223\\_45055413\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/53/0,3746,fr_2649_34223_45055413_1_1_1_1,00.html) [25 août 2010].

OCDE (2010a), *Agricultural Policies in OECD Countries At a glance*. Adresse consultée: <http://titania.sourceoecd.org/vl=13368608/cl=24/nw=1/rpsv/cgi-bin/fulltextew.pl?prpsv=/ij/oecd/themes/99980002/v2010n11/s1/p11.idx> [2 août 2010].

OCDE (2010b), *Panorama des statistiques de l'OCDE 2010 – Économie, environnement et société*, 25 mai, Paris.

OCDE (2010c), *OECD Reviews of Regulatory Reform – Competition Policy in Australia*. Adresse consultée: <http://www.oecd.org/dataoecd/63/61/44529918.pdf> [11 juin 2010].

OCDE (2010d), *OECD Reviews of Regulatory Reforms – Market Openness in Australia*, Paris.

OCDE (2010e), *Review of Fisheries in OECD Countries 2009 – Policies and Summary Statistics*. Adresse consultée: <http://titania.sourceoecd.org/vl=388402/cl=52/nw=1/rpsv/cgi-bin/fulltextew.pl?prpsv=/ij/oecdthemes/99980002/v2010n2/s1/p11.idx> [3 août 2010].

Parlement du Commonwealth d'Australie (2010), *Inquiry into raising the productivity growth rate in the Australian economy*, House Standing Committee on Economics, avril. Adresse consultée: <http://www.aph.gov.au/house/committee/economics/productivity/Report/Final%20Report.pdf> [26 août 2010].

Plantations 2020 (2002), *Plantations for Australia: The 2020 Vision. An Industry/Government initiative for plantation forestry in Australia* (révision 2002). Adresse consultée: <http://www.plantations2020.com.au/assets/acrobat/2020vision.pdf> [10 novembre 2010].

PNUD (2009), *Indice de développement humain des Nations Unies*. Adresse consultée: <http://hdr.undp.org/fr/statistiques/> [1<sup>er</sup> septembre 2010].

Priestley M. (2009), *Automotive Transformation Scheme Bill 2009*, Parliament of Australia/Department of Parliamentary Services/Economics Section Bills Digest n° 10, 2009-10, ISSN 1328-8091, 10 août. Adresse consultée: <http://www.aph.gov.au/library/pubs/bd/2009-10/10bd010.pdf> [3 septembre 2010].

Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales (2010), *National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers*. Adresse consultée: [http://www.ustr.gov/sites/default/files/uploads/reports/2010/NTE/2010\\_NTE\\_Australia\\_final.pdf](http://www.ustr.gov/sites/default/files/uploads/reports/2010/NTE/2010_NTE_Australia_final.pdf) [26 juillet 2010].

Sénat (2010), *Milking it for all it's worth – competition and pricing in the Australian dairy industry*, Economics References Committee, mai. Adresse consultée: [http://www.aph.gov.au/Senate/committee/economics\\_ctte/dairy\\_industry\\_09/report/report.pdf](http://www.aph.gov.au/Senate/committee/economics_ctte/dairy_industry_09/report/report.pdf) [12 août].

Stoeckel, A. et H. Fisher (2008), *Policy Transparency. Why does it work. Who does it best*. Prepared for Rural Industries Research and Development Corporation, 4 juillet. Adresse consultée: <https://rirdc.infoservices.com.au/downloads/08-035.pdf> [16 septembre 2010].

Sweeny, K. (2007), *The Pharmaceutical Industry in Australia*. Pharmaceutical Industry Project Working Paper Series, Working Paper n° 34, septembre. Adresse consultée: [http://www.cfses.com/documents/pharma/34-Pharmaceutical\\_Industry\\_Aust\\_Sweeny.pdf](http://www.cfses.com/documents/pharma/34-Pharmaceutical_Industry_Aust_Sweeny.pdf) [15 août 2010].

Takáts, E. et P. Tumbarello (2009), *Australian Bank and Corporate Sector Vulnerabilities – An International Perspective*, IMF Working Paper WP/09/223, Asia and Pacific Department, octobre. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2009/wp09223.pdf> [23 août 2010].

The Allen Consulting Group (2009), *New Realities: National Policing in the 21<sup>st</sup> Century – Federal Audit of Police Capabilities*, Independent Reviewer - Roger Beale AO, 30 juin. Adresse consultée: [http://www.ag.gov.au/www/agd/rwpattach.nsf/VAP/\(4CA02151F94FFB778ADAEC2E6EA8653D\)~Federal+Audit+of+Police+Capabilities-dec09.pdf/\\$file/Federal+Audit+of+Police+Capabilities-dec09.pdf](http://www.ag.gov.au/www/agd/rwpattach.nsf/VAP/(4CA02151F94FFB778ADAEC2E6EA8653D)~Federal+Audit+of+Police+Capabilities-dec09.pdf/$file/Federal+Audit+of+Police+Capabilities-dec09.pdf) [1<sup>er</sup> novembre 2010].

Transparency International (2010), *Progress Report 2010 Enforcement of the OECD Convention on Combating Bribery of Foreign Public Officials in International Business Transactions*, 28 juillet. Adresse consultée: [http://www.transparency.org/news\\_room/latest\\_news/press\\_releases/2010/2010\\_07\\_28\\_oecd\\_progress\\_report](http://www.transparency.org/news_room/latest_news/press_releases/2010/2010_07_28_oecd_progress_report) [13 septembre 2010].

van Tongeren, F., J. Beghin et S. Marette (2009), "Cadre d'analyse coût-avantages pour l'évaluation des mesures non tarifaires s'appliquant aux échanges agroalimentaires", OECD Food, Agriculture and Fisheries Working Papers, n° 21, Éditions OCDE. doi: 10.1787/220613725148. Adresse consultée: <http://www.oecd.org/dataoecd/25/9/45013640.pdf> [2 août 2010].

Wheat Exports Australia (2009), *2008-09 Annual Report*, 29 septembre. Adresse consultée: [http://www.wea.gov.au/Publications/AnnualReports/091109\\_WEA%20AnnRepweb.pdf](http://www.wea.gov.au/Publications/AnnualReports/091109_WEA%20AnnRepweb.pdf) [10 novembre 2010].

Wilson DT, R. Curtotti et G.A. Begg (éds) (2010), *Fishery status reports 2009: status of fish stocks and fisheries managed by the Australian Government*, Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics – Bureau of Rural Sciences, 28 septembre. Adresse consultée: [http://adl.brs.gov.au/data/warehouse/fishrp9abc\\_011/fishrp9abc\\_0111011a/FishStatusReport2009.pdf](http://adl.brs.gov.au/data/warehouse/fishrp9abc_011/fishrp9abc_0111011a/FishStatusReport2009.pdf) [2 décembre 2010].

